reste préoccupant partout, mais on n'en parle presque plus. Les pays "occupants" ne sont en aucun cas disposés à leur accorder une réelle indépendance. En Irak, sous la protection (toute provisoire) des avions de la coalition onusienne, les Kurdes ont organisé, au mois d'octobre dernier, leur "Etat fédéral autonome" sans remettre en cause l'intégrité territoriale de l'Irak. Cette autonomie est tolérée par la Turquie voisine qui, en échange, s'appuie sur les Kurdes irakiens pour neutraliser l'opposition armée du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Cette même Turquie organise une répression féroce touchant aussi les mouvements politiques kurdes légaux ainsi que les journalistes qui voudraient enquêter sur les faits. C'est dire combien les délégués politiques kurdes reconnus en Turquie peuvent s'exprimer librement.

Les Kurdes ont une Assemblée nationale

Par ailleurs une *"Assemblée nationale du Kurdistan"* vient d'être élue en novembre 1992. Organisées principalement par la branche politique du PKK, les élections furent en partie fictives pour ce qui concerne les territoires occupés d'Iran, d'Irak ou de Syrie dans lesquels le PKK n'est guère implanté, mais elles ont eu un succès certain en Turquie et dans la diaspora kurde d'Europe (notamment en Suisse). Cette Assemblée d'un Etat qui n'existe pas aura pour mérite de faire entendre une voix kurde en Europe. Les 15 parlementaires élus ont d'ores et déjà décidé d'entamer une grève de la faim pour attirer l'attention sur la terreur en Turquie.

Par la vente de matériel de guerre (cf Cotmec-info, No 130), les relations de notre pays avec les occupants et le silence soigneusement entretenu, nous sommes complices de cette tragédie. L'avenir des Kurdes nous concerne. S'ils ne sont pas entendus aujourd'hui, quelle autre alternative leur restera-t-il que les actions extrêmes, répondant à la violence absurde par l'absurde de la violence. ■

Roland Pasquier et Dominique Froidevaux

Pour exprimer votre soutien ou obtenir des informations:
Association Suisse Kurdistan,
Cp. 2061, 1002 Lausanne
(039) 28 65 40
ou
Comité du Kurdistan
Place du Cirque 4
1204 Genève
(022) 329 33 94

Prix COURRIER des droits de l'Homme

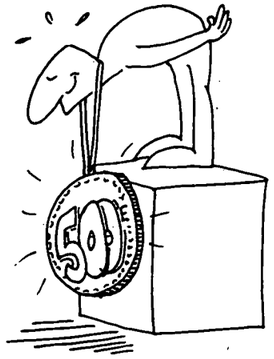
La Cotmec a la Cote

Le prix "Courrier" des Droits de l'Homme 1992 a été décerné à la COTMEC le 10 décembre dernier, jour anniversaire de la Déclaration des Droits de l'Homme. Ce prix, lancé par Pierre Dufresne, ex-rédacteur en chef du "Courrier" récompense une année sur deux une organisation ou une personnalité qui s'est distinguée dans la défense des droits de l'Homme. L'action de la COTMEC tout au long de cette année du 500ème anniversaire depuis la Conquête de l'Amérique, a influencé le choix du jury.
Patrice Mugny, rédacteur en chef du "Courrier" a remis un chèque de 1000 Frs à D. Froidevaux. Jean-Claude Genecand, (Président de la Nouvelle association du Courrier) Mgr Amédée Grab et Christian Grobet (Président du Conseil d'Etat) sont également intervenus en félicitant notre commission pour sa capacité à remettre en question les causes des injustices dans le monde.
Ce prix est un solide encouragement à la COTMEC pour continuer son travail de relais, de réflexion et d'action sur les enjeux Nord/Sud et en faveur du respect de la dignité de tout homme. ■

Marie Pasquier

Merci au jury du Prix Courrier des droits de l'Homme, bien sûr. Mais aussi à tous ceux à qui nous devons d'avoir cet encouragement, donc à vous également qui nous lisez. Les nombreux messages écrits ou par téléphone que nous avons reçus à cette occasion témoignent de ce que nous ne pouvons travailler que solidairement dans le domaine qui nous préoccupe. Et à ce titre un Merci tout particulier à nos compagnons de la COTMEP et au département "Témoignage et solidarité" de l'Eglise nationale protestante, ainsi qu'aux ONG Nord-Sud et droits de l'homme avec qui nous partageons la plus grande partie de nos combats.
Un petit dossier de presse sur le prix peut être obtenu à notre secrétariat. Nous envisageons également de reprendre les discours prononcés à cette occasion dans un document marquant les 25 ans de la Cotmec (eh oui, depuis 1968!). ■

D.F.



mp

à vos agendas !

–Festival de films du Sud au CAC Voltaire Genève,
du 29 janvier au 7 février
au Grütli, 16, r. Général-Dufour,
1204 Genève
Tél. (022) 320.78.78
A la rencontre du Sud par la création cinématographique. Une occasion exceptionnelle de dialogue interculturel. Sautez dessus immédiatement: la diffusion de ces films est malheureusement toujours limitée à quelques jours.

- Evénement à Genève:
Des prix Nobel de la Paix soutiennent Aung San Suu Kyi (Nobel de la Paix 1991, toujours assignée à résidence en Birmanie) et les peuples persécutés de Birmanie.
Les 21, 22 et 23 février 1993.
Cette rencontre réunira notamment Mairead Maguire (Irlande du Nord / Nobel 1976), Rigoberta Menchù (Guatémala / 1992), Adolfo Perez Esquivel (Argentine / 1980) et Oscar Arias (Costa Rica / 1987).
Le Centre International des droits de la Personne et du Développement Démocratique (Canada) a organisé une délégation de lauréats du Prix Nobel de la Paix qui se rendra en Thaïlande juste avant la rencontre genevoise, organisée par l'Association Suisse-Birmanie.
A Genève, cette délégation rendra compte des résultats de ses démarches. Plusieurs événements publics sont prévus sur les trois jours.
Renseignements:(022) 328 52 05

-La Campagne oecuménique de Carême de cette année aura pour thème "VIVE L'AFRIQUE".

Diverses rencontres sont déjà prévues sur Genève:

-le 26 février, 20h30,
Conférence-débat à St-Boniface (14 av, du Mail) avec le prof. Benezet BUJO sur le thème:
"La culture africaine et les droits de l'Homme",
Une nouvelle initiative du Centre Pastoral Africain que nous saluons de tout coeur!

-Le 10 mars, 20h00,
rencontre avec José CHIPENDA,
secrétaire de la Conférence des Eglises de toute l'Afrique (CETA), au Centre culturel Saint-Boniface.

Des animations "jeunesse" sont prévues, sur le thème "Cultures en Dialogue"
Renseignements
à notre secrétariat.

JAB
1231 Conches

Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

cotmec

Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique à Genève
16, bd du Pont d'Arve
- 1205 Genève -
Tél.+Fax.: (022) 329.26.81
CCP 12-21551-1
Mensuel
Abonnement: Fr. 12.- / an
Rédacteur responsable:
Dominique Froidevaux
Ont collaboré à ce numéro:
M. Durrer, M. Costermans
M. Pasquier, R. Pasquier,
J.-C. Roulin, D. Froidevaux.
Imprimerie: REPROFFSET

Sommaire du n° 151

1 Billet: Pourquoi?
1 Edito:1993, l'année musée?
2-3 Droits des peuples (Peuples autochtones et peuples de territoires occupés: Kurdistan, Palestine, Timor, Sahara occidental)
4 Agenda
4 Le Prix "COURRIER" des droits de l'Homme à la Cotmec

COTMEC INFO

Mini-dossier, p. 2-3
Droit des peuples

commission tiers monde
de l'église catholique

N° 151 / Mensuel / Janvier 1993

Pourquoi?

Une nouvelle année vient de commencer avec son cortège de voeux et de bénédictions. Pourtant le coeur n'y est pas toujours! On sent parfois filtrer dans les voix et les regards une anxiété mal définie. Nous sommes atteints par ce que tout un chacun appelle la "morosité ambiante": fruit des nombreuses questions sans réponses que nous pose l'actualité depuis plusieurs mois. Pourquoi les hommes sont-ils capables de tant de cruauté en Bosnie? Pourquoi des enfants continuent de mourir de faim en Somalie et ailleurs? Que va-t-on devenir avec un taux de chômage qui ne cesse de grimper, et avec cette jeunesse désemparée laissant éclater une violence raciale dont on se croyait guéri? A force de porter ce fardeau trop lourd dont les médias nous chargent, on se fatigue, s'engourdit, pour finalement se laisser gagner par une sorte de torpeur qu'engendre notre impuissance.

Et puis soudain il y a cet enfant parmi nos proches qui perd la vie dans un accident de la route, ou cet ami qui meurt du sida! Tout le poids des blessures de l'humanité vole alors en éclat pour faire place à une souffrance sans nom, une souffrance qui est mienne et devient insupportable. Pourquoi elle, pourquoi lui? Que faut-il dire à ceux qui crient pourquoi? Au prêtre que je suis, on demande des réponses. Mais il n'y a pas de réponse! Ce serait terrible si l'on donnait des réponses à ces <pourquoi>, car l'injustifiable serait alors justifié.

En devenant l'un des nôtres, Dieu n'est pas venu expliquer la souffrance et encore moins la justifier. Il a voulu nous dire sa solidarité avec notre condition parfois si dure, une solidarité qui résonne encore du "Pourquoi m'as-tu abandonné" adressé par le Christ crucifié à son Père. Jésus a connu le désarroi et l'angoisse; alors il s'est vraiment fait proche de nous. Sa résurrection nous dit qu'il n'a pas été abandonné ainsi que nous non plus aujourd'hui. Un tel acte de foi produit une espérance qui fortifie et transcende nos solidarités humaines les plus fragiles. Solidaires entre nous comme Dieu l'est avec nous, alors on parvient à se relever, à marcher appuyé sur les autres. La joie et le bonheur de vivre peuvent à nouveau germer dans la terre de nos actes d'amour les plus humbles. N'étouffons jamais nos questions sans réponses avec le mensonge de la fatalité, car elles nous poussent à agir et à aimer au-delà de ce que nous pouvions imaginer! ■

Jean-Charles Roulin

mp

1993, l'année musée?

1993 est consacrée par les Nations Unies "Années des peuples autochtones". On aurait pu dire aussi l'année des peuples conquis et des perdants de l'histoire. Avant d'être réduits à l'état d'objets de notre curiosité ethnographique, ils ont été dominés, marginalisés, spoliés de leurs biens et de leur espace vital. 1992, à propos des autochtones des Amériques, nous a démontré l'importance de leurs luttes pour la survie et l'affirmation de leur identité culturelle. Si nous voulons éviter que 1993 devienne une année musée, consacrée au recensement définitif de bibelots exotiques et de moeurs révolues des derniers "sauvages", il nous faut travailler encore davantage à faire entendre la voix des principaux concernés, de tous les continents. Ces peuples revendiquent leur droit d'être acteurs, sujets de leur histoire, de défendre leurs modes de vie, leurs cultures tels qu'ils entendent les conserver ou les développer en fonction de leurs propres dynamiques dans le monde moderne. La diversité de leurs héritages culturels est une richesse pour l'ensemble de l'humanité. Nous avons beaucoup à apprendre de leur réalité actuelle, bien différente des clichés passéistes qui nous évitent de nous mettre à l'écoute de leurs aspirations contemporaines. Mais, au-delà, les points communs qui les distinguent de nos sociétés industrielles et marchandes ont toute leur pertinence dans le monde d'aujourd'hui: ce sont tous des peuples qui ont su inventer des modes de vie fondés sur la réciprocité et en accord avec leur environnement naturel. Cette année internationale des peuples autochtones est une chance à saisir pour "un nouveau partenariat" fondé sur le respect et la promotion de tous les hommes et de toutes les cultures.
Ce mois-ci, nous vous proposons un mini-dossier sur le droit des peuples. Nous donnerons la parole, en cours d'année, à divers représentants des peuples autochtones de divers horizons. ■

Dominique Froidevaux

Pour de plus amples informations:
-La ***Société pour les peuples menacés*** coordonne en Suisse les actions menées "pour un nouveau partenariat" avec les peuples autochtones. Notre édito s'inspire largement de la charte publiée par ce mouvement au moment du lancement de l'année internationale des peuples autochtones, un événement resté presque totalement inaperçu. Renseignements: M. Goepf Berweger, tél. (031) 24 85 55.
-Le DoCip, ***Centre de documentation des Peuples Indigènes***, travaille directement avec les représentants des peuples autochtones aux Nations Unies pour faciliter leur prise de parole et mettre à leur disposition une infrastructure et une documentation. Le DoCip peut vous informer. Il recrute aussi des bénévoles pour certaines périodes-clés de l'année. Renseignements: DoCip, CP 101, 1211 Genève 21,
ou par tél. chez Pierrette Birraux-Ziegler: (022) 735 40 47.

Droits des peuples

Les institutions internationales établies à Genève ont été, depuis le début du siècle déjà, un lieu où les peuples autochtones ont progressivement pu faire valoir leur droit à la parole. On les croyait en voie de disparition...

Et pourtant...Ils sont toujours debout!

Malgré 500 ans de colonisation et de négation de la valeur de leur(s) culture(s), les Indiens sont toujours présents sur le continent américain; parfois ce sont de petites minorités, parfois la majorité numérique comme au Guatemala et en Bolivie.

Déjà en 1923, les Iroquois vinrent à Genève, à la Société des Nations, pour demander le statut de nations souveraines; mais le plus souvent, c'est l'autonomie politique que revendiquent les peuples indigènes, ils veulent obtenir le droit de se gouverner eux-mêmes dans le respect de leurs traditions culturelles.

Cette aspiration des Indiens, d'autres minorités de par le monde la partagent; dans chaque continent des populations dites "autochtones" (Aborigènes d'Australie, Maoris de Nouvelle Zélande, Inuits de Finlande etc...) réclament le droit à la différence, le droit de vivre selon leurs coutumes. Chaque groupe a une situation particulière, mais ils ont en commun l'aspiration à la reconnaissance par la communauté internationale, la lutte pour le droit à la terre et aux ressources naturelles, et souvent le combat pour que cessent les massacres, les enlèvements, les expulsions forcées, le génocide culturel.

Les minorités se regroupent

1993 a été déclaré par les Nations-Unies "Année internationale des peuples autochtones". Cette année est l'aboutissement d'une longue démarche entreprise par les intéressés eux-mêmes. En 1977, plus de cent délégués Indiens participèrent au Palais des Nations de Genève, à la première conférence des Organisations non Gouvernementales sur les peuples indigènes des Amériques; de nombreuses associations se créèrent regroupant les minorités et chaque année ce sont des centaines de délégués autochtones, venant de toutes les parties du monde, qui participent aux travaux du Groupe de travail sur les peuples indigènes. Depuis 10 ans ce groupe s'est penché, entre autres, sur les questions suivantes:

-la propriété et le contrôle des biens culturels des peuples indigènes;

-les relations économiques et sociales des peuples indigènes avec les Etats;

-l'étude des traités, accords et autres arrangements conclus dans le passé entre les peuples autochtones et ceux qui venaient s'installer sur leurs territoires.

Mais le coeur de son action est la rédaction d'une déclaration universelle sur les droits des peuples indigènes qui devrait être adoptée durant cette année internationale.

L'un des autres buts de cette année internationale est de sensibiliser l'opinion publique, c'est à dire, vous et moi, à l'existence de ces peuples et à réfléchir à la place que nous accordons à ceux et celles qui se réfèrent à une autre culture, à une échelle de valeurs différentes. Sans vouloir arrêter le cours de l'histoire, ce qui serait illusoire, il importe que le développement ne se construise pas sur les décombres des autres cultures, sur la marginalisation de tout ce qui est "autre".

Notons encore une chose qui a toute son importance dans le combat pour le droit des peuples: en règle générale, il est admis que les minorités ont droit à la protection, alors que les peuples ont droit à l'auto-détermination. Il est donc très important que la communauté internationale précise clairement qui a droit à telle ou telle appellation. ■

Maryse Durrer

Les vieux clichés se brouillent. En 1993, il faudra promouvoir une autre image!

Maryse Durrer souligne bien l'enjeu de cette subtile distinction onusienne entre "peuples" et "minorités" (voir ci-contre). Il faut dire encore que la notion de "droits des peuples" proprement dite, suscite de nombreuses réticences dans les milieux internationaux: ce sont en effet les Etats constitués qui sont représentés aux Nations Unies et la reconnaissance des droits de peuples marginalisés ou opprimés sous leur responsabilité dérange, évidemment. Durant l'année du 500e nous avons surtout évoqué la situation des peuples autochtones des Amériques. Nous consacrerons prochainement plusieurs articles à des peuples d'Afrique ou d'Asie. Mais nous ne voudrions pas commencer cette année du droit des peuples sans évoquer la questions épineuse des territoires occupés en différentes parties du monde: Kurdistan, Palestine, Sahara Occidental, Timor. Histoire de faire le point en ce début de 1993 et d'examiner si les choses évoluent au cours de l'année, même si les peuples concernés ne correspondent pas à la définition officielle des "autochtones".

Dominique Froidevaux

Timor
Javanisation autoritaire

Xanana Gusmao, chef historique de la résistance de Timor Est, dix jours après avoir été arrêté, a été victime d'une sordide mise en scène. Le 1er décembre 92, il était contraint à faire son autocritique dans un message télévisé, rediffusé ensuite à la télévision portugaise. Un épisode récent qui en dit long sur les méthodes de l'occupant indonésien au Timor, petit pays oublié des médias.

Ancienne colonie portugaise, le Timor se situe à l'extrémité orientale de l'archipel indonésien. Il est en majorité catholique. En 1975, alors que la décolonisation amène du désordre, l'Indonésie, en majorité musulmane, envahit le pays et en 1976, l'annexe à son propre territoire. Le Conseil de sécurité de l'ONU a moultes fois condamné cette invasion, mais cet appel est sans effet depuis 16 ans. Sur place, face à la résistance de la population, Djakarta exerce une féroce répression qui a causé la mort de plus de 200.000 personnes sur les 700.000 que compte le Timor. La violence continue: populations déplacées et installées dans des camps sous contrôle militaire. Le gouvernement s'est lancé dans une "javanisation" autoritaire: interdiction des dialectes locaux et du portugais. L'identité timoraise est systématiquement éradiquée. Les Timorais sont spoliés de leurs terres au profit de colons dont l'immigration massive veut être un point d'appui pour Djakarta.

En novembre 1991 les efforts de ceux qui soutiennent le Timor oriental semblaient porter leurs fruits avec l'annonce d'une visite parlementaire portugaise. Le Portugal est toujours considéré comme autorité tutélaire de Timor. Cette visite sera finalement annulée d'où une très grosse déception à Timor.

Impressionner l'opinion publique?

L'autocritique de Gusmao est à resituer dans ce contexte, elle semble bien être une manoeuvre destinée à impressionner l'opinion publique portugaise. Des pourparlers entre Portugais et Indonésiens ont eu lieu à New York le 17 décembre 1992. Ces démarches n'ont rien apporté. L'Indonésie est restée intransigeante et le Portugal n'a cédé en rien. La prochaine rencontre est prévue pour le mois d'avril de cette année à Rome.

Dans un message radiodiffusé, Xanana demandait à la résistance clandestine de travailler avec l'Indonésie. Le commandement militaire a alors annoncé que les résistants pouvaient se rendre avec leurs armes dans 7 églises et que Mgr Belo, évêque de Dili s'associait à cette action.

"Tout cela est faux" a dit Mgr Belo, *"c'est de la propagande militaire. Nous n'avons aucune garantie que, rendus, ces résistants ne seront pas torturés, tués, ou qu'ils disparaissent comme cela s'est passé en 1979 et 1980".* ■

Monique Costermans

Pax Christi anime en Suisse romande un groupe très actif sur les questions du Timor.
Renseignements: (021) 312 26 18.

Sahara occidental
Plan de paix enlisé?

6 septembre 1991: les Sahraouis vivaient un espoir prometteur; leur pays, occupé par le Maroc, allait devenir libre par l'instauration d'un cessez-le-feu, un plan de paix était adopté et la mise sur pied d'un référendum d'autodétermination était prévu pour début 1992.

La résolution 690 des Nations--Unies, acceptée par les deux parties en conflit, aboutissait à la création de la MINURSO (Mission des Nations-Unies pour le référendum au Sahara occidental, à laquelle la Suisse a participé).

Plus d'un an après, c'est la déconvenue:

-le cessez-le-feu a été maintes fois violé par les troupes marocaines,

-les casques bleus sont neutralisés dans leur action,

-le référendum ne peut avoir lieu à cause du non respect du plan de paix par le gouvernement marocain: déplacement forcé de milliers de citoyens marocains au Sahara occidental, pressions sur l'ONU pour élargir considérablement le corps électoral prévu initialement.

-une répression impitoyable s'exerce sur les opposants au régime de Hassan II.

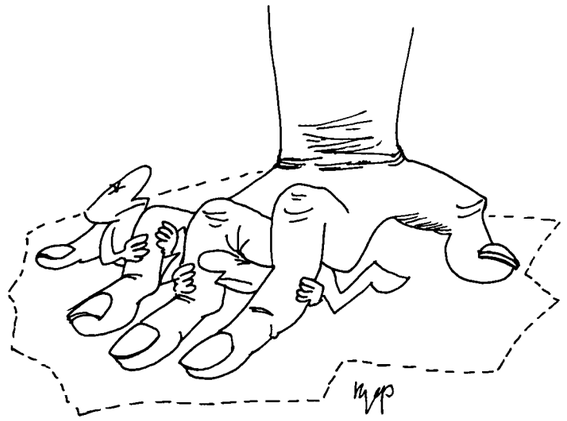
Pour noircir encore ce triste tableau, les préoccupations médiatiques ont relégué le Sahara occidental au plan de l'indifférence générale.

A nous de rester attentifs et d'exiger le déblocage du processus référendaire. ■

Roland PASQUIER

Donnez votre voix!

Le Comité de soutien au peuple sahraoui indique comment donner sa voix au peuple sahraoui: ne pas acheter marocain, ne pas bronzer marocain. Favoriser un boycott international de l'aide et des investissements au Maroc. Manifester concrètement son option en faveur des droits de l'homme et en faveur de l'application des résolutions des Nations Unies, notamment par une campagne de cartes postales à envoyer au président du Conseil de sécurité. Renseignements: Comité suisse de soutien au peuple sahraoui CP 177 -1211 Genève 8.



Palestine
Quoi de neuf?

Le Parlement israélien vient de lever l'interdiction de toute rencontre avec l'OLP: un atout inestimable pour les artisans du dialogue entre Israéliens et Palestiniens. Mais l'affaire des 415 Palestiniens expulsés a gravement compromis la marche vers la paix.

Dès 1917, la Déclaration Balfour exprimait l'appui du gouvernement britannique à l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif. Entre 1922 et 1947 la population juive passe de 10 à 30 %. En 1949 il n'y a en Israël que 650.000 Juifs. En 1990 ils sont sept fois plus grâce aux vagues successives d'immigrations: d'Europe, d'Afrique du Nord, d'Asie, du Proche-Orient, de l'ex-URSS Il y eut aussi des transferts de communautés juives entières: yéménite en 1950, irakienne en 1981, fallashas d'Ethiopie en 1985

1948, naissance de l'Etat d'Israël, correspond au début de l'exode forcé des Palestiniens. 1967: annexion de la Cisjordanie et de la bande de Gaza et nouvel exode des Palestiniens. En 1970 la résistance palestinienne est écrasée par l'armée jordanienne, l'OLP se réfugie au Liban ainsi que de nombreux Palestiniens.

Aujourd'hui, 61% des Palestiniens vivent en exil ou sous occupation, soit 3.200.000 sur 5,4 millions. L'OLP est créée en 1964 et Yasser Arafat a proclamé l'établissement d'un Etat palestinien en 1988. Cet Etat existe donc théoriquement mais n'a toujours pas de frontières ni de territoire.

Les deux peuples, israélien et palestinien, sont "condamnés" à vivre sur un même sol qu'ils revendiquent tous les deux (où commence l'histoire?) l'un fuyant les pogroms et l'holocauste, l'autre chassé par le premier et désormais lui, sans nation, cherchant sa place et ses droits comme peuple.

En 1986, l'avenir pour les Palestiniens des Territoires occupés est bouché de toutes parts. Au printemps 1987 Yasser Arafat réussit à bousculer ce climat d'apathie en réunifiant toutes les organisations de l'OLP lors du Conseil national palestinien.

Partout, sur les murs des Territoires occupés, fleurissent les couleurs de l'OLP et les slogans. C'est l'Intifada symbolisé par la guerre des pierres qui a montré la force d'un peuple. "L'intifada nous a redonné l'espoir" dit Oum Jabr comme beaucoup d'autres mères." C'est là qu'est notre avenir, notre résistance, l'avenir de nos enfants".

Pendant ce temps, Israël continue ses exactions et poursuit ses implantations de colons dans les Territoires occupés.

Le 14 octobre 1992 encore, les résidents du village arabe de Ramya, près de Carmiel ont reçu l'ordre d'évacuer leurs maisons et leurs terres dans les 20 jours. La raison invoquée est le besoin urgent de disposer de terres pour des nouveaux immigrants juifs. Malgré diverses actions de protestation, cela continue.

Actuellement, si des pourparlers ont eu lieu, dans les Territoires occupés la vie de tous les jours est une lutte de chaque instant, chaque famille a un ou des parents emprisonnés ou tués et lles Palestiniens vivent toujours avec un avenir bouché pour leurs enfants.

Le premier pas nécessaire est la reconnaissance internationale des Droits du peuple palestinien. ■

Monique Costermans

Pour en savoir plus sur des actions solidaires: Ass. pour l'Union entre les peuples juif et palestinien, C.p. 43, 1247 Anières / GE.

Kurdistan
Autonomie refusée!

Le peuple kurde, fort de 25 millions d'âmes, est installé sur son territoire (500'000km2) depuis des millénaires, parle sa propre langue et a su maintenir vivantes sa culture et ses coutumes. Il a été occupé tour à tour par les Perses, les Arabes et les Turcs. En 1639, il fut partagé entre les Ottomans et les Perses. Si le Traité de Sèvres, en 1920, reconnaissait le droit à l'indépendance du Kurdistan, le Traité de Lausanne, bafouait celui-ci trois ans plus tard. Un traité signé pour la maîtrise du pétrole par les Occidentaux, la Turquie et le Japon, Le Kurdistan est actuellement déchiré entre la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran. Mais sans existence officielle, c'est une nation sans état.

Lors de la guerre du Golfe, qui n'a été bouleversé devant les images de ces Kurdes subissant le froid et la boue, la faim et la maladie pour fuir les troupes irakiennes qui détruisaient leurs villages (voir Cotmec-info Nos 130 et 134)?

Aujourd'hui le sort des Kurdes ➤

à vos agendas !

2 RENDEZ-VOUS A NE PAS MANQUER

-Le mercredi 10 mars, 20h30, à St-Boniface, 14 Av. du Mail / GE
Rencontre avec

José Chipenda

Secrétaire de la Conférence des Eglises de toute l'Afrique. Angolais, José Chipenda est de cette génération qui a connu les indépendances africaines et est aujourd'hui un des acteurs de premier plan du mouvement de démocratisation. Au service des Eglises de son Continent, il est dans une position privilégiée pour observer et encourager la participation active des chrétiens au processus de développement des droits de l'Homme , des libertés et de la démocratie en Afrique.

-Le lundi 15 mars, 20h00, à St-Boniface, 14 Av. du Mail / GE
Rencontre avec

Mgr François d'Alterroche

ancien évêque d'Ayaviri (Pérou). Un témoignage sur le quotidien d'une Eglise locale confrontée aux différents défis qui préoccupent l'Amérique latine d'aujourd'hui: violence, pauvreté, recherche d'une meilleure immersion dans la culture locale. Comment, dans un tel contexte, l'Eglise peut-elle être signe d'espérance et de vie?

Les Zaïrois, un peuple plein de ressources

Le Zaïre, un des pays dont le Président s'accroche envers et contre tout à garder le pouvoir. Pour combien de temps encore et au prix de quelles souffrances pour le peuple?
Ce peuple en même temps pose des jalons de plus en plus solides pour établir déjà son avenir. Les travaux de la Conférence nationale souveraine (CNS) ont sorti des textes clefs. Les "dispositions constitutionnelles relatives à la période de transition" par exemple ressemblent curieusement à une constitution avant la lettre. Le Zaïre, en douce, se dote donc d'un réel cadre institutionnel de transition. Sous des soubresauts violents se dessine en filigrane un autre Zaïre. Comme l'a dit l'Abbé Joseph M'Pundu, très impliqué dans la lutte pour une vraie démocratie au Zaïre *"Ce ne sont pas les discours et décisions de Mobutu qui ont marqué le début de la démocratisation au Zaïre mais bien la marche pacifique des chrétiens sauvagement réprimée par la dictature en février 1992"*. Les paroles des évêques zaïrois reflètent bien le climat dans lequel se vit cette période pour les chrétiens et montrent bien les attitudes-clefs issues des traditions démocratiques africaines. Nous en donnons ci-joint quelques extraits.

Extraits de la "Déclaration de la Conférence épiscopale du Zaïre à la CNS (30 mai 1992)
"Nous voulons remercier notre peuple qui, meurtri et plongé dans la détresse a su cependant résister aux pièges et à la tentation de la violence et s'est engagé sur la voie de la démocratie dans la paix."
"Héritière d'un pays aux richesses potentielles fabuleuses, notre population est très jeune, dynamique, travailleuse et jouit encore d'une bonne santé morale malgré les atteintes et les blessures qu'on n'a cessé de lui infliger. Parmi les richesses spirituelles et culturelles héritées des ancêtres, il nous plaît de souligner le culte de Dieu, l'amour de la vie et la joie de vivre, l'amour des enfants et de la famille, le respect des aînés et des parents, le sens communautaire ici-bas et la communion familiale avec les frères et soeurs de l'au-delà, l'acceptation sereine de la mort inéluctable, le sens du dialogue et de l'écoute qui s'exprime dans nos réunions familiales et qui a rendu possible la tenue de ce forum historique."

Extraits du Discours de clôture de la CNS de Mgr L. MOSENGWO PASINYA, Président de la CNS.
"A notre sens le plus grand acquis de la CNS, c'est que désormais aucun dirigeant ni gestionnaire de l'Etat ne se permettra de gérer la chose publique à la manière de la 2ème République. Il y regardera à deux fois, car sait-on jamais, un jour tout pourra être connu et sanctionné."
"Frères et soeurs conférenciers, dans notre for intérieur chacun de nous doit s'examiner pour savoir si lui aussi n'a pas sa part de responsabilité dans la débâcle de notre pays... Ne nous divertissons pas à faire l'examen de conscience des autres..." "Le rite de réconciliation prévu à l'occasion de la clôture ne pourra avoir lieu sans ce repentir et cette demande de pardon..." "Le travail en faveur du changement est l'affaire de tous... Ne trahissez pas le projet de société de la Troisième république, tel qu'il apparaît dans son projet de constitution et dans les divers actes que la CNS a adoptés."

Extraits de la "Déclaration de la Conférence épiscopale du Zaïre du 12 décembre 1993 signée par Mgr Faustin NGABU, évêque de Goma et Président de la Conférence épiscopale du Zaïre.
"A tous et à chacun, nous voulons rappeler que malgré la conscience et la connaissance des maux qu'il a subis notre peuple a choisi, à travers la CNS, la voix de la paix pour l'édification de son avenir. C'est pourquoi nous devons éviter de tomber dans le piège de la provocation et de la violence... La violence est une voie de désespoir dans une situation sans issue. Mais nous feignons de l'oublier, le peuple zaïrois s'est frayé une issue par la CNS. Il n'a pas besoin de violence pour régler ses problèmes dès lors qu'il s'est doté d'institutions dont il a par consensus organisé le fonctionnement. Tous les fils et filles de ce pays sont appelés à s'impliquer dans la voie choisie par le peuple..." ■

Monique COSTERMANS

VIVE L'AFRIQUE
PARTAGER LE POUVOIR
VIVRE ENSEMBLE

CAMPAGNE 1993
PAIN POUR LE PROCHAIN
ACTION DE CAREME

Pour plus de renseignements sur la Campagne: Tél. 021 617 88 81.

Spécial Jeunes!

En lien avec l'Action de Carême et Pain Pour le Prochain, à Genève, la COTMEC met à disposition pour les groupes de jeunes des **animateurs (par couples: un(e) Africain(e) / un(e) Européenne) pour amorcer une réflexion sur la rencontre interculturelle, ses richesses et ses défis.**

Différentes pistes d'animation sont offertes, selon les aspirations des groupes concernés.

Pour ces animations, notre brochure "SI TU VEUX UN MONDE PLUS JUSTE" a été renouvelée avec un complément sur le racisme. Pour plus d'informations et des rendez-vous avec les animateurs, prendre contact avec notre secrétariat (Tél. 022 329 26 81).

COTMEC
bd du Pont-d'Arve 16
1205 GENEVE

JAB
1231 Conches

Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

cotmec

Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique à Genève
16, bd du Pont d'Arve
- 1205 Genève -
Tél.+Fax.: (022) 329.26.81
CCP 12-21551-1
Mensuel
Abonnement: Fr. 12.- / an
Rédacteur responsable:
Dominique Froidevaux
Ont collaboré à ce numéro:
M. Costermans, M. Durrer, G. Musy, M.& R. Pasquier, J.-C. Roulin, D. Froidevaux.
Imprimerie: REPROFFSET

Sommaire du n° 152

1 Billet:Charité bien ordonnée
1 Edito:Luttes non-violentes en Afrique:
2 Espoir pour l'Afrique?
2 Rwanda: Assez grands pour se défendre
3 Mini-dossier: Madagascar, une île dans le pacifisme
4 Agenda
4 Zaïre: ressources du peuple

COTMEC INFO

Spécial «Vive l'Afrique»

commission tiers monde de l'église catholique

N° 152 / Mensuel / Février 1993

Charité bien ordonnée...

Il y a déjà plusieurs années, alors que je travaillais dans une mission en Afrique, un homme vint frapper à ma porte. Il avait marché plus de deux heures et me trouva affairé à mon bureau. Après les interminables salutations d'usage qui peuvent durer près de 10 minutes, je lui demandai sans détour de quoi il avait besoin. Rien! Puis il me quitta en me souhaitant la paix de Dieu. Troublé par cette singulière démarche, je l'accueillis dans une toute autre attitude lorsqu'il revint quelques jours plus tard. Les salutations terminées, échange de formules stéréotypées durant lequel un africain vous jauge, il me dit souriant: "Aujourd'hui je crois que tu as le temps!" Par des méandres très subtiles, il me fit comprendre qu'il voulait quelques kilos de riz pour sa famille. Avec une grande délicatesse, il me reprocha d'avoir désamorcé sa demande l'autre jour, sans m'être demandé une seconde ce que lui pouvait me donner. J'appris ainsi ce que veulent dire "dignité" et "humilité".

Cet homme avait saisi en un instant que j'avais plus besoin du trésor d'humanité qu'il avait à me partager, que lui des quelques kilos de riz que je pouvais lui donner! Que d'incompréhensions et de maladresses n'engendrons-nous pas parce que nous décidons pour les autres ce dont ils ont besoin, sans même avoir pris le temps de savoir qui ils sont. Que nous soyons missionnaire ou pape, G.I. américain ou quelque autre B. Kouchner en mal de charité médiatisée, tiers-mondiste d'un été ou coopérant aventurier, ou plus anonymement homme de bonne volonté et généreux, savons-nous ouvrir les bras pour accueillir l'autre différent, avant que de nous retrousser les manches pour l'écraser du poids de nos richesses?

L'Afrique n'a que faire de notre pitié, mais elle a autant besoin de notre solidarité que nous de la sienne face aux défis posés par notre société trop souvent déshumanisée. La campagne de carême nous invite à porter un regard neuf sur ce continent blessé. "Vive l'Afrique" nous lance-t-elle cette année! Nous avons beaucoup à recevoir de ceux que nous voulons aider; il faut pour cela croire en eux. Jésus, lui qui savait le don de Dieu, a d'abord commencé par demander à boire à la Samaritaine (Jn 4, 5-14) ! ■

Jean-Charles Roulin

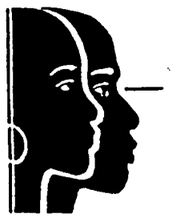
Luttes non-violentes en Afrique

Thème de la campagne oecuménique de Carême '93: "Vive l'Afrique". Notre choix pour contribuer à cette démarche des oeuvres d'entraide: montrer que cette Afrique si souvent dépeinte sous l'angle du catastrophisme et du délabrement généralisé a de quoi nous surprendre. Notamment sur un terrain où on ne l'attendrait pas, à priori: celui de la non-violence.
Guerres "ethniques" ou "tribales", exploitation de la famine par des factions rivales, répression ou racket organisés, pouvoirs sanguinaires de dictateurs increvables... Que d'images-chocs à travers lesquelles se construit chez nous une vision pessimiste du continent "noir". Notre système médiatique reste le plus souvent focalisé sur ces morceaux de réalité au point d'en oublier tout le reste. Pourtant l'autre Afrique existe aussi, même si elle fait peu crépiter les télescripteurs des agences de presse. L'Afrique débrouillarde et créative, qui combat la violence de la misère et du marasme économique par des solutions originales, en dépit de la débandade des structures étatiques, malgré l'échec du développement organisé. L'Afrique de l'endurance, qui sait faire front, et souvent pacifiquement, aux tyrans que les Etats démocratiques d'Occident s'acharnent à maintenir debout. L'Afrique de l'arbre à palabre qui démontre aujourd'hui combien son art de la recherche authentique du consensus est efficace pour un changement politique en profondeur.

Sans forcer le tableau, il convient de donner davantage la parole à cette Afrique-là, car c'est elle qui est porteuse d'avenir. Tout le mérite des oeuvres d'entraide est de tenter des percées dans ce sens. Elles nous incitent au nécessaire partage des biens pour réduire les graves disparités économiques qui mettent notre monde en crise. Mais elles nous permettent aussi d'aller au-delà, en invitant à la découverte de ce qui fait vivre l'Afrique et les Africains, de ce qui les met en marche et nous permet d'espérer ensemble à un monde meilleur pour tous. Notre petit dossier sur les ressources de l'Afrique dans la lutte active non-violente pour la justice voudrait s'intégrer dans le même effort. ■

Dominique Froidevaux

La parole aux Africains



En toute liberté, l'équipe de "Regards Africains" apporte sa contribution à la campagne '93 de Pain Pour le Prochain et de l'Action de Carême avec un numéro double "Spécial Afrique". L'accord avec les oevres d'endraide repose simplement sur la promesse d'achat d'un certain nombre d'exemplaires de la revue, ce qui a permi à "Regaf" de concevoir son information en toute indépendance. Et cela vaut le coup!Avec son regard sans complaisance, l'équipe pluriculturelle de cette revue africaine éditée à Genève nous propose un coup de projecteur original sur la "rage tranquille de vivre" qui anime les peuples d'Afrique. Lumières noires et regard décapant pour voir l'Afrique autrement, sous toutes les coutures. A lire absolument.
Regaf, Numéro ***"Spécial Afrique"***, est disponible à notre secrétariat (Frs. 10.- / Tél. 022 329 26 81).

Un avant-goût: écoutez Mutombo Kanyana, réd. en chef de Regaf', interviewé par D. Froidevaux sur Radio-Cité, cassette disponible au tél. 342 37 00. (réf. PAM 93.03.03).

Y a-t-il encore un espoir pour l'Afrique?

La lecture des journaux, les images de violence, de misère qui défilent quotidiennement à la télévision nous inclinent à penser que la cause est perdue, surtout depuis que le sida ajoute une dimension apocalyptique à une situation déjà difficile.

A tant de violence, de jeunes Africains répondent non-violence; ils admirent Ghandi, Martin Luther King bien sûr; mais ils cherchent une "non-violence africaine" qui découlerait de leurs traditions. C'est ainsi qu'un groupe d'étudiants de quatorze nationalités différentes s'est constitué à Rabat. Depuis plusieurs années, ils refont connaissance avec leur passé, ils recherchent les fondements de la culture africaine et ils découvrent avec émerveillement que beaucoup des rites, des salutations, des cérémonies traditionnelles sont tournées vers la paix, la rencontre, l'alliance. Ils apprennent qu'il y a une autre manière d'exercer l'autorité et même le pouvoir que celle qui prévaut actuellement, une manière respectueuse du peuple, basée sur la médiation plutôt que sur la violence.

L'homme n'existe pas seul

Tous les proverbes, tous les contes disent que l'homme n'existe pas seul, qu'il est communautaire par essence, que le séparer des autres, c'est le tuer. C'est dans le village africain que s'exprime le mieux cette inter-dépendance, cette longue coutume de convivialité, de vie non violente. La structuration de la société communautaire, les responsabilités clairement définies, l'existence de nombreux espaces de liberté permettant de dédramatiser les conflits, les occasions de défoulement, la présence de médiateurs, tout cela faisait partie du quotidien; malheureusement la colonisation, la négation des valeurs traditionnelles, l'attraction de la culture occidentale, la migration vers les centres urbains ont détruit cet équilibre, sans lui substituer d'autres formes de médiation et d'organisation. Le centre de la communauté est la famille, une famille très élargie, dans laquelle les liens du sang sont importants, mais aussi d'autres liens plus subtils. Porter le même nom, être le plus vieux ou le plus petit, être le voisin, tout cela participe de la famille élargie. Il y a toute une communication par des canaux biens définis, riches de tendresse et de respect.
Plutôt que d'essayer d'imposer à l'Afrique une démocratie biaisée, plus porteuse de bons sentiments que de solidarité et de justice, ne serait-ce pas sage de soutenir ces tentatives de retrouver l'esprit de non violence du passé et de l'adapter à la modernité, mais à une modernité africaine, pas à celle du monde occidental.
Une même recherche se poursuit dans de nombreux pays d'Afrique; elle prend naissance le plus souvent à l'initiative de jeunes chrétiens; elle est balbutiante, pas encore représentative, mais elle est porteuse d'espérance et riche d'avenir.

Au Congo

L'apport des valeurs traditionnelles telles que la palabre et les rites de réconciliations ont permis à ce petit pays de faire les premiers pas vers la démocratie sans trop de violence; il lui faut maintenant relever le défi de la pauvreté, du tribalisme. La sorcellerie, très répandue dans les campagnes, entretient la peur au service de l'oppression et de l'injustice. C'est aussi un défi pour la non violence.

Au Togo

Un exemple de résolution pacifique des conflits est le rite de la réconciliation, tel qu'il se pratique encore de nos jours. Quand vous êtes en conflit avec quelqu'un et que vous ne pouvez plus lui parler, ni partager le pain avec lui, on vous réunit autour de la même cruche pour boire de l'eau. L'eau symbolise la vie; quand l'eau est partagée, la vie peut reprendre son cours. Cela demande du temps, or aujourd'hui tout le monde est pressé. Le peuple donne des réponses non violentes, recherche la réconciliation, mais pour l'instant le pouvoir ne répond que par la violence, il faut pourtant continuer cette démarche, car la violence ne règle rien.

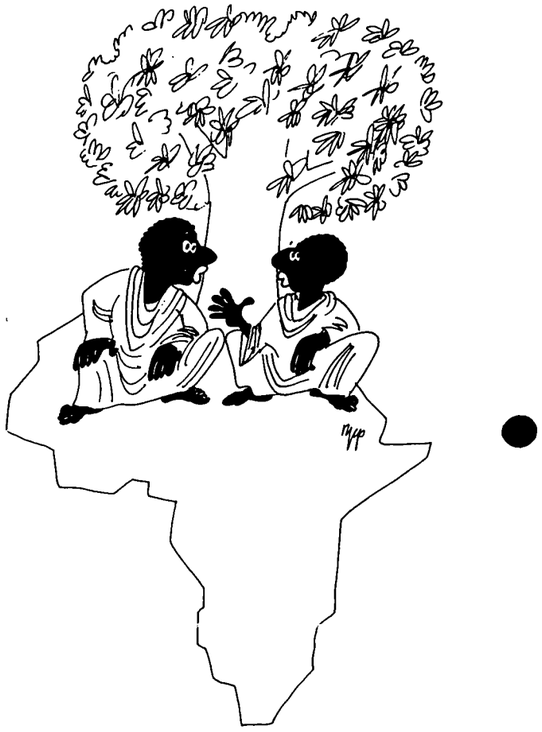
Au Tchad

"Tchad non violence" est une toute petite voix face à un pouvoir écrasant, mais elle est la voix qui exprime les aspirations du peuple; elle s'adresse à la conscience collective pour que se jettent les bases d'une société de service de tous plutôt qu'à celui d'un pouvoir confisqué par quelques-uns.

Une riche moisson se prépare

Cette recherche de solutions non violentes, de réconciliation plutôt que d'affrontements se développe, en même temps, dans de nombreux pays africains; elle trouve son origine dans l'Evangile, mais les Eglises locales ne peuvent se contenter de faire la morale aux dirigeants politiques, elles doivent donner l'exemple de la démocratisation, elles doivent pratiquer elles-mêmes les valeurs évangéliques que sont la justice, la liberté, l'égalité. L'Afrique a plus besoin de témoins que de maîtres. Alors seulement ces ferments de "non violence" prendront toute leur vigueur et il y aura un espoir pour l'Afrique. ■

Maryse DURRER



❑ **Droits de l'Homme au Rwanda**

Assez grands pour se défendre

L'humanitaire - comme on dit - est notre nouvelle tarte à la crème. Au hit-parade des médias et des réseaux internationaux. Nos oreilles avaient du mal à associer "humanitaire" à "opérations militaires". Voilà qui est fait.
L'ennui est qu'une fois de plus les nouveaux croisés, blindés et casqués, qui volent au secours de l'Afrique "déshumanisée", sont basés sur nos terres. comme si les Africains nous avaient attendus avant de se défendre eux-mêmes. Sans grands moyens, mais avec courage et efficacité.
Ainsi il existe au Rwanda au moins cinq associations locales de Défense des Droits de l'Homme. Elles sont toutes nées au milieu des conflits internes qui perturbent ce pays, longtemps considéré comme une oasis de paix et de tranquillité. L'une de ces associations vient de publier son premier rapport annuel: 350 pages qui dénoncent les violations des droits de la personne humaine, nomment les coupables et dévoilent les injustices quotidiennes. Ce plaidoyer est aussi un témoignage d'espérance: la parole libérée est plus forte que la muselière.
Les membres de l'association sont tous des nationaux. Son président, Mr Ntezimana est professeur à l'Université d'Etat et c'est une femme, Mme Mujawamariya, qui en assure la permanence.
Cette publication vaut bien une séance de la Commission des Droits de l'Homme et pourrait éviter au Rwanda quelques convois ou missiles "humanitaires". Dénoncer depuis Genève les exactions rwandaises, c'est bien; le faire au Rwanda, c'est mieux mais c'est plus risqué.

(La COTMEC est disposée à servir d'intermédiaire entre l'"Association rwandaise pour la défense des droits de la personne et des libertés publiques" et toute autre personne qui voudrait prendre connaissance du rapport et soutenir ce groupement). ■

Guy MUSY

Madagascar: une île dans le pacifisme

A Madagascar, le mouvement pour la démocratie s'est manifesté avec force et ténacité. Originalité: il a été mené essentiellement à partir d'une lutte active non-violente très organisée et dans laquelle des chrétiens ont pris une part décisive. A partir du témoignage de Hildegarde Goss-Mayr qui s'est rendu sur place, Marie et Roland Pasquier nous décrivent ce processus.

Madagascar, isolé dans l'Océan Indien, à proximité du Mozambique, est la troisième plus grande île du monde. Elle possède une culture autochtone, avec des éléments polynésiens, indiens, arabes et africains. Des missionnaires anglais puis des catholiques français ont converti au christianisme une partie de sa population. A la fin du 19ème siècle, l'île est colonisée par la France. Après la 2ème guerre mondiale naît un mouvement national, le Mouvement Démocratique de Rénovation Malgache en vue d'obtenir l'indépendance par une lutte légale et pacifique. C'est en 1958, après divers conflits, que la Grande Ile obtient enfin sa liberté. Une longue période d'incertitude politique et économique s'ensuit. Les militaires vont ensuite s'emparer du pouvoir.

Un régime impitoyable

En 1975, un jeune amiral, Didier Ratsiraka, est nommé président par le directorat militaire. A l'exemple de la Corée du Nord, il instaure un régime socialiste. Il se fait réélire en 1982 et en 1989, mais ces élections sont le fait d'énormes tricheries politiques favorisées par l'appui de son puissant parti.
Durant le régime de plus en plus dictatorial de Ratsiraka, Madagascar subit une dégradation vertigineuse:
- les budgets alloués aux services publics (santé, éducation) sont en constante diminution (un tiers du budget est consacré à l'armée);
- la mortalité infantile a presque doublé;
- la misère, les maladies, la malnutrition et même la famine apparaissent et progressent;
- l'élite s'appuyant sur la corruption massive et la délinquance organisée (vols de récoltes et de bétail) s'enrichit au détriment des paysans.

Ce tableau catastrophique fait dégringoler la Grande Ile au 12ème rang des pays les plus pauvres du monde.

Non violence active

Face à cette situation, la population réfléchit, réagit et s'organise. S'appuyant sur sa propre tradition de résolution pacifique des conflits, le peuple malgache exige le pluralisme, le droit à la participation, le respect des droits de l'homme et une vie digne pour tous. Il est appuyé par la commission "Justice et Paix" de la Conférence épiscopale catholique. Il a également le soutien du Conseil oecuménique malgache FFKM.

Un mouvement populaire rassemblant la plupart des groupes d'opposition et des partis voit le jour: les "Forces vives". Par des manifestations pacifistes accompagnées de grèves et parfois de services religieux oecuméniques ou de prières en commun, les Forces vives exigent un changement de gouvernement. Dans ce but elles préparent un référendum sur la constitution de la 3ème république depuis l'indépendance et mettent sur pied un gouvernement de transition avec, à sa tête, le professeur Albert Zafy.
Ce chirurgien qui fut ministre de la santé dans un premier gouvernement de transition entre la 1ère et la 2ème république, est apprécié pour son intégrité, son courage et son humanité. Il puise sa volonté de renouvellement dans les profondeurs de l'Evangile.

Répression sanglante

Le 10 août 1991, les Forces vives organisent une marche de la liberté vers le palais du dictateur, afin de négocier. Le régiment spécial du Président ouvre alors le feu sur ces 500.000 pacifistes. Bilan: 14 morts, 188 blessés et plusieurs disparus.

La répression est sans pitié: les rapports d'Amnesty International dénoncent d'autres massacres perpétrés par les forces gouvernementales.

Démocratisation

Neuf mois de grève du peuple contraignent Ratsiraka à accepter le gouvernement de transition constitué pour moitié de représentants de l'opposition. Le mouvement pacifiste s'amplifie et oblige le Président à faire voter en août 1992 le référendum sur la nouvelle constitution, adopté massivement. Ensuite l'organisation d'élections pour désigner le chef de la 3ème république s'avère indispensable. Ces élections se déroulent en deux tours: un premier en novembre 92, à l'issue duquel Albert Zafy obtient presque la majorité absolue. Le second en février 93: les deux tiers des voix sont en faveur du leader de l'opposition.

Espoir et craintes

Albert Zafy a fait une carrière fulgurante, surtout grâce à sa virginité politique, qui lui évite toute compromission face à la nomenklatura: sa neutralité semble idéale pour combattre le dictateur. Zafy porte donc sur ses épaules l'espoir de tout un peuple. Elu il appliquera la nouvelle constitution qui accorde moins d'importance au Président et davantage au premier ministre (lui-même choisi par le parlement). Le peuple sera ainsi plus largement représenté.
Mais Ratsiraka saura-t-il respecter le verdict des urnes? Après 17 ans de pouvoir sans partage, le despote n'a nullement l'intention de prendre sa retraite. Il pourrait fort bien employer des méthodes violentes pour conserver le trône auquel il s'accroche. Ratsiraka a récemment convoqué les officiers de l'armée malgache pour des raisons relativement obscures,
Une nouvelle répression par la force est à craindre...
Nous suivrons quant à nous avec espoir la maturation de cette démocratie naissante mais aussi avec craintes, tant l'exemple d'une autre île, Haïti, reste présent. Nous restons fortement impressionnés par la détermination du peuple malgache et la conduite de son action non violente. Cette lutte pacifique peut être résumée par cette prière d'un groupe de chrétiens de Tananarive (Antananarivo, capitale de l'île).

« Tu n'as pas d'autres mains que mes mains pour faire du bien.
Tu n'as pas d'autres yeux que mes yeux pour regarder avec bienveillance.
Tu n'as pas d'autre bouche que ma bouche pour dire des paroles d'amitié.
Tu n'as pas d'autre coeur que mon coeur pour aimer avec tendresse.
Tu n'as pas d'autres oreilles que mes oreilles pour écouter les autres.
Tu n'as pas d'autre apôtre que moi pour donner le Royaume de Dieu aux hommes d'aujourd'hui. Amen. »

L'histoire du peuple malgache c'est avant tout celle d'un peuple qui se prend en main... ■

Marie et Roland PASQUIER

Efficacité de la résistance non-violente

Hildegarde Goss-Mayr, membre du Mouvement International de la Réconciliation (MIR) a sillonné avec son mari, Jean, aujourd'hui décédé, de nombreux pays pour tenter d'apporter leur contribution à l'organisation d'une résistance populaire non-violente efficace (voir Cotmec-info n° 136, Juin 1991). A Madagascar, elle a notamment participé à l'évaluation de l'expérience acquise par un mouvement oecuménique engagé dans la lutte pour la démocratie. Extraits de son témoignage.
"Il s'agissait avant tout d'approfondir la non-violence de l'Evangile et son application, de la reconnaître en tant que concept de vie et d'action, basé sur le respect absolu de la personne humaine et, suivant l'exemple de Jésus, à même d'incorporer l'adversaire / l'ennemi dans le processus de libération". (...)"
Nous donnions une importance particulière à la mise sur pied de solutions autres: sans une conversion profonde, sans des personnes prêtes à SERVIR AU LIEU DE SE SERVIR ELLES-MEMES, sans des débuts concrets visant une société orientée vers les besoins des hommes - notamment des pauvres - un changement de pouvoir politique ne mène pas loin. L'exemple des Philippines l'a suffisamment démontré".
Source: Cahiers de la Réconciliation N° 3 - 1992.

à vos agendas!

- Le jeudi 22 avril / Genève
Conférence sur le BARRAGE DE NARMADA EN INDE.
Projet controversé pour lequel la Banque mondiale vient de refuser son soutien.
Lieu: IUED, Salle Bungener
Heure: 20h15
Org.: Déclaration de Berne et Fédération Genevoise de Coopération.

- Le jeudi 13 mai / Genève à 20h.
COMMUNAUTES: PARTICIPATION ET RESPONSABILITE, UN DEFI A RELEVER
Film et débat avec CHRISTIAN AURENCHE
Lieu: IUED, Salle Bungener
Org.: Terre des hommes (GE), Ass. R. Follereau, et COTMEC

- Du 5 au 9 mai 1993 / Genève
Salon du Livre à Palexpo

- Les 7 et 8 mai / Fribourg
"QUEL STYLE DE VIE POUR DEMAIN?"
Rencontre et dialogue sur notre rapport au temps, à l'énergie, aux transports, à l'argent, la gestion des conflits, etc.
Lieu: Pensier (FR)
Maison St Dominique
Renseignements:. (037)34.26.36
Org.:Communauté de travail des Eglises chrétiennes en Suisse, dans le cadre de "Justice, Paix et Sauvegarde de la Création".

- Le 15 mai / Genève
LE JOURNAL *"LE COURRIER"* FÊTERA SES 125 ANS!
Rens: (022) 328 22 77
Coups de mains bienvenus!!!

- Le 15 mai / Lausanne
Assemblée générale romande de PAX CHRISTI
Contact:: T. 021/312.26.18

- Le 23 mai / Divonne-les-Bains
Rencontre oecuménique
"CINQ SIECLES APRÈS 1492 OÙ EN EST LE DIALOGUE JUDÉO-CHRÉTIEN?
Contact:: Sr Anne-Denise Rinckwald, T. 733.50.10

- Le 23 Mai / Valais
Amnesty Valais organise une grande manifestation pour les droits de l'Homme avec marche de solidarité, Expo, reps et TEMOIGNAGES SUR LA SITUATION EN HAÏTI, avec notamment JEAN-ROBERT JEAN-BAPTISTE.
Programme:
Chez L. & D. DEFAGO,
Rte du vieux Village
3968 Veyras.

FILMS DU SUD:
"TRIGON-films", distributeur en Suisse de films réalisés par des cinéastes du Sud nous propose ces mois-ci:
-UN MATIN COULEUR DE SANG,
de Li Shaohong (CHINE)
(à Genève au CAC-Voltaire),
-EL VIAJE (Le voyage)
de Fernando E. Solanas (Argentine)
(à GE, au SCALA, fin avril)
-BARROCO
de Paul Leduc (Mexique, Cuba, Espagne)
Dates et heures précises selon vos quotidiens

José Chipenda, ambassadeur d'Afrique...

Cher José,

Permets-moi ce tutoiement d'amitié. Sans doute, tu ne t'en souviens plus, voilà plus de vingt ans nous nous étions rencontrés face à un auditoire de jeunes universitaires rwandais qui buvaient tes paroles. Tu étais alors le grand frère, le témoin venu de la lointaine Angola, alors en lutte pour sa dignité.

Le public qui t'écoutait à St Boniface, au soir du 10 mars, était nettement plus âgé, et peut-être un peu blasé. Il attendait de toi, une prestation, genre conférence charnue, bourrée de références, débitée sur le ton magistral de celui qui n'admet ni critiques, ni réplique.

Alors tu nous es apparu comme un homme excessivement modeste, l'ombre de Desmond Tutu, comme tu te plaisais à te présenter. Tu excusais ta petite taille, ton accent, comme si tu regrettais de ne pas paraître assez "blanc". Tu nous rappelais aussi avec malice tous les efforts que tu avais faits pour nous "rattraper": tu avais appris le portugais pour paraître "civilisé", puis le français pour le "bien parler" et enfin l'anglais pour pouvoir travailler. Ah j'oubliais l'hébreu pour pouvoir prêcher!

Sans avoir l'air d'y toucher tu évoquais avec pertinence des problèmes fondamentaux. Et ton discours était ponctué d'éclats de rire, comme pour atténuer l'amertume de quelques âcres vérités que tu nous jetais à la figure, avec beaucoup d'aménité. J'ai retenu quelques échantillons particulièrement décapants: le malheur de l'Afrique provient du fait qu'elle compte plus de "mercenaires" que de "missionnaires". Le Zaïre connaîtrait de meilleurs jours si son "Maréchal-Président" mettait autant d'ardeur à visiter son pays qu'à parcourir l'Europe; la chance de la démocratie en Afrique passe nécessairement par l'union des Eglises...

Quelle fut mon émotion, lorsque j'appris un peu plus tard que quelques heures avant que tu nous parles, tu venais d'apprendre la mort d'un fils qui n'avait pas atteint sa trentième année. Alors je me suis souvenu de ton air enjoué, de ton aisance et de ta grande dignité.

J'étais venu pour entendre un conférencier, mais c'est un homme, un Africain que j'ai rencontré. ■

Guy Musy

Ne manquez pas JOSÉ CHIPENDA interviewé sur Radio-Cité (91.8 FM) par O. Labarthe et D. Froidevaux Le mercredi 7 avril, à 8h15 ou 21h15 (Présence au Monde, une émission des Commissions Tiers-Monde COTMEP-COTMEC)

Non violence en ex-Yougoslavie

En ex-Yougoslavie la haine et la violence repoussent chaque jour les limites de l'horreur. Il y a pourtant des gens qui luttent pour la paix par des actions non-violentes: travail de médiation, rencontres communautaires, dialogues oecuméniques, caravanes pour la paix, objection de conscience, création de lieux de rencontre, organisation de forum, de chantiers de service civil, d'assemblées de citoyens, de séminaires de formation à la non-violence...

Autant d'initiatives positives qui refusent la spirale de la haine et tentent de construire la paix. Sait-on, par exemple qu'à Tuzla (N.E. de Sarajevo) un million d'habitants des trois communautés se maintiennent ensemble?

Ces actions prophétiques sont relatées par le Centre Martin Luther King et le Mouvement international pour la Réconciliation. ■

Roland Pasquier

Dignité en détention

Tel est le nom de cette association formée de différents mouvements ou ONG soucieux de réagir aux situations qu'ils ont observées dans leurs contacts avec les prisonniers.

Par le financement de projets élaborés par des gens actifs sur place, l'organisme a pour but d'aider toute personne privée de liberté, avec une attention particulière aux plus défavorisés (femmes, mineurs, malades mentaux, prévenus...).

Ainsi les lieux de détention du Burkina Faso sont-ils progressivement équipés d'une infirmerie, de latrines et de douches. Ainsi à Madagascar des enfants détenus peuvent avoir des pupitres pour suivre leurs cours. Un centre de réinsertion va pouvoir se rouvrir prochainement. L'association soutient également tous ceux qui travaillent "en amont de la prison" pour la prévention.■

Roland Pasquier

Contact: A.M. Grobet 022/754.16.52

COTMEC
bd du Pont-d'Arve 16
1205 GENEVE

JAB
1231 Conches

Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

cotmec

Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique à Genève
16, bd du Pont d'Arve
- 1205 Genève -
Tél.+Fax.: (022) 329.26.81
CCP 12-21551-1
Mensuel
Abonnement: Fr. 12.- / an
Rédacteur responsable:
Dominique Froidevaux
Ont collaboré à ce numéro:
Maryse Durrer, Guy Musy
M.Pasquier, R. Pasquier,
J.-C. Roulin, D. Froidevaux.
Imprimerie: REPROFFSET

Sommaire du n° 153

1 Billet:: Résurrection
1 Edito: Printemps de l'antiracisme
2 Pilatus
2 Asie:mieux que l'intolérance
2 Moins d'assassinats au Para
3 Mini-dossier: La parole aux Aborigènes
4 Agenda
4 Chipenda, Yougoslavie, dignité en détention.

COTMEC INFO

commission tiers monde de l'église catholique

N° 153 / Mensuel / Mars 1993

Mini-dossier, p. 3 La parole aux Aborigènes d'Australie

Ressuscité? Oui, mais pas sans toi!

"On a enlevé mon Seigneur et je ne sais où on l'a mis"(Jn 20,13). Affolée par le tombeau vide, les yeux remplis de larmes, Marie de Magdala ne reconnaît pas Celui qu'elle prend pour un jardinier. Sa quête désespérée l'aveugle. Soudain la sphère dans laquelle elle s'était enfermée éclate à l'appel de son nom: Marie! Il la connaît et elle le reconnaît. Foudroyant contact déchirant le voile d'une impossible relation. Elle veut toucher, étreindre, Le garder, elle Le veut comme avant! "Ne me retiens pas" lui dit le Tout-Autre. Refus de prolonger une relation appelée désormais à s'épanouir autrement: "Va trouver mes frères". Même scénario pour les disciples d'Emmaüs prisonniers de leur déception. Ils ne reconnaissent pas Celui qui marche à leur côté. A l'instant même où sa présence inonde leur regard, le Reconnu s'efface pour les remettre en route vers ses frères (Lc 24, 13-35).

Il serait donc devenu insaisissable, distant de nos réalités humaines, étranger à nos désirs passionnés? Non! Paradoxalement, Il invite même les Thomas que nous sommes à Le toucher: "Avance ton doigt ici et regarde mes mains; avance ta main et enfonce-la dans mon côté"(Jn 20,27). C'est ses blessures qu'Il offre à notre soif de Le rencontrer. Blessures transfigurées, mais toujours ouvertes des douleurs de l'humanité passée, présente et à venir.

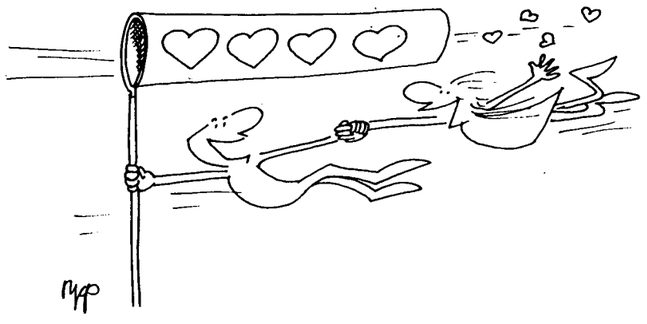
La même dynamique préside aux récits de résurrection livrés par les Evangiles. Toutes les apparitions du Seigneur débouchent sur une ouverture aux autres. Envoi, mission en vue de guérir l'homme blessé, sont dorénavant les fruits de toute relation avec le Christ. L'énergie du Ressuscité vient briser le cercle fermé de nos découragements, de la désespérance que sécrète le non-sens de nos souffrances. Dieu a fait irruption dans nos vies non pour lui-même, mais pour nous mettre en relation avec les autres. Communion sans mélange du Créateur avec ses créatures qui reçoivent de leurs échanges d'amour leur propre résurrection. Ne cherchons pas le Seigneur dans les tombeaux vides de nos égoïsmes, de nos replis sur nous-mêmes, mais dans le regard en feu de ce frère souffrant que l'appel de son nom a soudain immergé dans la lumière de la résurrection. Joie profonde de Pâques jaillissant en mille sources à chaque échange de tendresse, dans chaque combat pour que l'autre vive! ■

Jean-Charles Roulin

Ce printemps à Genève La météo prévoit un vent de fraternité

Oui, oui. On tente un numéro avec rien que des bonnes nouvelles. Déjà que flottera un air de résurrection au moment où vous recevrez ce bulletin, pourquoi ne pas ne pas foncer à tombeaux ouverts du côté de la vie? Je vous annonce donc une brise de fraternité dans la région genevoise pour le printemps. Mais il faudra que chacun y mette du sien pour sortir de l'ethnocentrisme, balayer quelques craintes et ouvrir tout grand sa porte. Bonne nouvelle donc: un manifeste pour une société solidaire et ouverte vient d'être lancé. Cela tombe à pic pour prolonger l'effort de la campagne de carême qui nous invitait à la rencontre de l'Afrique. Ce n'est pas une action isolée puisqu'elle s'inscrit dans le cadre des réflexions organisées en Suisse par le Forum contre le racisme. A Genève l'idée est née sous l'impulsion de membres actifs du mouvement "Genève Autrement", d'Amnesty (GE) et de l'Aumônerie Genevoise Oecuménique auprès des Requérants d'Asile (AGORA). Elle est appuyée par notre Commission. Bonne nouvelle encore, on n'en restera pas à un manifeste: expos, tables-rondes, manifestations, célébrations sont prévues pour tout ce printemps. Nous vous tiendrons au courant des détails dans notre rubrique agenda. Retenons déjà le 5 juin pour une grande manifestation cantonale autour de la rade où sera déployée une chaîne de solidarité constituée de bandeaux de tissus signés par tous les sympathisants de cette série d'action placées sous le signe du "Printemps de l'antiracisme". Et si tout cela ne reste pas que du vent mais fait naître quelque chose de neuf parmi nous, dans le canton et au-delà, alors là, ce sera vraiment une sacrée bonne nouvelle! ■

Dominique Froidevaux



Le manifeste

Nous voulons vivre dans une société solidaire et ouverte. Nous nous opposons aux attitudes, aux mesures et aux programmes basés sur la crainte, les préjugés, la discrimination, la ségrégation et la haine. Nous voulons bâtir un monde fondé sur le respect de la dignité de chacun(e) et sur la reconnaissance de droits égaux pour tous et toutes. L'avenir de notre culture, de toutes les cultures, dépend de notre volonté d'agir aujourd'hui dans un esprit de solidarité et d'ouverture.

Signature *Adresse*

Vous pouvez signer ce manifeste et le faire signer sur cette page, avec votre adresse, si possible en retournant la partie à découper à:GE Autrement, C.P. 47 - 1256 TROINEX. Renseignements: Karl Grünberg (CSP, tél.320 78 11), Maurice Gardiol (AGORA, tél. 771 28 45) ou Elisabeth Reusse (GE autrement et Cotmec tél 738 95 13).

Asie
Victoires contre l'intolérance

D'Asie aussi nous parviennent clameurs, violences et fondamentalismes. Pourtant l'espérance fleurit aussi pour qui veut bien voir et écouter.

Au Cambodge, un début de collaboration s'est installé entre bouddhistes et catholiques pour venir en aide aux personnes âgées qui sont sans ressources. Le vénérable Tep Vong a suggéré que l'aide humanitaire offerte par les catholiques soit "ritualisée par des cérémonies dans des pagodes", ce qui convient le mieux aux Khmers qui sont un peuple très religieux. A ce jour plus de 1.000 personnes ont été aidées de cette manière.

Au Pakistan, le gouvernement voulait inscrire l'appartenance religieuse sur la carte d'identité, ce qui aurait créé un véritable apartheid dans le pays. Devant la protestation des minorités, des chrétiens en particulier, le gouvernement a fait machine arrière.

De nombreux chrétiens se sont joints aux célébrations en souvenir de Ghandi aux côtés d'hindous, de musulmans et de sikhs. Il a été demandé aux chrétiens de se transformer en hérauts de paix.

Si la Malaisie bénéficie d'un rythme élevé de croissance économique et d'un faible taux d'inflation c'est dû , selon l'avis du ministre des finances, à la bonne entente et au respect mutuel qui régnent entre musulmans et non-musulmans. "Nous ne devons pas oublier que nous vivons dans une société multiraciale où les gens pratiquent des religions différentes" ajoute-t-il.

En Inde George Menezes, ancien membre du Conseil pontifical des laïcs à Rome, en appelle à la hiérarchie de l'Eglise catholique indienne pour qu'elle réagisse avec vigueur et courage devant la montée de la violence - Ayodhya nous en a donné des images effrayantes. "Je puis comprendre que des individus, prêtres, religieuses ou laïcs craignent pour leur vie. Mais la Conférence épiscopale! Qu'est devenue l'Eglise prophétique? Allons-nous regarder en spectateurs ce qui se passe dans notre pays?"

Bien sûr ce ne sont que des lueurs d'espérance, mais si nous les discernons, si nous les faisons vivre chez nous aussi, elles pourront se transformer en force universelle. ■

Maryse Durrer

La solidarité, ça marche!
Moins d'assassinats à Rio Maria

Il y a un peu plus d'une année, nous rencontrions Ricardo Rezende, curé à Rio Maria (Etat du Para, au Brésil) venu dénoncer à la commission des Droits de l'Homme les violences que subissait le monde paysan dans sa région: assassinats de syndicalistes paysans, trafics d'ouvriers agricoles réduits à la condition d'esclaves dans certaines exploitations, etc. Son combat avait déjà mobilisé de nombreux réseaux de défense des Droits de l'Homme. Amnesty international s'était basé sur son travail pour rédiger un rapport spécial sur la violence agraire au Brésil. En octobre 1992, il recevait le "Prix contre l'esclavage" décerné par la Société Anti-esclavagiste, à Londres.

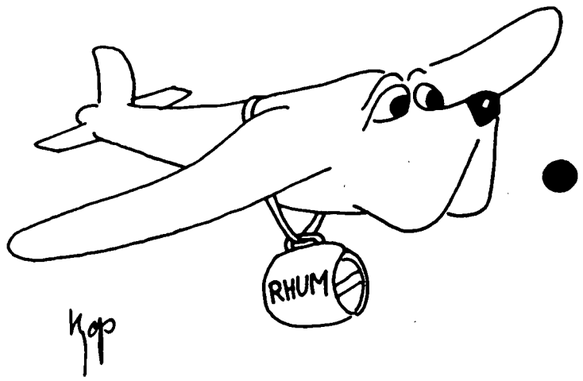
Bonne nouvelle: *"Il n'y a plus eu d'assassinats de paysans depuis presque 2 ans à Rio Maria"* écrivait dernièrement Ricardo à tous ceux qui l'ont soutenu! *"Toutes ces pressions de l'intérieur et de l'étranger ont eu un effet immédiat et j'espère qu'elles auront des effets à long terme. Aller à l'ONU à Genève, interpeller notre gouvernement devant l'OEA, dénoncer les abus et les actes arbitraires, écrire des lettres, manifester par un show musical, tout cela a fait du nouveau...Après vingt années d'une histoire d'assassinats, voici que nous connaissons une trêve".*

N'enjolivons pas: les revendications paysannes ne sont de loin pas encore satisfaites et le "travail esclave" a fait l'objet de nouvelles interventions à la commission des Droits de l'Homme cette année, mais cette lettre venue du fin fond du Para constitue un grand cri de joie et d'espoir qui mérite d'être relevé. ■

Dominique Froidevaux

Affaire Pilatus: l'obstination porte ses fruits

On connaît la saga des Pilatus, avions civils fabriqués à Stans et forts appréciés par les pays à régime répressif. Deux faits récents l'ont ramené sur le devant de la scène médiatique: le contrat de 250 millions de francs pour la vente de 60 PC-7 à l'Afrique du Sud, alors que celle-ci est frappée d'un embargo sur les livraisons d'armes. Et l'affaire de la collaboration de l'entreprise de Stans avec le régime Birman pour l'aménagement militaire des mêmes appareils. Bonne nouvelle: notre Département militaire fédéral semble enfin capable d'ouvrir les yeux.



L'entreprise Pilatus a toujours déclaré respecter la loi de 1972, selon laquelle aucune autorisation d'exportation de matériel de guerre ne devrait être délivrée à destination des territoires où des conflits armés sont prévisibles ou existants. Le Conseil fédéral a jusqu'alors soutenu la maison Pilatus: puisqu'elle vendait "un appareil civil", l'usage qu'en faisaient ses acheteurs ne concernait pas notre gouvernement.

Or les reproches adressés à ces avions "civils" ne datent pas d'hier. Il y a quinze ans, "Tout va bien- Hebdo" dévoilait au peuple suisse les dangers des PC-7, livrés alors au service du peuple birman. Ces appareils ont également été employés à des fins militaires par le Guatemala, l'Irak et l'Angola. Diverses organisations favorables à la justice Nord-Sud ou pacifistes ont mené depuis lors le combat contre l'utilisation militaire des Pilatus.

Mais il aura fallu la pression de l'ONU pour que les dirigeants helvétiques changent brusquement d'avis. Pourquoi ce retournement de situation? Serait-ce pour conserver le siège genevois de l'ONU et sauver la face sur le plan international? Quoiqu'il en soit, le Conseil fédéral a opté pour une modification technique des Pilatus, en vue de les rendre moins aptes à l'équipement militaire. A défaut d'annuler la livraison à l'Afrique du Sud ou de réviser la loi de 1972, cette mesure est déjà un grand pas en avant. L'obstination des "anti--Pilatus" a porté ses fruits... ■

Marie Pasquier

Tout de bon à Ruth Dreifuss

Malgré les péripéties hasardeuses qui l'ont marquée, l'élection de Ruth Dreifuss au Conseil fédéral est une sacrée bonne surprise. Outre ses nombreuses compétenses saluées par toute la presse, Mme Dreifuss apportera au gouvernement son expérience de la solidarité avec les pays du Sud. Tous nos voeux vous accompagnent, Mme la Conseillère fédérale! ■

La rédaction (femmes et hommes)

❑ Témoignage

«Mon fils, tu es Aborigène...»

Helen Mac Laughlin est une Aborigène d'Australie, Son parcours révèle les conditions de vie imposées à son peuple. Active depuis des années dans son organisation (ATSIC, Aboriginal and Torres Strait Islander Commission), elle a été invitée cette année à travailler à Genève, au Centre des Droits de l'Homme (ONU). Son espoir: que l'on accorde une pleine dignité aux Autochtones pour favoriser le respect mutuel entre tous les peuples.

L'Australie est-elle un cas particulier pour les droits des peuples autochtones?

On pense souvent que les gens y sont plutôt mieux lotis qu'ailleurs. C'est vrai que nous avons une commission des droits de l'homme dans laquelle des indigènes sont impliqués; pourtant, il y a encore un long chemin à parcourir. L'Australie a été peuplée avec cette idée que les terres étaient inhabitées. C'est une décision récente de la Haute Cour qui a remis en question l'appartenance de la terre en faveur des autochtones. Aujourd'hui les gens sont très anxieux et pensent que les Aborigènes vont tout leur reprendre. Le gouvernement est en train de mettre sur pied un nouveau comité pour examiner ce problème avec les Aborigènes et les non-Aborigènes.

A part ça nous avons toujours le problème de la mort en détention, des conditions de vie misérables, de l'insuffisance des services de santé et des services juridiques pour les Aborigènes vivant au niveau des communautés. Vous voyez, il y a encore beaucoup de choses à changer.

Le pourcentage des autochtones en milieu urbain atteint les 60%. Que signifie une telle situation?

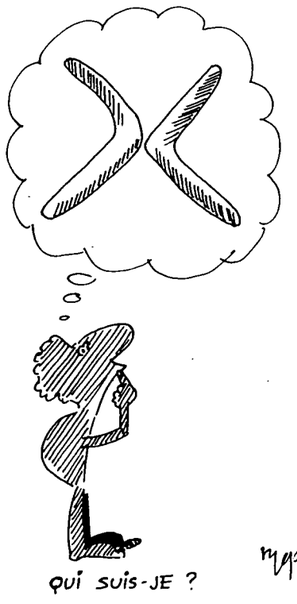
Dans la plupart des cas, ce n'est pas très positif. D'abord il y a la question du travail, ou plutôt du chômage; il y a également le point de vue culturel. Les gens, et spécialement les jeunes, sont venus en ville en abandonnant leurs terres natales, leurs familles et il est difficile pour eux de s'intégrer et de maintenir des valeurs culturelles. Beaucoup d'Aborigènes ont été assimilés, oubliant progressivement leur culture et prenant peu à peu les mêmes valeurs que la population blanche.

Mais la culture aborigène reste encore très vivante, en particulier chez les gens plus âgés. Ils n'ont certainement pas les mêmes appuis que les personnes qui sont restées sur leurs terres et les traditions peuvent prendre des formes un peu différentes, mais il reste un esprit, une très forte identité culturelle.

Depuis une quarantaine d'années, beaucoup de choses se sont améliorées: les Aborigènes ont vu qu'ils pouvaient se battre ensemble pour leurs droits et leur culture. Mais ça a été dur... C'est le fruit d'un combat qui date de 200 ans.

Pouvez-vous nous parler un peu de votre propre trajectoire?

J'ai moi-même été enlevée à ma famille aborigène, alors que j'étais encore bébé, et placée dans une famille blanche. J'avais 1 an. C'était considéré comme une chose très habituelle. Dans mon cas mes parents adoptifs ont eu une discussion avec mes parents aborigènes, mais dans beaucoup de cas, un travailleur social pouvait simplement aller chez quelqu'un et prendre les enfants, même si les parents n'étaient pas là! C'était tout à fait légal. Il y a eu un très grand nombre d'enfants qui sont tombés sous le coup de cette politique d'assimilation. En fait, dans l'extrémité des territoires du Nord, une mère qui avait un enfant, peut-être d'un père blanc, faisait tout son possible pour que l'enfant soit aussi noir que possible, au moins aussi noir que sa mère. Car tout enfant qui n'était pas totalement noir était considéré comme quelqu'un qu'il fallait "sauver"... Il y a encore eu des enfants enlevés au début des années 60. Les filles étaient prises comme domestiques, et les garçons pour faire quelque chose d'utile...



Quant à moi, j'ai grandi dans des circonstances tout à fait heureuses une bonne éducation. Mon père m'a donné la possibilité d'aller à l'université. J'ai eu beaucoup de chance. Mais mes parents adoptifs sont morts avant que j'aie 21 ans. Alors je me suis retrouvée très seule au monde. C'est assez déstabilisant, quand vous grandissez, et que vous n'êtes pas considérée comme les autres. Je n'ai eu aucun contact avec ma mère, et je ne sais rien sur mon père, je ne sais pas ce qui lui est arrivé. Mais je sais que ma mère a écrit un certain nombre de lettres que je n'ai jamais été autorisée à lire. On m'a toujours dit qu'elle ne voulait pas de moi.. Un souvenir terrible, vers mes 12 ans: j'avais été à la boîte postale et j'avais relevé une lettre qui m'était adressée, et ma mère adoptive m'a dit *"Oh non tu ne peux pas lire cette lettre"*, et elle l'a reprise. Puis elle s'est ravisée et a dit:*"Bon, je suppose que tu devrais être autorisée à la lire"*. Et j'ai lu la lettre qui disait *"Ma chérie nous t'aimons beaucoup, et nous aimerions bien te voir..."* Ma mère me disait qu'elle était remariée et avait d'autres enfants...*"Tes frères et soeurs aimeraient bien te connaître"*. Alors ma mère adoptive m'a dit de m'asseoir et d'écrire une lettre en retour. Elle se tenait debout et me dictait cette lettre et j'ai dû écrire.*"Tu ne dois plus jamais me contacter, je ne suis pas ton enfant, et si tu oses seulement me contacter encore une fois, nous t'enverrons la police pour t'arrêter et t'envoyer en prison"*. C'était réellement possible de le faire à l'époque! Et elle m'a fait écrire cette lettre. C'est quelque chose d'incroyable. Je n'ai eu aucun autre contact. Quand j'ai appris par hasard que mon grand-père avait vécu dans une petite ville à une centaine de kilomètres de chez moi, c'était trop tard, il était mort. Dire qu'il aurait pu me raconter tant de choses sur sa vie et la mienne. Même chose pour ma mère, c'est un désastre. Quand je suis revenue là où elle habitait, j'ai découvert qu'elle était morte... Je sais que j'ai encore des frères en Australie, mais je devrais faire des recherches... et si je les retrouvais, nous n'aurions plus rien à nous dire... Nous avons tous dans les cinquante ans...

J'ai dû faire ma vie, beaucoup par moi-même et très seule. Je n'ai pas vraiment de famille ni du côté blanc, ni du côté noir. J'ai mon fils... et c'est tout. Voilà. Mais ça aussi c'est la vie!

Qu'avez essayé de transmettre à votre fils, comme éducation, comme culture?

Je dis à mon fils: *"tu dois te considérer comme Aborigène, et tu es aussi Australien, et en grandissant, je dois te donner une éducation complète, avec le maximum d'options possible, et c'est à toi de décider de la voie que tu dois prendre"*. je ne le forcerai jamais *"tu dois être avocat, tu dois travailler dans les droits de l'homme, tu dois te battre pour la cause aborigène"*, parce que je pense que plus on pousse les enfants dans un sens, plus ils vont dans la direction opposée!

Avez-vous un message particulier à faire passer aux lecteurs?

Ce que je dois dire, c'est que les Autochtones demandent à être traités avec dignité, et veulent un respect mutuel entre tous les peuples. C'est ce que nous demandons. Etre reconnus comme des peuples qui ont beaucoup à offrir au monde. Et quiconque peut apporter son aide dans cette lutte, pour mettre sur le devant de la scène le sujet des populations autochtones, fait une action vraiment importante. ■

Extraits des propos recueillis par Souad von Allmen et Grégoire Métral

Interview intégrale disponible à la rédaction.

Un travail méconnu

Aux Centre des droits de l'Homme de l'ONU, à Genève, un groupe d'expert s'active pour que 1993, année internationale des peuples autochtones, ne soit pas un coup d'épée dans l'eau. Parmi ces experts, il y a plusieurs représentants des peuples autochtones, dont Helen McLaughlin. Leurs ambitions: - favoriser les contacts entre les groupes indigènes du monde entier;
- ancrer leur droit à l'existence ou à la survie par la publication d'un répertoire auquel Hjalmar Dahl, Inuit du Groenland, travaille actuellement; - donner davantage la parole à ces peuples, un recueil de discours des leaders indigènes devrait être publié à cet effet;
- étudier divers projets nés des communautés indigènes pour la promotion de leurs droits: alphabétisation, promotion de la femme, éducation aux Droits de l'Humain...

Enfin, il s'agit pour les peuples autochtones de mieux connaître le système des Nations Unies et de mieux savoir l'utiliser.

Le tout ne va pas sans un écho médiatique important, or les médias se signalent surtout par leur quasi indifférence sur le sujet. ■ **Dominique Froidevaux**

AGENDA

- Jeudi 13 mai à 20h.15
COMMUNAUTÉS:
PARTICIPATION ET
RESPONSABILITÉ,
UN DÉFI À RELEVER
Avec **Christian Aurenche,**
médecin, responsable de
l'action depuis une vingtaine
d'année.
à l'IUED (Institut universitaire
d'études du développement,
Salle Bungener
Rue Rotschild, 24 / Genève.
Organisation: COTMEC, Terre
des Hommes, Fédération
Genevoise de Coopération,
Association Raoul Follereau

- Samedi 15 mai, / Genève
Rue de la Truite
125 ans du journal
"Le Courrier"
Fête de soutien

- Samedi 15 mai / Lausanne
RECONCILIATION EN
EX YOUGOSLAVIE
Assemblée gén. Pax Christi,
à la salle Notre-Dame dès 9h.30
Rens.: 021 312 26 18

- Mardi 18 mai, 20h. / Genève
Rencontre avec des leaders
Indiens de la campagne
"TERRE DEMARQUÉE,
VIE PRéSERVéE" (Brésil)
Salle Bungener / IUED
Rens.: 022 738 59 51.

- Mardi 18 mai, 20h.15 / Genève
ENFANTS DOMESTIQUES
EN HAÏTI
avec le Père MIGUEL
à l'Ecole des Contamines
(22, rue Michel Chauvet)
Org.: Terre des Hommes / GE

- Le 4 juin dès 18h.
sur le Bateau "Genève"
Venez fêter avec nous les
25 ans de la COTMEC
(Voir invitation ci-dessous)

Printemps de l'antiracisme

- Du 25 mai au 5 juin
de 8h. à 18h.
à l'Institut d'Etudes sociales,
Rue Prévost-Martin 26.
Exposition: "Toi, moi, l'étranger".

- Samedi 5 juin
Manifestation cantonale autour
de la rade de Genève.

- Samedi 19 juin à 20h.30
au Temple de la Servette,
Av. Wendt 55
Concert "Tableaux d'exil"
OSAR et AGORA

- Dimanche 20 juin
(dimanche du réfugié)
à 9h. messe radiodiffusée
depuis l'Eglise St Antoine,
rue Shaub / Genève
à 10h. culte à la paroisse
protestante de la Servette
à 12h. repas africain+animations

Invitation !!!!!!!!!

Vendredi 4 juin '93 sur le bateau "Genève" (amarré après le jardin anglais, en direction du jet d'eau), venez fêter les 25 ans de la COTMEC.
18h00: Célébration de l'eucharistie
19h00: Apéro, brèves allocutions, mini-concert
20h30: pic-nic communautaire: chacun amène de quoi partager (sans gaspi!).
Happening-surprise à bord, qu'on se le dise!

suite de la page 3

nier numéro de cette revue. Nous la recommandons vivement. Elle est disponible à notre secrétariat.

Collection "Libération"

Nous avions déjà annoncé (Cotmec-info n°129) le lancement de cette collection lancée par les éditions du Cerf (Paris). C'est une part importante de l'expérience de la théologie latino-américaine de la libération qui est ainsi rendue accessible au public francophone, avec, à chaque fois une contribution inédite de théologiens européens pour actualiser le questionnement de cette théologie par rapport à notre contexte. Parmi les titre importants déjà parus, citons: *Les pauvres: choix prioritaire* (C. Boff & J. Pixley), *"J'ai vu la misère de mon peuple"* (R. Muñoz), *Trinité et Société* (L. Boff), *Anthropologie chrétienne* (J. Comblin), *La doctrine sociale de l'Eglise* (R. Antoncich & M. Munårriz).
Bernard Lauret, responsable de cette collection, souligne à juste titre que le débat, même critique, à propos de cette théologie est nécessaire, mais qu'il faut également sortir du cycle des condamnations mutuelles entre partisans et adversaires: *"Cette théologie, qui plonge ses racines dans la tradition multiséculaire de l'Eglise et, plus récemment dans l'engagement de militants chrétiens, est directement issue de l'Eglise rassemblée en synode"* (à Medellin et Puebla). A travers sa diversité et son histoire, elle *"pose une question qu'il nous est très difficile d'entendre: quel avenir ont les pauvres?"* Refusant le misérabilisme, la théologie de la libération nous invite au contraire à envisager *"le partage d'un avenir solidaire".*

Une pensée enracinée dans notre réalité

Toujours au Cerf, on trouvera un ouvrage remarquable du dominicain français **Alain Durand**: ***La cause des pauvres, Société, éthique et foi.*** Partant d'une analyse de la pauvreté qui sévit au coeur même des sociétés d'abondance, et de ses formes nouvelles depuis quelques décennies, l'auteur montre combien l'engagement aux côtés des "pauvres" met notre foi au défi. Cela suppose un renversement de perspectives qui ne semble pas évident pour beaucoup de chrétiens qui ont appris à considérer la cause des pauvres comme seconde par rapport à l'essentiel de la foi (*"on s'intéresse aux pauvres, on fait des choses pour eux"*). Comme s'il s'agissait d'une simple conséquence éthique de l'Evangile alors que le *"rapport aux pauvres est le lieu même de la naissance, de la constitution et de l'élaboration de la foi".* Tous les signes à quoi nous pouvons reconnaître que Dieu est présent au milieu de nous concernent une transformation de la condition des pauvres: *"si l'Evangile n'est pas d'abord annoncé aux pauvres, alors nous n'annonçons pas le bon Evangile à tous les hommes".* En fonction de cette priorité, Alain Durand esquisse des pistes d'action en matière d'accueil des immigrés dits "économiques", de partage du logement, de partage du travail, ou, dans le Sud, d'occupation des terres par des paysans spoliés de tout. Le fondement de cette approche réside dans une solide tradition de la pensée sociale de l'Eglise: *"la destination universelle des biens prend appui sur l'égalité de tous les hommes, créés à l'image de Dieu".*

Pas d'ouverture aux autres sans parti pris

Pour conclure ce survol d'éléments d'une théologie de la solidarité, je vous propose quelques extraits d'une réflexion du rédemptoriste canadien Rémi Parent, au coeur du sujet. *"Une pratique chrétienne de la solidarité doit rester ouverte à tous les êtres humains..., (mais) notre ouverture aux autres doit toujours se pratiquer à partir du lieu de nos parti-pris. Rester ouvert ne veut pas dire faire semblant de n'exister nulle part! (...) Nos relations de solidarité exigent que nous proférions des **oui**. (...) Mais l'Evangile n'autorise pas une décision en faveur de n'importe qui (...) notre Dieu n'étant pas n'importe quel Dieu, mais le Dieu de Jésus-Christ, ce Dieu-Père dirige la décision de parti-pris vers des personnes et des collectivités précises: celles que des pouvoirs, quels qu'ils soient, maintiennent dans l'aliénation en se prenant eux-mêmes pour le Père. (...) Nos relations de solidarité exigent aussi que nous proférions des **non**. (...) Il nous faudra dénoncer les systèmes, y compris moraux, mais aussi les personnes qui spolient la vocation et la dignité humaines en maintenant comme **quelque chose** tous ceux et celles qui sont en attente de devenir des **quelqu'un**. Il n'y a pas de pratique solidaire sans dénonciation, en dépit du prix qu'il faudra payer".* (Source: ***Pour une théologie de la solidarité***, in *Foi et développement,* N° 210-211, février-mars 1993). ■

Dominique Froidevaux

JAB
1231 Conches

Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

COTMEC
bd du Pont-d'Arve 16
1205 GENEVE

cotmec

Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique à Genève
16, bd du Pont d'Arve
- 1205 Genève -
Tél.+Fax.: (022) 329.26.81
CCP 12-21551-1
Mensuel
Abonnement: Fr. 12.- / an
Rédacteur responsable:
Dominique Froidevaux
Ont collaboré à ce numéro:
Maryse Durrer,
R. Pasquier,
J.-C. Roulin, D. Froidevaux.
Imprimerie: REPROFFSET

Sommaire du n° 154

1 Billet
1 Haïti: Vos cris ne seront pas étouffés!
1 Merci Claude
2 Haïti: suite
2-3 Livres et revues
La solidarité passe aussi par l'écrit
4 Agenda
4 Invitation: 25 ans / Cotmec

COTMEC INFO

Spécial Livres et revues

commission tiers monde de l'église catholique

N° 154 / Mensuel / Avril-Mai 1993

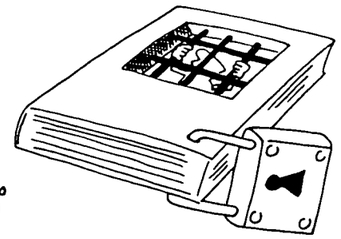
Lorsque les sans-voix s'expriment!

En ce mois d'avril, le peuple brésilien était appelé à se prononcer sur le choix de son mode de gouvernement. Le vote portait sur trois possibilités: reconduite du système présidentiel, un projet de restauration monarchique, ou la mise en place d'un régime parlementaire. Des 90 millions d'électeurs, 20 à 25 millions ne se sont pas déplacés pour voter, et 20 autres millions ont voté blanc ou annulé leur bulletin en y inscrivant des appels au secours comme: "à manger!", "de l'eau!", ou "justice!"... Le système présidentiel est maintenu par 57% des votants, mais ce n'est certainement pas là le résultat le plus important de ce référendum.

Les Brésiliens ont clairement affirmé qu'ils se préoccupaient autant de leur mode de gouvernement qu'un accidenté de la route se soucie de la marque automobile de l'ambulance qui le conduira à l'hôpital! Pour beaucoup d'entre eux, ça fait d'ailleurs longtemps qu'il n'y a plus d'ambulance! Empêtrée dans une conjoncture économique désastreuse, impuissante à gérer une inflation atteignant des records, les dirigeants du pays ne semblent guère avoir d'autres priorités que leur soif de pouvoir et le maintien de leurs privilèges. Comme dans nombre de pays du Tiers Monde, la corruption est devenu dès lors le seul registre économique florissant. L'ancien président Collor en fut la parfaite illustration. Un fossé devenu infranchissable s'est creusé entre les aspirations du peuple et les préoccupations de ceux qui le gouvernent. Dans un reportage télévisé, le Cardinal Arns remettait publiquement en cause le bien-fondé du référendum, en soulignant que le peuple avait d'autres attentes pour l'instant.

En situation de crise, l'exercice de l'autorité se fige et devient souvent tyrannique ou déphasé à force de vouloir exorciser les peurs engendrées par la perte de contrôle du pouvoir. L'Eglise n'échappe pas à la règle ainsi qu'en font douloureusement l'expérience L. Boff et tant d'autres. Elle demeure pourtant le lieu privilégié où s'enracinent les espérances des petits, des sans-voix. A St-Domingue l'an dernier, lors du grand rassemblement de l'episcopat latino-américain, le durcissement du pouvoir ecclésial et l'autoritarisme romain ne sont pas parvenu à annihiler les grandes clauses de l'option préférentielle pour les pauvres qui sent si bon la théologie de la libération. La petite minorité des appels au secours inscrits sur les bulletins de vote avaient alors compté, et l'Esprit Saint ne s'était pas abstenu! N'oublions pas de tels signes d'espérance. Les pauvres du Brésil ont besoin d'une Eglise qui les écoute et qui continue plus que jamais de faire entendre leurs voix. Ne désespérons pas que ce rôle prophétique de l'Eglise soit ravivé jusque dans les moindres recoins de la planète. A commencer par Haïti... ■

Jean-Charles Roulin



Nouvelle publication CHRD-COTMEC

Haïti

Votre cri ne sera pas étouffé!

Septembre dernier: rencontre avec Mgr Willy Romélus, évêque de Jérémie en Haïti. Son témoignage sur le retour de l'arbitraire et de la violence en Haïti était aussi un appel: *"Nous sommes tous membres du corps du Christ,* nous disait-il au cours d'une célébration, *le peuple haïtien persécuté c'est le Christ persécuté. Dans notre souffrance, vous devez voir votre propre souffrance..."* Mgr Romélus insistait également sur les responsabilités de notre Eglise pour contribuer à une issue de la crise haïtienne dans le sens du droit et de la justice.
"Votre cri ne sera pas étouffé!" est une réponse à cet appel. En collaboration étroite avec le Centre Haïtien de Recherche et de Documentation (CHRD), nous avons tenté de répercuter les cris de

➤

Merci Claude

Le 25 avril, Claude Paggy a quitté cette terre des hommes qu'il s'est tant engagé à rendre plus solidaire. Profondément prêtre et, tout aussi profondément, blessé par l'injustice, Claude a connu la vie inconfortable de ceux qui tentaient, dans les années septante, de vivre leur fidélité à l'Eglise dans la lucidité et l'espérance. Un de mes premiers souvenirs de responsable de la COTMEC, se situe dans l'appartement qu'il habitait dans les Tours de Carouge. Il s'agissait alors de la rédaction d'un document - qui fera un certain bruit - sur les persécutions des chrétiens en Amérique latine. L'appartement était grand, car Claude, avec Marie-Thérèse, l'amie de toujours, y accueillait déjà une poignée de jeunes, garçons et filles. Ce n'est pas la moindre des choses que je garde de Claude que ce souci d'ancrer sa réflexion dans l'exigeante pratique d'un accueil vécu au quotidien. ■

André Fol

Suite de la première page

divers milieux chrétiens d'Haïti: cris de souffrance et de révolte, revendication d'une dignité due à tout être humain, engagement ferme pour le respect des Droits de l'Homme et de la démocratie. C'est en allant à l'essentiel des exigences de leur foi que ces chrétiens expriment avec force leur résistance à la dictature et interpellent les autorités de leur Eglise pour qu'elles soient fidèles au message qu'elles ont pour mission de proclamer. Le témoignage de ces chrétiens nous questionne tous quant à notre manière de vivre l'Evangile aujourd'hui.

Ce livre propose par ailleurs une série de repères pour les chrétiens d'ici qui souhaitent manifester leur solidarité: Charles Ridoré (CHRD) exprime un vigoureux plaidoyer pour une Eglise capable de répondre à sa vocation prophétique. Gilles Danroc, religieux français vivant en Haïti, explique le travail des réseaux Justice et Paix sur le terrain et formule des propositions pour un engagement encore plus efficace des religieux dans ce domaine. Enfin, deux membres de la COTMEC (M. Bavarel et D. Froidevaux) examinent de près les rares explications du comportement ambigu des autorités de l'Eglise catholique - en particulier du Saint-Siège - par rapport au gouvernement mis en place par les putschistes. Examinant les controverses suscitées par "le choix des pauvres" en Haïti, ils tentent également de discerner les axes d'une action solidaire des chrétiens en faveur de la justice en Haïti.

Conçu comme un outil pour le dialogue, ce dossier reproduit également un des dernier discours de Jean-Paul II adressé aux chrétiens d'Haïti et les explications détaillées du nonce apostolique à Port-au-Prince quant à sa fonction. En conclusion, sont proposés deux documents qui invitent les Eglises à s'engager davantage pour la restauration du droit et de la justice en Haïti: le rapport d'une mission d'enquête du Conseil Oecuménique des Eglises sur le terrain et le dernier rapport de la commission épiscopale haïtienne Justice et Paix. ■

Dominique Froidevaux

P.S. Notre retard pour ce bulletin est dû à la réalisation technique du livre précité que nous avons assumée nous-même afin de pouvoir proposer un prix de vente accessible.

Vous pouvez commander ce dossier dès maintenant à notre secrétariat par téléphone ou fax (un seul numéro: 022 329 26 81) ou en versant directement le prix de Frs: 15.- par exemplaire sur notre CCP (COTMEC, 16 Pont-d'Arve, 1205 Genève, CCP 12-21551-1) avec la mention "Livre Haïti".

Haïti
Victoire contre la désinformation

"Même Radio-Vatican peut se tromper" concédait le Père E. v. Gemmingen, responsable des émissions en langue allemande, après la diffusion sur les ondes de la radio d'Eglise, en février de cette année, d'une diatribe fondée sur des informations en majeure partie erronées et discréditant injustement le président Aristide et son gouvernement. Alertés par des auditeurs, divers milieux solidaires avec Haïti, dont le "cercle des amis d'Haïti" (Suisse-allemande), les supérieurs des religieux de Suisse, Justice et Paix et notre commission (en lien avec Mgr Amédée Grab, évêque auxiliaire à Genève) ont immédiatement réagi en démontrant, sur la base de documents fiables, le caractère mensonger des allégations reproduites par la "voix officielle du Vatican". Dans sa réponse à nos interpellations, le Père v. Gemmingen reconnaissait que la radio s'était basée sur des informations inexactes ou imprécises provenant du mensuel international *"30 jours dans l'Eglise et dans le monde"*. Il nous envoyait également une transcription de l'émission diffusée après nos appels et tentant de rectifier le tir.

Vous trouverez davantage d'informations sur cette affaire dans la publication évoquée ci-dessus (il est vraiment indispensable de vous la procurer au plus vite!). Dans ce dossier, nous avons pris soin de donner, autant que possible, des informations précises et non partisanes car, à propos d'Haïti, le mensonge et la désinformation ont trop souvent été relayés complaisamment par divers milieux de notre Eglise. Comme le dénonçait récemment la Commission épiscopale haïtienne Justice et Paix, *"des dysfonctionnements graves dans la circulation de l'information, l'habitude du secret et des coulisses ont porté un immense préjudice à l'Eglise d'Haïti"*. ■

Dominique Froidevaux

Livres et revues: la solidarité passe aussi par l'écrit

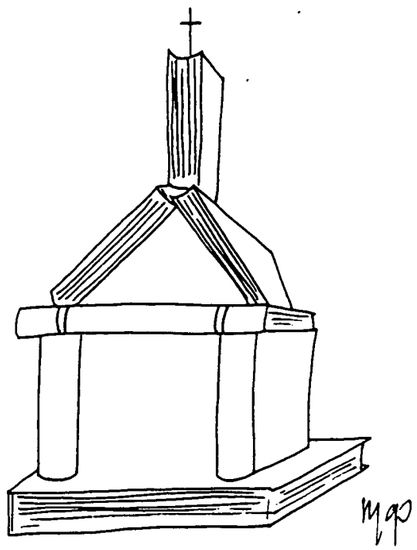
Un petit livre essentiel pour une solidarité à vivre en Eglise

L'Eglise qu'est-ce que c'est ?

Ben quoi ? L'Eglse c'est nous ! D'accord, mais encore ?
Ce petit dialogue aurait pu être à l'origine du livre écrit par le Père Albert Longchamp et paru aux éditions Centurion.
Car, une fois ces réponses données, nous sommes souvent bien en peine de comprendre ou connaître toute la complexité de "notre" Eglise. L'auteur dans une langue simple, directe, éloignée de toute pédanterie, nous raconte qu'est ce que c'est l'Eglise; il ne se contente pas d'une définition, il remonte à l'origine, suit les développements qui ont façonnés l'Eglise d'aujourd'hui. Il nous rend claires certaines pratiques, certaines traditions, qui parfois nous rebutent ou nous révoltent. Les rôles, les fonctions, les conciles, les synodes, la curie, tout cela est remis à sa juste place... sans oublier la question épineuse du statut de la femme dans l'Eglise.
Mais comme le dit le Père Longchamp: "... l'institution est toujours ramenée, à un moment ou à un autre, vers son rôle essentiel: le service de l'Evangile et du peuple de Dieu, ce peuple chargé par Dieu d'annoncer la résurrection de Jésus-Christ et de témoigner pour le pardon et le salut offert par Dieu à tous les hommes."
Alors... un énorme pavé à oublier sur les rayons de la bibliothèque? Eh bien non, en moins de 140 pages, rédigées d'une plume alerte et précise, l'auteur nous fait faire le tour du propriétaire/locataire et nous laisse pleins d'espérance malgré les aspérités de notre "pratique" quotidienne de l'Eglise. ■

Maryse Durrer

Une limite à ce petit ouvrage: il ne parle que de l'Eglise catholique et cela devrait figurer dans le titre. Cette limite est d'ailleurs reconnue par l'auteur qui l'évoque en introduction. Avec finesse, Albert Lonchamp donne cependant la parole au Conseil oecuménique des Eglises pour un petit encadré essentiel sur... "le sens de l'Eglise".



Invitation-surprise pour fêter en toute simplicité les 25 ans de la COTMEC, et le "Prix Courrier des Droits de l'Homme". Voir bas de la page 4!

Témoignages de missionnaires engagés en Amérique du Sud

«Dis-moi d'où tu viens...»

Comité épiscopal France-Amérique latine (CEFAL)
Editions du Cerf

Ces témoignages, placés au fil de l'année liturgique, disent l'expérience individuelle, la rencontre de l'autre, les espérances et les joies, les souffrances aussi.
Deux extraits pour faire envie.

Pentecôte - Printemps d' Eglise (Jean, prêtre à Lima)
Pour qui sait regarder et contempler, nous pouvons voir l'Eglise renaître d'en-bas: personnes et communautés chrétiennes. De cela, nous sommes témoins. Dans les pays où l'Eglise a le plus "mauvaise presse", il y a toujours des ruisseaux d'eau vive qui naissent de la base, se rencontrent, fécondent la terre. On participe à la construction non pas d'une autre Eglise, mais de l'Eglise-autre quand on fait se rejoindre personnes et groupes, printemps de notre vieille Eglise! Et c'est peut-être notre rôle de le faire en Amérique latine, entre l'Amérique latine et l'Europe. Dans la communion jaillira notre jeune vieille Eglise!

Miracle de la fête - La force évangélique des pauvres. (Bernadette, religieuse au Chili)
"Les pauvres m'ont évangélisée": ce n'est pas pour moi une belle phrase, mais une réalité. A leur contact ma vie se transforme. Je découvre qu'il faut être chaque jour un peu plus pauvre pour aimer vraiment, à la manière de Jésus.
Bien qu'ils manquent de tout, ils espèrent un lendemain meilleur. Ils savent partager le peu qu'ils ont, ouvrir leur porte et leur coeur à celui qui frappe.
Ils m'apprennent à espérer, à accueillir, à partager. "En chacun de mes frères, nous contemplons le Christ que la foi nous fait reconnaître et nous nous laissons interpeller par ce qui, dans leur vie, peut devenir pour nous un chemin de conversion" (Constitution des Soeurs du Bon-Secours).
Avec émerveillement et action de grâce je découvre que le charisme de ma congrégation rejoint au plus profond la vie de ce peuple et s'incarne pleinement dans ce secteur rural abandonné où, peu à peu, la vie refleurit.

Roland Pasquier

Disponible à la Librairie oecuménique à Genève Tél.: 022 320 33 90

Des relations Nord / Sud perverses

Il ne s'agit pas, au premier chef, des relations de force, de pouvoir économique, et financier... quoique.

Dans une brochure intitulée: ***"TOURISME, PROSTITUTION, SIDA"*** (éditée par le CETIM, tél:: 022 731 59 63), **Mechtild Maurer** analyse les effets de cette forme particulièrement perverse d'exploitation sur ceux et celles qui en sont les premières victimes: les femmes et les enfants qui vivent du sexbusiness dans le Tiers-Monde.

Elle ne se contente pas de faire un constat qui réponde aux questions: *"où, comment, pourquoi?"*. Elle décrit les actions entreprises là-bas et ici pour réveiller la conscience publique et pour offrir une alternative à ceux et celles qui n'ont comme choix que *"se prostituer ou mourir de faim"*. Elle raconte la lutte de groupes de femmes qui, sur place, se battent contre la misère et contre ceux qui s'enrichissent de cette misère. A la fin de l'ouvrage, elle formule de nombreuses pistes pour renforcer, soutenir, élargir les actions déjà entreprises.

En complément de ce livre, il faut signaler la brochure éditée en 1992 par Caritas, la Ligue suisse des femmes catholiques et le Centre d'information pour les femmes FIZ: ***"LA TRAITE DU MALHEUR"***. Cette brochure relate le commerce des femmes qui a lieu en Suisse; aujourd'hui on peut choisir une femme sur catalogue, faire venir une "épouse" à l'essai, avec droit de retour etc... Vous ne serez pas surpris d'apprendre que "La marchandise" proposée vient des pays du Tiers-Monde et de l'Europe centrale et orientale. L'étude se penche aussi sur le sort des femmes venant en Suisse avec un permis de travail d'artistes et qui se retrouvent le plus souvent contraintes à la prostitution. Les actions entreprises rejoignent celles proposées par Mechtild Maurer dans ***"TOURISME, PROSTITUTION, SIDA"***, car c'est toujours la misère et la pauvreté qui poussent à accepter l'inacceptable... et chez nous qu'est-ce qui nous rend trop souvent muets et passifs devant cette situation ? ■

Maryse Durrer

"La traite du malheur" existe en allemand et en français et peut s'obtenir au Secrétariat de la Ligue suisse des femmes catholiques à Lucerne, au prix de 15 frs.

Quelques suggestions pour enfants et ados pour

L'année des peuples autochtones

- Hiawata:
conte indien,
Henri Wadsworth Longfellow,
Albin Michel. 26,50 Frs.
L'histoire d'un homme, sa croissance en harmonie avec la nature (dès 8 ans).

- Cent poèmes pour la liberté
Amnesty International. 20 Frs.
La liberté comme justice, est à la racine de la dignité humaine (dès 12 ans).

- Diego, les routes de la révolution
Paul Thies, Casterman. 16,20 Frs.
Livre "dont vous êtes le héros" dans la peau d'un adolescent indien au Mexique (dès 10 ans).

- Complainte de la lune basse
Scott O'Dell, Flammarion.7,40 Frs.
L'histoire de Matin Ensoleillé, jeune fille rebelle, à l'arrivée des blancs dans les territoires indiens (dès 12 ans).

Les garçons de l'île
Christophe John Koch, Ecole des Loisirs. 13,60 Frs.
Roman d'un aborigène qui monte à Sidney (dès 14 ans).

- Yakari
Derib, Casterman. 11 Frs.
L'univers des Indiens des plaines d'Amérique du Nord découvert à travers le regard et les facéties d'un enfant (bande dessinée dès 6 ans). Yakari est aussi une revue dont les rédacteurs s'inspirent parfois de Cotmec-info pour des articles de sensibilisation.
Revue Yakari: rte de Meyrin, 12, 1211 Genève 2

- Es una vida maravilliosa
Dario Tonnaccia, Helvetas. 18 Frs.
BD sans texte montrant que pour les indios du Guatemala, la vie n'est pas si merveilleuse que cela (dès 14 ans).

- L'Amazone
Chantal Henry-Biabaud, Larousse. 15 Frs.
Documentaire où l'on décrit les colons qui luttent contre le milieu hostile et les Indiens parfaitement adaptés, qui s'efforcent d'échapper à la colonisation (dès 12 ans).

Roland Pasquier

Liste établie à partir du catalogue "Dis-moi comment ils vivent...", (Comité suisse pour l'UNICEF, déclaration de Berne, Service Ecole Tiers Monde)

Parcours à travers livres et revues

Des écrits pour une théologie de la solidarité

Actualité de l'espérance des pauvres

C'est à l'écoute des chrétiens du Sud que nous essayons de penser et de mettre en oeuvre une pratique de la solidarité. Travaillant dans la même perspective que notre modeste bulletin mais avec davantage d'espace rédactionnel, la revue ***Espérance des pauvres, espérance des peuples*** (Belgique) offre une réflexion approfondie sur les défis auxquels sont confrontées les Eglises latino-américaines et africaines (avec quelques ouvertures sur l'Asie): les suites de la Conférence de St-Domingue, la préparation du prochain Synode africain, tels sont les éléments d'actualité qui sont documentés dans le tout der- ➤

«Toutes citoyennes, tous citoyens» un défi pour les chrétiens

Pascal Mercier, prêtre à Carouge (GE), a participé à une vaste réflexion de la Commission pastorale du Monde du travail concernant les droits politiques des immigrés*. Nous lui avons demandé une libre opinion sur l'enjeu de l'initiative genevoise "Toutes citoyennes, tous citoyens".

A entendre les conservateurs les plus attachés à la tradition, pour qui le mieux est l'ennemi du bien, ce n'est jamais le bon moment de promouvoir un progrès social ou politique. Ainsi, quand en votation populaire, voici 45 ans, il était question de passer d'une à deux semaines de vacances, nombreux furent les "Cassandre" qui annoncèrent la fermeture immédiate des entreprises par impossibilité d'assumer de telles charges financières.
Le même son de cloches a retenti lors de toutes les votations. Pour ne donner qu'un exemple significatif: quand il s'est agi d'accorder le droit de vote et d'éligibilité aux femmes, en 1971 (et c'était la quatrième fois que le sujet était proposé en votation!) toute la panoplie des arguments éculés a été déployée: les femmes aux casseroles, les hommes aux responsabilités; il y a de sérieux risques d'empoignade en foyer et puis la citoyenneté dépend du port d'armes au service de la patrie...
Or les faits prouvent le contraire: les vacances se sont étendues à 4-5 semaines et les femmes ont été depuis vingt ans d'un grand apport pour mener une politique plus ouverte dans de nombreux domaines.
En ce qui concerne l'initiative "Toutes citoyennes, tous citoyens", qui doit passer en votation cantonale le 6 juin, c'est une percée providentielle dans la ligne des droits humains. En effet, donner la possibilité à des étrangers établis depuis dix ans au moins sur territoire helvétique d'user des droits politiques au niveau communal et cantonal, cela relève d'une exigence de justice envers des personnes qui sont partie prenante de la vie publique et économique du pays. Sans vouloir aucunement les assimiler à notre mentalité, c'est une excellente occasion d'intégrer ces personnes à la vie associative de la région pour le plus grand bien de tous ses habitants, puisque nous bénéficions de leurs services dans tous les secteurs de la vie courante.
De plus, si nous partageons nos préoccupations et nos responsabilités dans notre monde où les interdépendances sont toujours plus sensibles, nous réduisons d'autant les causes de tensions entre les diverses appartenances nationales (xénophobie, racisme, purification ethnique, etc.) comme nous y sommes parvenus entre Confédérés. Cela ne signifie pas que toutes les incompréhensions vont disparaître comme par enchantement, car le chemin est long pour vivre une authentique convivialité entre les gens de divers horizons, mais c'est assurément un pas important dans la bonne direction.
Enfin cette option constitue un défi pour nous, chrétiens, qui sommes membres de la même famille, parce qu'enfants du même Père. Saurons-nous profiter de ce moment favorable pour relever ce défi, le 6 juin prochain? ■

Pascal Mercier

**** "Initiatives sur les droits politiques des immigrés, se situer pour s'engager", disponible au tél.: (022) 348 53 30.***

Fête des 25 ans de la COTMEC Invitation confirmée!

le vendredi 4 juin 1993
sur le bateau «GENEVE»
(il reste à quai toute la soirée, après le jardin anglais, en direction du jet d'eau)

- 18h00 Célébration de l'Eucharistie
- 19h00 Brèves allocutions et mini-concert avec la chorale de l'AGORA
- 20h30 repas communautaire: chacun amène de quoi partager
- Expo surprise à bord.

Bienvenue avec parents et amis.

Samedi 5 juin 1993
CONTRE LE RACISME, UNE LONGUE CHAÎNE TRANQUILLE...
Pour former cette chaîne, rendez-vous devant le monument national, au jardin anglais.
15h00, animations et musique
17h00, formation de la chaîne qui s'allongera grâce à tous, le plus loin possible le long des quais.

Renseignements: 022 732 58 78.

Camp de la Paix 93 (15-20 août 1993)
Un nouveau camp de la paix pourrait avoir lieu en 1993 si suffisamment de personnes sont intéressées. Le séjour revient à 200 FS/adulte et 50 FS/enfant. Au programme: débats sur des thèmes d'actualité que vous pourrez proposer.
Si vous êtes intéressés par une expérience de vie communautaire et de partage d'opinions, veuillez communiquer votre intention avant le 25 mai en téléphonant au 796.86.60 de 11 à 13 H. ou en écrivant à Michel MONOD, av. du Lignon 56, 1219 Le Lignon.

JAB
1231 Conches

Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

COTMEC
bd du Pont-d'Arve 16
1205 GENEVE

cotmec

Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique à Genève
16, bd du Pont d'Arve
- 1205 Genève -
Tél.+Fax.: (022) 329.26.81
CCP 12-21551-1
Mensuel
Abonnement: Fr. 12.- / an
Rédacteur responsable:
Dominique Froidevaux
Ont collaboré à ce numéro:
Maryse Durrer, Pascal Mercier, Roland Pasquier, J.-C. Roulin, D. Froidevaux.
Imprimerie: REPROFFSET

Sommaire du n° 155

1 Billet: renforcer l'espérance
1 Edito: F/A-18 et défis N/S
2 Déclaration commune des Cotmep et Cotmec
2 Budgets DDA et DMF
3 Recherche pour la paix
3 Commerce des armes
3 Reconversion de l'industrie d'armement en Suisse
4 "Toutes citoyennes..."
4 Agenda.

COTMEC INFO

Spécial votations du 6 juin 1993

commission tiers monde de l'église catholique

N° 155 / Mensuel / Mai 1993

Place à l'espérance

Samedi 15 mai: flashs spéciaux, journaux télévisés qui n'en finissent pas! On dissèque, analyse, témoigne et se congratule. La France sort d'une prise d'otage. Du moins c'est ce qu'elle croit! Le malade est éliminé et les enfants sont saufs, mais les médias, eux, n'ont pas lâché prise. L'occasion est trop belle, il faut rassurer le bon peuple qui ne sait que faire des peurs réveillées par le départ tragique de Mr.Bérégovoy. On a des blessures à panser, et voilà que surgit la possibilité de faire une démonstration de la force de frappe thérapeutique de la solidarité nationale. On joue avec mes peurs, me les fabrique, me les nourrit et les classe à l'audimat. Et puis on les jette lorsqu'elles ne servent plus personne. Au top-50 de mes angoisses, on vote pour moi, et les titres du hit-parade s'égrènent en une danse macabre: Bosnie, chômage, délinquance, sida, immigrés, meurtres de fous... Comme pour donner une cohérence à l'ensemble, un mot revient dans tous les discours et toutes les promesses: sécurité! On n'a jamais autant parlé d'assurance et de sécurité tout en exacerbant nos peurs. Les médias publicitaires exploitent d'ailleurs à plaisir le filon.

Dans un tel contexte, je finis pas ne plus savoir d'où vient l'angoisse démesurée qui m'étreint, et je perds le sens des valeurs. L'anecdotique et l'émotionnel dont se servent les bricoleurs de l'info enlèvent aux événements leur juste mesure. Trop c'est trop! Il m'est impossible de porter le fardeau de toutes les détresses que déversent sur moi les journaux télévisés. Mais là encore, impossible n'est pas chrétien! Une théologie étriquée du péché originel m'a forgé une conscience chrétienne encline à se sentir responsable de tout ce qui arrive. Ai-je le droit d'être heureux à l'instant même où tant d'autres souffrent?

Eh bien OUI! Mon espérance et ma foi revendiquent ce oui, et non pas toutes les sécurités dont me bercent les marchands d'illusions de notre société. Je crois en un Dieu qui a fait confiance à l'homme en se faisant l'un des nôtres. Alors je veux que place soit faite à mes utopies et mes espérances. Si ma compassion pour les douleurs de l'humanité élimine de mon existence toute parcelle de joie et de bonheur, alors comment serais-je témoin de la Bonne Nouvelle? Elle ne peut être bonne si elle ne me rend pas heureux! Je refuse de me laisser empoisonner par le monde morbide que distillent les peurs de ceux qui n'ont plus confiance qu'en eux-mêmes. A propos... il serait dommage que le 6 juin, mes décisions de vote ne soient que le réflexe instinctif d'un citoyen traqué par la peur, plutôt qu'une expression réfléchie de confiance et d'espérance en l'homme! ■

Jean-Charles Roulin

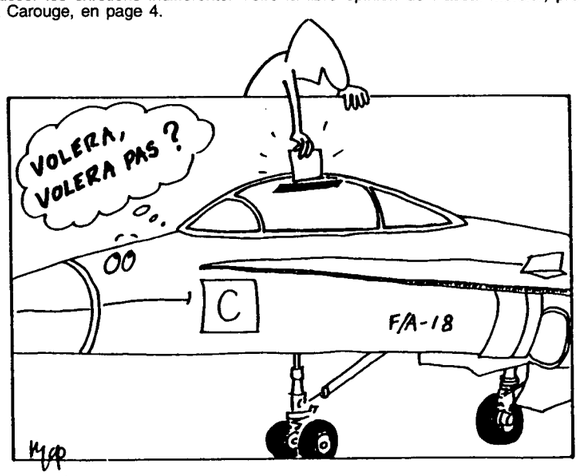
F/A-18 et défis Nord-Sud

Dépenses militaires, ventes d'armes et solidarité Nord-Sud, telles étaient les préoccupations autour desquelles un groupe de chrétiens s'était mis en piste, voici vingt-cinq ans. A l'origine de cette réflexion, un événement: le refus de la taxe militaire par un prêtre genevois. Sa décision n'engageait que lui, mais le signe qu'il voulait poser méritait un véritable débat au sein de l'Eglise. A partir de là, une équipe de laïcs et de prêtres a souhaité engager un travail plus approfondi d'information et de questionnement sur les responsabilités des chrétiens pour promouvoir la solidarité Nord-Sud. Cette équipe reçut très vite un mandat du vicaire épiscopal de l'époque: la Commision tiers monde de l'Eglise catholique était née et se voyait ainsi reconnue officiellement.

Le prochain vote, en Suisse, sur l'achat d'un nouvel avion de combat nous ramène à cet événement fondateur. Fidèles aux prises de position antérieures, sans imposer une consigne de vote, nous proposons néanmoins une série de réflexions engagées: sur le commerce des armes, la promotion de la recherche en faveur de la paix, le lien entre dépenses militaires et effort de solidarité internationale de notre pays. En prime nous avons réactualisé, avec la Commission tiers-monde protestante, la prise de position que nous avions faite en commun lors de l'initiative "Pour une Suisse sans armée et pour une politique globale de paix" (octobre 1989). Elle reste d'une actualité brûlante. ■

Dominique Froidevaux

Votations genevoises: "Toutes citoyennes, tous citoyens", ce sujet ne peut laisser les chrétiens indifférents. Voire la libre opinion de Pascal Mercier, prêtre à Carouge, en page 4.



«Haïti
Votre cri ne sera pas étouffé!». (Voir Cotmec-info n°154).
Vos commandes pour ce livre nous encouragent: nous nous sommes lancés dans sa production sans aucun financement, c'est donc grâce à vous que le défi peut être relevé. Les premiers exemplaires viennent de sortir de presse
Commandes: tél (41 22) 329 26 81, ou sur notre CCP (voir page 4), avec la mention: "Livre Haïti" (prix 15.-).

Octobre 1989, à l'occasion de l'initiative "Pour une Suisse sans armée et une politique globale de paix", les Commissions tiers-monde de Genève publiaient une déclaration commune. Elargissant le propos aux défis Nord-Sud, elle reste d'une actualité brûlante par rapport à l'éventuel achat d'un nouvel avion de combat. En commun, nos deux commissions ont décidé de la reprendre en modifiant seulement les termes concernant le sujet de la votation et la date.

Nouvel avion de combat
Déclaration des commissions tiers monde protestante et catholique

Avec l'armée, nos aînés entendaient défendre leur indépendance et leur sécurité.
Aujourd'hui, celles-ci nous semblent moins menacées par une éventuelle agression militaire contre notre territoire que par d'autres dangers:
❑ la misère et l'oppression de trop de populations du tiers monde - comme de certains pays d'Europe de l'Est - source de désordres et de violence ainsi que de vastes mouvements migratoires;
❑ les perturbations climatiques, la désertification, la destruction des ressources naturelles et les pollutions provoquées par un système économique qui incite à l'hyperconsommation et au gaspillage.

A l'évidence, l'armée n'est pas le moyen adéquat de lutte contre ces périls réels et actuels. Au contraire, par les ressources qu'elle utilise comme la pollution qu'elle provoque, elle contribue à leur aggravation.
La nécessité d'exporter des armes, notamment dans le tiers monde, qu'implique son existence va dans le même sens. Au niveau mondial, les dépenses annuelles pour l'armement s'élèvent à un montant à peu près équivalent à celui de l'endettement global des pays du tiers monde envers les pays industrialisés. La Suisse ne peut ignorer ni le processus de désarmement amorcé au niveau mondial, ni la nécessité d'une politique plus généreuse de solidarité internationale.

L'achat d'un nouvel avion de combat est-il néanmoins encore nécessaire pour dissuader un ennemi potentiel ou faire face à une tentative d'invasion? Nous ne pensons pas pouvoir trouver dans la Bible une réponse claire à une telle question et les membres des Eglises y répondent de manière différente. Les commissions tiers monde protestante et catholique de Genève ne prennent ainsi pas position pour le oui ou pour le non en vue de la votation du 6 juin. Elles invitent cependant chaque citoyen à élargir son regard à l'ensemble de la planète avant de participer à cet important scrutin.

COTMEP-COTMEC

Aide publique au développement
il manque le nerf de la guerre...

L'effort financier de la Confédération pour la coopération avec les pays du Sud doit être augmenté, cela fait longtemps qu'on en parle et nos Conseillers fédéraux l'avaient solennellement proclamé en 1991, lors du 700e anniversaire de la Confédération, et l'année dernière, à la conférence de Rio sur l'environnement. Il faut dire que, sur ce plan, notre pays fait toujours mauvaise figure à l'étranger puisqu'il vient en queue du peloton des pays industrialisés.
Alors que certains se déclarent prêts à engager 3495 millions pour l'achat d'un nouvel avion de combat, il est intéressant d'examiner de près l'évolution récente de l'aide publique suisse au développement (APD). Le tableau ci-dessous reproduit les chiffres fournis par la Direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire (DDA). Depuis 1989, on constate une évolution positive de l'effort de coopération (APD) par rapport à la richesse produite dans notre pays: on passe de 0.29%, en 1989, à 0.40% du Produit National Brut (PNB), en 1992. A y regarder de plus près, force est de constater cependant que le saut est dû en grande partie à des opérations ponctuelles: contributions initiales à l'adhésion aux Institutions de Bretton Woods - à savoir le Fonds monétaire international et la Banque mondiale - et aide dans le cadre de la crise du Golfe. De plus, et cela est plus grave, les coupes envisagées dans le budget '93 de la coopération, en fonction des mesures de réduction des dépenses de la Confédération, remettent sérieusement en cause cet effort: par rapport aux comptes de 1992, le budget de 1993 prévoit une diminution de près de 19 millions de francs pour la coopération technique et financière et de près de 29 millions pour l'aide humanitaire et alimentaire.
Globalement, dépenses administratives comprises, l'APD diminue de 11.7%. Par rapport à notre produit national brut estimé, en croissance nominale de 3.3 % entre 1992 et 1993, cette diminution s'avère encore plus importante: elle est de 15%.
On nous avait bien sûr averti de ce que le déficit budgétaire des finances publiques imposait un ralentissement de la progression du budget de la coopération. Dans les faits, il s'agit d'une diminution substantielle.
Rappelons que, malgré les coupes prévues, le budget du Département militaire (DM) reste 4 fois plus élevé que celui de l'aide publique au développement (APD) proprement dite en 1993 (4,9 milliards au DM contre 1,2 pour l'APD). Les dépenses prévisibles pour l'achat du FA/18 devraient se répartir sur sept ans, selon le Conseil fédéral: cela ferait 500 millions de francs par an pour cette seule opération, c'est à dire, chaque année, pendant sept ans, presque la moitié de ce que notre pays consacre à l'aide publique au développement... Quel que soit le résultat de la votation du 6 juin, il faudra à nouveau ramer pour que la Suisse concrétise davantage ses pieuses déclarations en matière de solidarité. ■

Dominique Froidevaux

Comptes 1989-1992 et budget 1993 de l'aide publique au développement de la Confédération (en millions de francs suisses). Source: DDA.

	1989	1990	1991	1992	Budget '93
Coopération technique et aide financière	548.5	611.5	615.6	629.4	610.6
Aide humanitaire et alimentaire	201.4	191.4	233.5	252.2	223.3
Participation au capital des banques régionales de développement	6.3	6.3	4.7	4.6	6.0
Adhésion aux Institutions de Bretton Woods	--	--	--	190.6	55.2
Programmes environnementaux	--	--	0.7	11.7	22.5
Mesures de politique économique et commerciale	104.1	144.3	231.2	208.2	188.9
Aide dans le cadre de la crise du Golfe	--	--	10.1	34.6	46.7
Bourses universitaires	3.8	4.0	4.9	5.5	5.3
Autres contributions à des organisations multilatérales	11.4	13.4	17.3	25.5	39.2
APD proprement dite	875.5	970.9	1118.0	1362.3	1197.7
Dépenses administratives comptabilisées au titre de l'APD	14.5	23.0	27.9	28.4	30.9
Total APD de la Confédération	890.0	993.9	1145.9	1390.7	1228.6
APD en % du PNB	0.29	0.30	0.33	0.40	0.34
PNB estimé (novembre 1992)	305170	327585	346460	350710	362350

N'y a-t-il que les armes pour garantir la sécurité? A cette question, de nombreuses femmes (des hommes aussi) disent résolument non.

Il faut chercher de nouvelles voies pour la paix

La vraie sécurité est fruit de la paix, non pas d'une paix qui n'est que l'absence de guerre, mais d'une paix née du dialogue, de la coopération, du respect de l'autre, de la juste répartition des richesses, du partage des droits et des devoirs.

Pour réaliser cette utopie, ou tout au moins s'en approcher, il est nécessaire de faire de la recherche sur la paix, comme le font déjà un certain nombre d'institutions en Europe occidentale; ces instituts sont indépendants des Etats qui en assurent le financement. La Fédération des femmes protestantes, les Femmes pour la paix et la Ligue suisse de femmes catholiques se sont associées pour promouvoir une telle recherche et pour obtenir de nos autorités qu'elles mettent sur pied une structure de recherche pour la paix critique et non-stratégique.

Depuis 1986, elles interpellent, chaque année, parlementaires et autorités en publiant un dépliant, en finançant des projets pilotes de ce que devrait être la recherche pour la paix et en utilisant toutes les voies possibles: collaboration avec tous ceux et toutes celles qui s'engagent dans le même sens, visites à des parlementaires, participation à des colloques, des manifestations, des expositions pour faire avancer cette idée. Ce sont des centaines de convaincu-e-s qui, par leur engagement financier, année après année, soutiennent cette action. Sans oublier la solidarité: appel en faveur des réfugiées de l'ex-Yougoslavie, dénonciation des viols-armes de guerre par exemple.

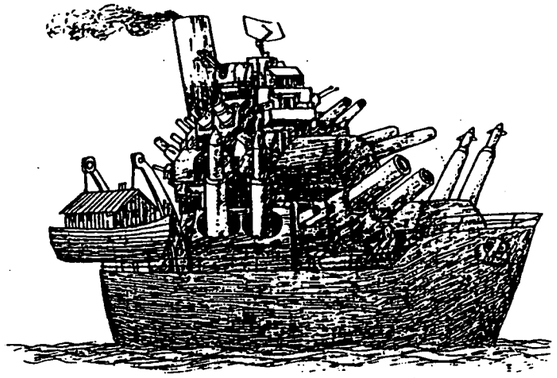
Dans le dépliant de cette année, elles soulignent que *"la recherche pour la paix, telle que nous la réclamons depuis de nombreuses années est un processus lent, peu spectaculaire, mais efficace dans le long terme pour comprendre, prévenir et trouver des solutions équitables aux conflits avant que la violence ne prenne le dessus".*
En bref:
ne pas être toujours contraints à "jouer les pompiers". ■

Maryse Durrer

Fonds pour la paix:
CCP 10-14986-6

Commerce des armes...
Situation désarmante?

La question du commerce international des armes a été examinée de près lors d'un récent colloque organisé par la Commission des Eglises pour les affaires internationales du COE. Quelques réflexions à partir du compte rendu de ce collque établi par Miriam Reidi (Source: SOEPI, mai 1993, n°12)



Avec la fin de la guerre froide et l'arrivée de l'administration Clinton, le climat semble propice à une démilitarisation.
❑ Les Etats-Unis et la Russie ont d'ailleurs signé une limitation substantielle des armements nucléaires stratégiques et progressent vers une interdiction générale des essais nucléaires et une restriction des armes chimiques, biologiques et des missiles.
❑ L'opinion publique a pris conscience, pendant la guerre du Golfe, du lien entre exportation d'armes et risques de conflits.
❑ En Suisse, le Conseil national a voté à l'unanimité, en décembre dernier, une législation plus stricte du commerce interne d'armes et de munitions: le conflit de l'ex-Yougoslavie y est pour quelque chose, puisque que les belligérants s'approvisionnaient en grande partie sur le marché suisse des armes légères.

Le jour de gloire est arrivé?

Hélas, non! Car, dans le même temps on constate que:
❑ les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations-Unies sont les plus gros exportateurs d'armes (85%);
❑ les deux tiers des gouvernements avec lesquels les Etats-Unis ont conclu des accords de vente d'armes violent les Droits de l'Homme;
❑ l'assouplissement des contrôles aux frontières à l'intérieur de la Communauté européenne pourrait permettre aux fabricants et aux marchands d'envoyer les armes librement vers les Etats membres dotés de politiques d'exportation moins strictes et, de là, de les expédier vers les points chauds du globe. La politique européenne en matière de contrôle des armements se borne d'ailleurs à un accord non contraignant;
❑ en Suisse on "découvre" que la loi sur l'exportation de matériel de guerre, assez restrictive, est détournée, comme dans le cas des avions "Pilatus".

Nord-Sud, même combat?

Le lien est très étroit entre transferts d'armements du Nord et crime organisé, trafic de drogue, et agressions contre les sociétés civiles dans les pays du Sud. Il n'est que d'évoquer la "sale guerre" argentine, le régime Pinochet, les escadrons de la mort au Salvador, l'occupation indonésienne du Timor oriental ou le massacre des Kurdes en Irak pour s'en convaincre. Par ailleurs, il y a un lien étroit entre militarisation et maldéveloppement: plus l'armée grossit, plus l'éducation, la santé et le développement social maigrissent. Mais renverser la vapeur ne va pas de soi: en Suisse comme ailleurs, la reconversion des industries d'armement est délicate car elle touche des emplois et doit s'élaborer sans attendre (voir encadré sur la reconversion en Suisse).

Libérez les colombes

On peut améliorer le climat de confiance international en jouant la transparence. C'est ce que cherche à instaurer l'ONU avec son Registre des armes classiques qui essaie de suivre les transferts internationaux.

Le Groupe de travail du Conseil oecuménique (COE) invite les Eglises à prendre des mesures pour tenter de contrôler la production, les transferts et la prolifération d'armements.

Elles devraient réclamer la transparence et dénoncer les transactions illégales. Le message du groupe invite à une réorientation individuelle vers une culture de la non-violence en s'opposant au militarisme, en inventant une nouvelle relation Nord / Sud. Ceci implique le démantèlement des unités de production militaire et la création de nouvelles possibilités pour ceux qui sont victimes de la militarisation soit parce qu'ils sont dans un pays qui reçoit des armes, soit parce qu'ils en produisent et risquent d'être au chômage. ■

Roland Pasquier

Reconversion des industries d'armement en Suisse

L'acquisition des F/A-18 n'aurait qu'un effet provisoire et marginal sur l'emploi, dans des domaines placés sous la dépendance technologique des industries américaines. Par ailleurs, le projet de réforme de l'armée suisse prévoit une réduction de l'effectif de la troupe. Quel que soit le résultat de la votation du 6 juin, une chose est sûre: le nombre d'emplois liés à l'armée va diminuer dans notre pays. Or cela touche 40'000 personnes en Suisse. Peter Hug et Ruedi Meyer ont examiné de près les possibilités de reconversion progressive vers l'activité civile de ces emplois: avec compétence et sérieux il démontrent que notre pays peut relever le défi. Seule manque encore la volonté politique pour amorcer ce changement dès aujourd'hui. Leur recherche vient d'être publiée en français aux éditions d'EN BAS (case postale 304, 1000 Lausanne 17). Un dossier à promouvoir pour que notre pays soit capable d'avancées sur ce terrain. ■

Dominique Froidevaux

Nouveau Catéchisme, torture et peine de mort

Nous relayons ici une motion proposée par l'Assemblée générale statutaire de l'Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture (ACAT), le 12 juin 1993, à Soleure.

"L'ACAT-Suisse réunie en Assemblée générale exprime sa tristesse et son désappointement face au maintien de la légitimation de la peine de mort par l'Eglise catholique romaine dans son nouveau catéchisme (aux paragraphes 2266 et 2267).
Ce catéchisme distribué dans le monde entier, considère la torture comme contraire aux droits légitimes et à la dignité de la personne humaine. Il admet que "les pasteurs de l'Eglise" sont trop souvent restés silencieux face à ce fléau de l'humanité (voir les paragraphes 2297 et 2298).
Pourquoi n'en a-t-il pas fait de même pour la peine de mort? Celle-ci représente une torture bien plus cruelle puisqu'elle place l'individu devant une mort programmée par la volonté humaine. Elle ne laisse aucune chance au repentir et à la rédemption.
Nous regrettons que les autorités de l'Eglise catholique romaine n'apportent pas leur soutien à tous les chrétiens, à toutes les Eglises locales, qui, souvent dans un esprit oecuménique, avec des chrétiens d'autres confessions - ont courageusement pris position contre la peine de mort. Nous espérons que le Saint Siège pourra dans un avenir proche, comme l'ont déjà fait plusieurs conférences épiscopales, réviser et changer sa position sur ce point."

Renseignements: ACAT-Suisse
Speichergasse 29
case postale 5011
3001 Berne
Tél. 031 21 20 44

«Et toi, m'aimes-tu?»

Tel est le titre du petit livre-témoignage de notre ami **Guy Aurenche**, président de la fédération internationale de l'ACAT, paru aux Editins "Le livre Ouvert, dans la collection "Paroles de vie".

«N'oublions pas, dit-il, *que l'amour a des mains, des bras, des yeux. Ne gommons pas le fait que Dieu s'est fait homme».*

Un programme d'ajustement structurel pour la Suisse?

Tel est le titre provocateur d'une étude réalisée par un économiste ghanéen, Ebenezer MIREKU. Ce document a été rédigé à la demande de la Communauté de Travail des organisations suisses de développement.

Le FMI a imposé à bien des pays du Sud des programmes d'ajustement structurel. Ces demandes y sont coercitives. La présente étude présente des réformes qui seraient nécessaires en Suisse: politique sociale plus efficace pour éviter la paupérisation grandissante, l'ouverture à l'Europe et au Tiers-Monde, une rationalisation de la production et de la consommation d'énergie, une réduction des déchets et une élimination intérieure de ceux-ci...

Si l'étude est fort intéressante et nous ouvre aux changements à entreprendre ici pour un monde plus juste, elle reste cependant un exercice de style vu que la Suisse n'a pas de dépendance financière vis-à-vis du FMI et que celui-ci ne lui imposera rien. C'est la limite de ce document qui peut cependant contribuer au débat pour une meilleure solidarité Nord-Sud. ■

M.C. et D.F.

Un programme d'ajustement structurel pour la Suisse 1993-2000"
par Ebenezer MIREKU.
Ce document peut être obtenu à la Communauté de Travail des organisations suisses d'entraide, Ch. des Epinettes 10, 1007 Lausanne.
Tél. (021) 617.43.53

Publications

Réfugiés

L'excellente revue des Pères Blancs, VIVANT UNIVERS, publie un numéro spécial sur les réfugiés (N° 404, mars-avril '93).
Thèmes traités:
- qui est réfugié, pourquoi on le devient, les solutions qui peuvent être envisagées,
- les problèmes spécifiques selon les continents,
- l'image de l'étranger-réfugié dans la Bible, comment elle engage le chrétien d'aujourd'hui...

Un dossier qui vient à point pour prolonger le printemps de l'anti-racisme avec des lectures estivales.
Commandes: tél. (037) 24 19 77.

Migrations

Durant l'été 1991, une centaine de chercheurs et enseignants de tous les continents se réunissaient en Suisse pour une vaste réflexion centrée autour de la question:
"L'émigration est-elle une réponse universelle à une situation de crise".
Le compte-rendu de ces rencontres vient de paraître dans les Cahiers de l'Institut Universitaire d'Etudes du Développement (GE) sous le titre "VERS UN AILLEURS PROMETTEUR".
Différents types de migrations, du Nord au Sud et du Sud vers le Nord sont examinés, au passé et au présent et à partir des points de vue de différentes disciplines des sciences humaines. Un dossier approfondi avec plusieurs contributions de qualité et un épilogue d'Albert Jacquard intitulé *"Préparer demain".*

Agir stratégique Pour des transports à taille humaine

Une nouvelle brochure de la commission "Justice et Paix". A une époque où l'on cherche à aller toujours plus vite et toujours plus loin, quelles sont les conséquences écologiques de cette mobilité considérée comme normale, voire indispensable? La brochure de "Justice et Paix" propose une réflexion éthique sur les relations entre les droits de l'homme et l'écologie ainsi que sur les stratégies qu'il est possible de développer comme citoyen et consommateur. Elle aborde également les possibilités d'agir dans le domaine de la mobilité et des transports.
Frs. 18.-, à Justice et Paix, C.P. 6872, 3001 Berne.

Caritas Tiers-Monde 20 ans de micros

...de "micro-réalisations",bien sûr! Depuis les années '70, Caritas TM réalise ainsi des petits projets d'entraide à la portée de chacun et pour chacun. L'organisation vient d'éditer une brochure (gratuite) pour faire connaître plus largement cette dynamique de solidarité à laquelle chacun peut participer.
Renseignements:
tél. (022) 320 21 44.

Emissions de la COTMEC sur Radio-Cité:

On peut commander, au tél. (022) 342 37 00, les cassettes des émissions suivantes:
- "Le jour où tous les Sud-africains pourront voter", avec Raymonde Martineau (réf. 93.06.09).
- "Le défi de la non-violence", interview de Jean-Marie Muller (réf. 93.06.03)

COTMEC
bd du Pont-d'Arve 16
1205 GENEVE

JAB
1231 Conches

Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

cotmec

Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique à Genève
16, bd du Pont d'Arve
- 1205 Genève -
Tél.+Fax.: (022) 329.26.81
CCP 12-21551-1
Mensuel
Abonnement: Fr. 12.- / an
Rédacteur responsable:
Dominique Froidevaux
Ont collaboré à ce numéro:
Maryse Durrer, Guy Musy
M.Pasquier, R. Pasquier,
J.-C. Roulin, D. Froidevaux.
Imprimerie: REPROFFSET

Sommaire du n° 156

1 Haïti
Ce livre concerne ceux qui veulent la fin des dictatures
2 Bénin: leçon d'accueil
2 Exploitation des femmes et des enfants brésiliens, des ramifications en Suisse.
3 Mini-dossier: Synode Africain
4 Divers

COTMEC INFO

Mini-dossier, p. 3 Synode Africain

commission tiers monde de l'église catholique

N° 156 / Mensuel / Juin 1993

Ce livre concerne toutes celles et ceux qui veulent la fin des dictatures

Commandes

Vous pouvez commander ce livre à notre secrétariat par téléphone ou fax (un seul numéro: 022 329 26 81) ou en versant directement le prix de 15 francs suisses par exemplaire sur notre CCP (COTMEC, 16 Pont-d'Arve, 1205 Genève, CCP 12-21551-1) avec la mention "Livre Haïti".

Mission de Justice et Paix en Haïti

Des représentants des Commissions "Justice et Paix" liées aux Conférences épiscopales de 8 pays d'Europe viennent d'effectuer une visite en Haïti. Leur rapport confirme en tous points les constats établis dans "HAÏTI, VOTRE CRI NE SERA PAS ETOUFFE!", le livre publié par le CHRD et la COTMEC qui offre, en outre, de nombreux repères pour l'après-dictature (voir possibilité de commande ci-contre).
Dans les conclusions du rapport des délégués de "Justice et Paix", on peut lire: *"nous souhaitons... qu'une meilleure écoute et une attention plus concrète soient portées par les responsables de l'Eglise en Haïti aux aspirations et aux besoins du peuple croyant, afin de renouer le dialogue et de développer la solidarité (...) un geste significatif des évêques peut favoriser la communion entre le peuple et ses pasteurs. Il nous semble que ce geste est attendu".*
Verra-t-on également un signe d'ouverture de la part du Vatican? C'est ce qu'espèrent les délégués de Justice et Paix qui ont rencontré le Cardinal Etchegaray (président du Conseil pontifical Justice et Paix) pour partager ces préoccupations. ■

D.F.

- Vous pouvez obtenir le rapport de la mission des Commissions Justice et Paix à notre secrétariat.
- Rappel: le numéro (022) 340 17 78, renseigne sur les derniers événements en Haïti.

«Nous ne nous engageons jamais que dans des combats discutables, sur des causes imparfaites. Refuser pour autant l'engagement, c'est refuser la condition humaine».

Emmanuel Mounier

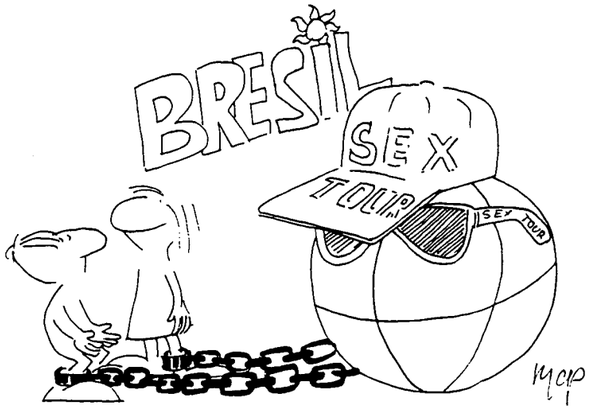
Vendredi 4 juin, fête des 25 ans de la Cotmec, telle était la citation-phare choisie par André Fol pour caractériser l'action de notre commission.
Nous pensons reprendre dans un prochain numéro quelques extraits des prises de parole qui ont marqué cet anniversaire.
Merci à toutes et tous pour ce moment d'amitié partagée et pour les nombreux messages que nous recevons encore ces-jours-ci.

Et tout bon été à tous nos lecteurs.

D.F.

Esclavage des femmes et des enfants brésiliens
des ramifications en Suisse

Chaque année se tiennent à Genève les assises d'une sous-commission des Nations-Unies dont le but est de lutter contre "les formes modernes de l'esclavage". Une bonne centaine d'années nous séparent des campagnes abolitionnistes et pourtant, l'esclavage subsiste toujours et gagne même en extension et en perversité.



Le P. Barruel de Lagenest, dominicain vivant au Brésil depuis près de cinquante ans, est un habitué de la sous-commission. Sur la base de rapports et d'informations publics, il a dénoncé cette année le trafic déguisé de jeunes Brésiliennes vers le Japon, l'Allemagne, les Pays-Bas et même la Suisse. Ce sont des agences de notre pays qui pourvoient à ce genre d'exportation systématique. On fait miroiter à de malheureuses ingénues la perspective d'un brillant mariage avec un Européen de bonne famille. A peine débarquées, le mirage s'évanouit: sans argent, ces filles doivent accepter de servir dans des maisons de passe pour survivre et rembourser leur ticket de voyage.
L'engrenage est pris. Quelques unes parviennent à se marier, mais c'est avec un alcoolique ou un drogué, tout en continuant à se prostituer.

Plus grave - si l'on peut dire - la prostitution des enfants des deux sexes exploités par les touristes dans les annexes des grands hôtels ou sur les plages de Belem dans l'extrême Nord du Brésil. Sinistre rencontre du vice avec la misère. Les victimes sont des enfants de la rue. Selon la Banque Internationale de Développement (B.I.D.), sur 160 millions d'habitants. le Brésil compterait 120 millions de pauvres, vivant hors circuit économique, dont la moitié d'indigents.
Les agences touristiques se sont vite rendues compte du profit à escompter: la femme - l'enfant - du Brésil sont présentés comme une marchandise à vendre aux touristes américains et européens (allemands, italiens, et hollandais de préférence), arrivés par charters et logés dans des hôtels "cinq étoiles".
Le rendement financier a suivi: dans la seule ville de Rio de Janeiro, le tourisme sexuel rapporte par année quelques cent cinquante millions de dollars, soit le 20% des revenus de l'Etat du même nom.

Comment mettre un terme à une exploitation qui manipule une telle puissance financière? Il n'est pas facile de juguler un lobby international qui conjugue souvent la prostitution organisée, le commerce de la drogue et le trafic d'armes.
D'où vient aussi que "nos" sociétés soient devenues si perverties et dénaturées pour amener des milliers d'Européens à assouvir leurs besoins sexuels sous ces formes pitoyables et criminelles?
Les Eglises et l'ONU ne font pas que crier d'indignation. Des centaines d'associations luttent sur le terrain. La réponse qu'on apporte là-bas serait dérisoire si elle ne s'accompagnait pas ici d'une réforme profonde de notre manière de vivre. C'est le client qui crée la prostituée. Réprimer l'offre ne sert à rien, si le besoin survit.

L'Esprit qui renouvelle la face de la terre ne pourrait pas - une fois de plus- venir au secours de notre faiblesse? ■

Guy Musy

N.B. La réunion de la Sous-Commission des Nations-Unies: "Lutte contre les formes modernes de l'esclavage", s'est tenue à Genève du 12 au 28 mai 1993.
Merci au P. de Lagenest qui est un fidèle ami de la COTMEC.

Leçon africaine en matière d'asile
Quand les Béninois accueillent les réfugiés du Togo

En février dernier, Michel Bavarel effectuait un reportage au Bénin pour l'Action de Carême. L'accueil réservé par les Béninois aux personnes fuyant les violences qui ravageaient le Togo l'a impressionné. Nous revenons sur ce fait passé inapperçu, car aucun journal, à notre connaissance, n'a repris l'information... Ce n'était pas un sujet porteur!

Cotonou, capitale du Bénin, Maison du Peuple, une vaste salle basse de plafond. Les hélices des ventilateurs sont immobiles - on économise l'électricité - et l'on est plongé dans une chaleur moite. *"Nous sommes en ce moment 380"* indique un responsable du comité élu par des réfugiés togolais qui ont trouvé refuge ici. *"Nous venons pour la plupart des quartiers populaires de Lomé"* ajoute-t-il.

Les actes de violence des militaires du général Eyadema, au pouvoir au Togo depuis 26 ans, ont fait fuir, à la fin du mois de janvier, les habitants de la capitale togolaise. Par dizaines de milliers, ils ont gagné leur village d'origine puis ont franchi les frontières du Ghana et du Bénin. A mi-février, on avait compté 134.000 entrées aux postes de douane, et l'on ne sait combien de réfugiés sont passés par la brousse.

A la Maison du Peuple, ils reçoivent de la nourriture - ce midi une assiette de riz et de poisson - et dorment sur des nattes. Deux infirmiers donnent des soins aux malades. Mais ce n'est qu'une infime minorité qui bénéficie de ce secours accordé par les autorités béninoises. Les plus fortunés se trouvent dans les hôtels ou ont loué un logement, mais la plus grande partie des réfugiés togolais ont été accueillis par des parents ou des amis béninois. Les paroisses proches de la frontière ont également ouvert leurs portes.

En quelques semaines, 3 à 4 fois plus de demandes d'asile qu'en Suisse

C'est ainsi que l'afflux, en quelques semaines, de trois ou quatre fois plus de demandeurs d'asile qu'en Suisse en a reçu pendant ces dernières années, ne provoque pas de troubles ni de rejets. Il est vrai que les Togolais sont souvent cousins des Béninois et que l'hospitalité béninoise n'est pas un vain mot. On s'entasse à dix par pièce, on partage la pâte (de maïs, de manioc ou d'igname) et la "sauce" (aux arachides, au poisson ou à la viande).

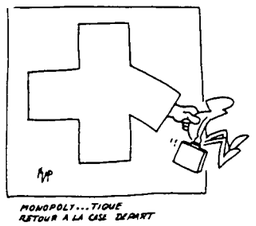
Bien sûr, un accueil de ce type ne saurait durer indéfiniment, d'autant que les ressources des Béninois sont maigres en cette période d'ajustement structurel. C'est pourquoi le gouvernement de Cotonou a lancé un appel à l'aide internationale. Les autorités concernées et des représentants des organisations internationales et non gouvernementales se sont concertées pour organiser la prise en charge.

Il s'agit aussi de scolariser les enfants togolais, dit le ministre des affaires sociales, Véronique Ahoyo - alors qu'une proportion importante des petits Béninois n'ont pas accès à l'école. Pour leur part, les réfugiés que nous avons rencontrés à la maison du Peuple souhaitent travailler, mettre sur pied de petits ateliers. L'ennui c'est que le Bénin en est déjà saturé et que les emplois font cruellement défaut.
Malgré toutes ces difficultés, nous n'avons pas entendu dire que " la barque était pleine". ■

Michel Bavarel

Ton Christ est juif
Ta voiture est japonaise
Ta pizza est italienne
Ta démocratie est grecque
Ton café est brésilien
Tes vacances sont turques
Tes chiffres sont arabes
Ton écriture est latine

Et...
Tu reproches à ton voisin d'être un étranger.

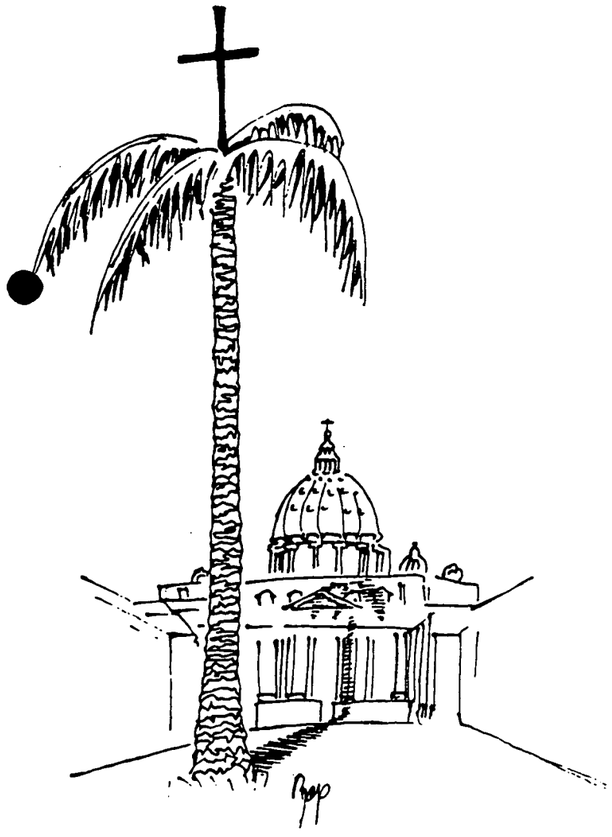


A propos d'un «Concile africain»
Tous les chemins mènent à Rome

Les médias occidentaux ont largement répercuté, interprété, orienté ou tronqué le fameux discours de Jean-Paul II à la jeunesse ougandaise. Il était question de SIDA et de sa prévention. On comprend que nos journalistes aient été moins sensibles à une autre allocution prononcée par le même pape, lors du même voyage, en février dernier, à la cathédrale de Rubaga, à Kampala, à l'endroit même où 24 ans plus tôt Paul VI avait proposé aux Africains qu'ils soient désormais "leurs propres missionnaires".

Jean Paul II annonçait officiellement que le prochain Synode des évêques pour l'Afrique s'ouvrira à Rome le dimanche 10 avril 1994.

Cette déclaration mettait fin à une longue attente. Mais elle risque de décevoir ceux qui à l'origine avaient eu l'idée de ce rassemblement. Ils s'étonneront de ne plus reconnaître leur enfant. Le Cardinal Malula et d'autres théologiens zaïrois entrevoyaient alors la perspective d'un "Concile africain" qui aurait réuni en Afrique tous les évêques du continent traitant de questions élaborées sur le terrain à partir d'une large consultation, assemblée qui aurait aussi regroupé autour des évêques de nombreux experts religieux ou laïcs. Le résultat est assez différent: on ne parle plus d'un *"Concile africain"* mais d'un *synode* qui réunit à Rome un groupe d'évêques délégués par leur Conférence et dont le thème serait l'Afrique.



La montagne aurait-elle accouché d'une souris?

Sans doute, on peut se réjouir que l'Afrique soit au centre des préoccupations de l'Eglise universelle. Mais à condition d'être respectée dans sa singularité.
Regrettons que la direction centralisatrice de l'Eglise romaine, ordinairement soupçonneuse et méfiante face aux initiatives locales, ait finalement prévalu.
A juste titre, des Africains s'émeuvent de ce changement de cap et de perspectives. Ainsi, le *"Media New People"* de Nairobi vient d'adresser une Lettre ouverte au Pape, reproduite dans *"African News Bulletin"* No 232, du 15 mars 1993. Ce centre réagit fortement contre le fait que l'Assemblée ne sera pas tenue en Afrique: *"nous croyons qu'il n'y aurait pas d'impossibilité logistique à tenir le synode sur le sol africain et le choix de l'Afrique eut été d'une signification énorme pour nous qui vivons sur ce continent. Un choix qui aurait mis l'accent sur la présence de l'Eglise aux pauvres et aux malheureux qui sont la véritable forteresse de la foi catholique en Afrique".* En comparaison, les salons lambrissés du Vatican n'évoquent que très peu la savane et la forêt africaine...

Le document préparatoire critiqué

Plus grave la critique du document préparatoire (instrument de travail). La majorité des réflexions et contributions des Eglises locales africaines n'y sont pas reprises. Un premier coup d'oeil montre qu'il y a 171 citations. Le symposium des conférences épiscopales d'Afrique et de Madagascar n'est cité que cinq fois. Et encore tout à la fin. Toutes les autres références proviennent de documents généraux de l'Eglise. On peut donc craindre que le synode sera plus une occasion de familiariser les évêques d'Afrique avec les documents de l'Eglise romaine qu'un réel discernement sur la vie des communautés chrétiennes vivant en Afrique. *"C'est comme si l'Afrique devrait uniquement recevoir des leçons du Magistère universel de l'Eglise, tandis que l'Eglise universelle n'a rien à apprendre de l'Afrique et des expériences vécues ici".*

Alors, mal parti ce synode?

Certains évêques sont déjà résignés: *"les bureaucrates de Rome voulaient le Synode, qu'ils le tiennent et y assistent. Nous allons tout simplement les ignorer".* Les auteurs de la Lettre ne désespèrent pas. Ils vont prier pour que l'Esprit souffle en tempête sur le synode annoncé et y sème un beau désordre. Cela s'est déjà vu dans l'histoire des conciles où les "fonctionnaires de Dieu" ont dû ravaler leur copie pour faire face à la vie.
L'enjeu est important: *"Saint Père, nous avons été asservis et colonisés par Lisbonne, Londres et Paris. Maintenant nous sommes brutalisés par Washington et par les pouvoirs bureaucratiques anonymes de New York et Genève... Si l'Eglise ne veut pas être avec nous comme une mère compréhensive et aimante vers qui allons-nous nous tourner? Vers les Eglises africaines indépendantes? Vers les nouvelles sectes américaines? Vers l'Islam? Beaucoup de nos frères et soeurs l'ont déjà fait, beaucoup d'autres les suivront s'ils trouvent dans ces expressions religieuses un Dieu plus miséricordieux, une communauté plus enracinée dans nos traditions, une meilleure réponse à nos besoins spirituels et matériels."*

Les jeux ne sont pas encore faits. Les quelques mois qui précèdent l'ouverture pourraient donner lieu à d'autres lettres ou documents qui pourraient infléchir le cours des évènements. Il serait regrettable qu'une initiative qui a soulevé au départ tant d'enthousiasme et d'espérance puisse mourir étouffée dans l'insignifiance. L'Eglise d'Afrique qui compte déjà tant de martyrs ne mérite pas un tel traitement. ■

Guy Musy o.p.

Sur ce même sujet, nous vous recommandons la lecture de la revue "Espérance des Pauvres", disponible à notre secrétariat.

à vos agendas!

❑ Campagne
"La planète n'est pas à vendre", dans 8 villes romandes, de septembre 1993 à janvier 1994.

Interactive et provocante, cette EXPO-ACTION permet de toucher du doigt les problèmes liés à l'ENVIRONNEMENT et au DEVELOPPEMENT, tout en explorant des pistes d'action face aux défis qu'il faut relever dès aujourd'hui en la matière
Org.: Genève-Tiers-Monde, Magasins du Monde et la Déclaration de Berne.
A genève, du 19 octobre au 6 novembre. Dans le hall du Centre commercial de Bâlexert
Rens. tél. 021 24 54 17.

❑ Les 25-26 et 27 octobre
Session de **formation aux réalités internationales** au Centre catholique international de Genève
Renseignements: CCIG, 1 rue de Varembé, 1202 Genève T. 734.14.65

❑ **Cinéma du Sud (Trigon film)**

-"L'homme sur les quais", film haïtien , voit la réalité à travers les yeux d'une fillette.
Dès le mercredi 22 septembre au Ciné Strada, 27 rue Voltaire, Genève. Tél. 345.01.14.
-"Mendiants et orgueilleux" co-production fanco-égyptienne. Palette de la population pauvre et digne du Caire, clairvoyance et dérision face à une autorité imbue d'elle-même. Touches successives toutes savoureuses. Ciné Scala, 23 rue des Eaux-vives.Genève.Tél. 734.14.65

❑ Un nouveau
MAGASIN DU MONDE s'est ouvert dès le mois de juin 1993 à Genève, sur la rive droite: 9 rue des grottes. Pour bien démarrer il a besoin d'aides ponctuelles pour les permanences, de dons ou de prêts. Renseignements: Mag'grottes, Magasins du Monde, 9 rue des Grottes, 1201 Genève.

magasins du monde

Nomades in Switzerland
Une pétition vient d'être lancée en faveur des droits des Tziganes de Suisse

Ils sont Suisses, font leur service militaire et payent leurs impôts, ils sont des citoyens à part entière. Voilà pour les arguments patriotiques!
Ils sont très minoritaires, ont une culture et des traditions différentes des nôtres, mais ce sont des êtres humains à part entière. Voilà pour les arguments humanitaires! Et pourtant...
"Ils", ce sont les Tziganes qui vivent dans notre pays depuis des décennies, voire plusieurs siècles sans que leur existence et leurs droits soient véritablement reconnus.

Pendant longtemps, on s'est efforcé de les sédentariser ou de les "rendre utiles à la société". Entre 1926 et la fin des années soixante, les polices cantonales arrêtèrent les gens du voyage en grand nombre et arrachèrent plus de 2.000 enfants à leur famille pour les placer dans d'autres familles ou des institutions allant de l'orphelinat à la clinique psychiatrique ou la prison! Ils y furent souvent maltraités, exploités ou violentés. Cette sombre affaire resurgit en 1988 suite à plusieurs révélations qui entraînèrent une enquête, puis une indemnisation - bien imparfaite - des victimes de cette opération scandaleuse menée notamment sous l'égide de Pro Juventute.

Aujourd'hui, les Tziganes sont 35.000 sur le territoire helvétique. 5.000 seulement sont itinérants.

Pétition à soutenir

Une pétition soutenue par les Commissions tiers-monde protestante et catholique* vient d'être lancée. Elle demande aux autorités fédérales, cantonales et communales de reconnaître la minorité tzigane et d'accorder à ses représentants un minimum de droits.
1. Reconnaître officiellement la culture et les droits des Tziganes suisses.
2. Leur prévoir une patente non pas cantonale mais nationale qui leur permette d'exercer normalement leur profession.
3. Leur accorder dans chaque canton des emplacements salubres et aménagés.
Signer c'est faire bouger les choses pour les gens qui bougent. C'est une affaire de dignité humaine et de solidarité, tout simplement.

Roland Pasquier

* disponible à notre secrétariat.
Un dossier plus complet établi par Mme Bauer-Lagier, membre de la Commission fédérale du fonds d'indemnisation des Tziganes, peut être obtenu à notre secrétariat. On peut aussi donner un coup de main pour la diffusion de cette campagne.
Renseignements:
Mme Perrot, tél. 022 348 26 02.

Bravo à la Dynamique ACAT-jeunes

qui a obtenu en juillet dernier la libération de deux des cinq prisonniers qu'elle s'était proposée de soutenir dans le cadre de sa campagne **"trop jeunes pour se taire"**. Cette campagne a débuté en avril de cette année et s'achèvera par une cérémonie de clôture à Genève, le 10 décembre, journée internationale des droits de l'homme.

Par leurs pressions conjuguées, la Dynamique et d'autres organismes ont abouti à la libération d'un prisonnier du Malawi (Chakufwa Chihana du Malawi condamnée après un simulacre de procès pour "importation et utilisation de matériel de sédition") et d'un autre du Tibet (M. Sonam Wangdu qui avait dû être hospitalisé plusieurs fois en raison des tortures subies en 4 ans de détention). L'ACAT n'oublie pas pour autant les 3 autres prisonniers qu'elle s'est engagée à suivre: au total, symboliquement, un sur chacun des 5 continents.

En se battant pour eux, la Dynamique espère sensibiliser l'opinion publique et obtenir des conditions humaines et justes pour les personnes concernées .

Encouragée par les résultats positifs de ce printemps, l'Acat-jeunes décidait récemment de prendre en charge un nouveau cas de violation des droits de l'homme: celui de M. Suk-Youg Hwang, écrivain de Corée du Sud favorable au rapprochement entre les deux Corées, arrêté à sa rentrée d'exil, en avril 1992. Détenu au secret, il est très probable qu'il soit soumis à la torture.

Trop jeunes pour se taire, les membres de l'Acat-jeune ont bien parlé et continuent leur campagne cet automne avec des animations de rues, mimes, théâtre et récoltes de signatures dans toute la Suisse romande.

Marie Pasquier

(ACAT=Action des chrétiens pour l'abolition de la torture)
Contact:
ACAT-Jeunes:
Philippe Grandt,
tél. 022 776 52 37

JAB
1231 Conches

Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

cotmec

Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique à Genève
16, bd du Pont d'Arve
- 1205 Genève -
Tél.+Fax.: (022) 329.26.81
CCP 12-21551-1
Mensuel
Abonnement: Fr. 12.- / an
Rédacteur responsable:
Dominique Froidevaux
Ont collaboré à ce numéro:
M. Costermans, Guy Musy
M. Pasquier, R. Pasquier,
Th. Pellet, J.-C. Roulin,
Imprimerie: REPROFFSET

Sommaire du n° 157

1 Billet: expérience du Brésil
1 Edito: dis, c'est quoi la démocratie?!
2 Brésil: témoignage
2 Fuite des capitaux
2-3 Mini-dossier: Burundi: renaissance par la démocratie.
4 Agenda, Pétition pour les droits des Tziganes, Bravo à l'ACAT, Merci Paolo.

COTMEC INFO

Mini-dossier, p. 3
Burundi: renaissance par la démocratie

commission tiers monde de l'église catholique

N° 157 / Mensuel / Septembre 1993

Les cerfs-volants de l'espérance

Parmi les nombreuses images que m'a laissé mon récent voyage dans un Brésil fascinant et déroutant, j'en retiendrai une. Elle illustre ce sentiment de désarroi mêlé de joie de vivre qu'engendre le contact avec une population étouffée par la misère. Au-dessus de tous les bidonvilles, qu'ils soient de Rio ou de Belo Horizonte, de Salvador ou de Belem, des multitudes de "pipas" (cerfs-volants) rivalisent fébrilement en altitude et en agilité. A l'autre bout des fils fragiles, des enfants débordant d'énergies, leur regard accroché à ce morceau de liberté qui se débat dans un ciel de tous les espoirs, leurs pieds nus ignorant pour un temps les obstacles de leur pauvreté bien arrimée au sol. De ces millions d'enfants dont le Brésil ne sait plus quoi faire, un nombre effarant d'entre eux n'ont plus ni famille, ni toit! Ils vivent en bandes, de vols et de rapines, dormant au gré des places publiques. Ils sont sans cesse traqués, et parfois abattus dans leur sommeil par des bourreaux que paient commerçants, politiciens et autres défenseurs d'un ordre corrompu. Au milieu de cette violence inouïe, les "pipas" surgissent comme les appels de détresse d'une enfance, d'un avenir que l'on assassine.

Et voilà que l'Evangile ose me dire: *"Ne vous inquiétez pas pour votre vie de ce que vous mangerez, ni pour votre corps de quoi vous le vêtirez... Regardez les oiseaux du ciel... Votre Père céleste les nourrit! Ne valez-vous pas beaucoup plus qu'eux? "* (Mt 6,25-34). Comment entendre un appel à la confiance aussi fou? Peut-être en découvrant deux chapitres plus loin ces autres paroles de Jésus: *" Les renards ont des terriers et les oiseaux du ciel des nids; le Fils de l'homme, lui, n'a pas où poser la tête."* (Mt 8,20). C'est vrai, le Christ n'est pas venu pour les petits oiseaux, mais pour se faire solidaire de tous ceux qui nous semblent oubliés de Dieu.

Pourtant ces paroles n'auraient aucun sens si, là-bas, je ne t'avais rencontré: toi, Valentim, prêtre persécuté par ton Eglise parce que tu ouvres trop de fenêtres au vent de la liberté. Ta joie vole si haut que je la vois encore, et je sais qu'elle est solidement reliée à cette terre de souffrance que tu connais bien. Tu m'as appris qu'il ne sert à rien de se forger une espérance, d'élaborer des projets audacieux, de croire en l'avenir de l'homme, si tout cela n'est pas en prise direct avec la réalité qui est la nôtre. J'ai compris un peu mieux ce que veulent dire "incarnation" et "libération".

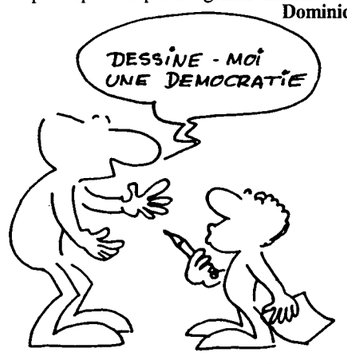
Et puis il y a eu toi, Ghilerme, enfant du désespoir, adopté par une famille qui a plus d'amour pour toi qu'aucun enfant ne pourrait en rêver. Tu es muet, et pourtant personne mieux que toi ne m'a dit la beauté du Brésil et la chaleur de ses habitants. Trait d'union entre deux mondes qui ont tant de peine à se rencontrer, tu m'as dit combien il est bon d'espérer envers et contre tout. J'ai ainsi vu s'élever mes espoirs de justice, d'un monde plus fraternel et moins violent. Nous en avons tous besoin, mais n'oublions pas qu'un cerf-volant sans son fil tombe et se perd!

Jean-Charles Roulin

Dis, c'est quoi la démocratie?

Il s'appelle Key, il a 11 ans. Depuis trois ans il a quitté le Burundi pour rejoindre ses parents, réfugiés en Suisse. Il y a quelque jours ils étaient tous ensemble, chez moi, pour un souper. *'Tu verras* me dit-il rapidement, *avec mes parents, on va parler du retour de la démocratie au Burundi, on n'y coupe pas".* Par défi, je lui demande: *"et pour toi, c'est quoi la démocratie?".* L'oeil pétillant de conviction, il me sortit quelques phrases bien senties qui ne devaient rien au Petit Robert, mais beaucoup à son expérience d'enfant dans un pays meurtri où renaît aujourd'hui l'espérance. Je n'ai pu m'empêcher de noter ces quelques mots. Ils ouvrent ce mois-ci votre bulletin, en lien avec le mini-dossier. Parmi les bonnes nouvelles qui nous parviennent (de Palestine, d'Erythrée, de Madagascar...), ce qui se passe au Burundi nous semblait exemplaire et si peu répercuté par les grands médias.

Dominique Froidevaux



"La démocratie, c'est une grande libération. Quand les gens peuvent bien s'entendre, parler sans être tués. Quand tu peux construire quelque chose, discuter, aller où tu veux. Etre libre. Ne plus avoir peur de sortir le soir. Ne plus avoir peur, chaque fois, quand tu dors. Aller à son champ pour travailler, aller jouer, aller à l'école sans arrière-pensée, sans risque.
La démocratie, c'est aussi avoir un président qu'on a choisi, qui respecte ses engagements, qui veut le bien du pays. Un président qui ne fait pas rien que des discours mais nous écoute aussi.
En bref, la démocratie, c'est travailler pour son bien et aussi pour celui des autres".

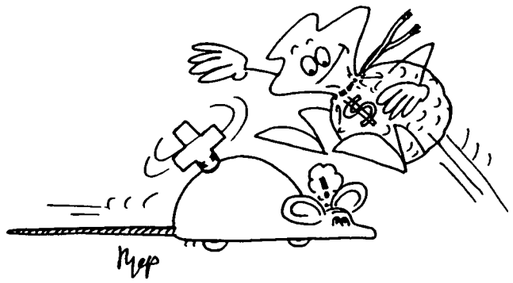
Key

Merci Paolo

Paolo Piccinini est décédé ce mois de septembre. Ancien délégué à l'information du vicariat de l'Eglise catholique à Genève et collaborateur de nombreux média chrétiens, il était devenu pour nous un ami avec lequel nous avons toujours apprécié de collaborer. Un de ses derniers articles dans les Bulletins paroissiaux était consacré au 25e anniversaire de la COTMEC.
Merci Paolo pour ta grande sensibilité aux autres. Ton sens de la justice ne souffrait pas l'emprisonnement idéologique. Merci de nous avoir partagé ton engagement lucide dans de si nombreuses luttes humaines. D.F.

Fuite des capitaux
La montagne a accouché d'une souris

Il y a une année la COTMEC participait à la campagne "Pour une Suisse sans capitaux en fuite" (voir notre N°147). L'espoir de voir notre pays adopter des lois plus dissuasives et favorisant l'entraide judiciaire en la matière risque à nouveau d'être déçu. Le point sur la situation avec Thierry Pellet de la Déclaration de Berne.



Fin septembre se termine la procédure de consultation de la nouvelle loi d'entraide judiciaire internationale. Ce texte concocté par une Commission fédérale d'experts mandatée par le Conseil fédéral en mai 1991 achève un processus de trois ans.

L'importance de cette loi dans la problématique des capitaux fuyant le Tiers-Monde pour se réfugier en Suisse est, rappelons-le, centrale. C'est pourquoi celle-ci faisait l'objet de revendications dans le cadre de la campagne "Pour une Suisse sans capitaux en fuite", notamment afin d'accélérer la procédure d'entraide judiciaire pour favoriser le retour des capitaux dans leur pays d'origine.

Le résultat actuel est décevant. Alors que des améliorations conséquentes circulaient dans les premières révisions, le rapport final de la Commission d'experts les a quasiment toutes évacuées. S'il faut saluer la limitation à un seul recours pour toute la procédure (une revendication du Manifeste), force est de regretter l'absence de délimitation de durée de la procédure (nous demandions 6 mois). Avec une affaire Marcos qui court toujours depuis huit ans après ses débuts, on ne peut que regretter ce manque de volonté des législateurs.

Malheureusement, la Confédération continuera de ne pas accorder son aide à un autre Etat pour des délits fiscaux et économiques, cas typiques de fuite de capitaux. Ceux-ci restent en effet toujours exclus de la loi, malgré nos demandes.

Enfin, une loi vraiment plus efficace aurait dû renforcer le poids de la Confédération, qui se contente actuellement d'attendre que les cantons exécutent la procédure. Là aussi les avancées sont trop modestes pour trouver matière à se réjouir.

La déception déborde largement les milieux de la solidarité. Souhaitons que cet élan sera capable d'influencer la procédure de consultation. Car seule une réelle accélération et extension de l'entraide judiciaire réduira l'attractivité de la place financière suisse pour l'argent délictueux.

Thierry Pellet

Renseignements: Déclaration de Berne, tél.: 021 24 54 17.

Une brassée de bois

Témoignage de Michel Bavarel après un séjour avec les Fraternités du "Serviteur Souffrant", au Brésil.

La favela Lamartine, à Santo André, l'une des cités-satellites de Sao Paulo. Je ramasse des vieux bouts de bois sur une place de terre battue. Il s'agit d'alimenter le fourneau du "Recanto da Paz" (le coin de la paix), une baraque où la soupe est en train de cuire. Une soupe demandée par Frédy Kunz - ce prêtre d'origine suisse que certains d'entre vous connaissent - pour rompre le jeûne qu'il observe depuis une semaine, par solidarité avec les *Nordestins*. Une fois de plus, de nombreux enfants meurent à cause d'une terrible sécheresse, la pire du siècle, affirme un organisme officiel. Sécheresse du climat et sécheresse des coeurs: c'est plus l'injustice que le manque de pluie qui provoque la faim.

J'aperçois Michelle, une fillette de ma connaissance. Elle me salue et disparaît. Je redescends au "Recanto da Paz". Une demi-heure plus tard, on frappe à la porte. C'est Michelle, sa petite soeur et Aparecida, leur maman. Elles ont les bras chargés de bois. Quand elle m'a vu, Michelle a couru dire à sa mère qu'il fallait m'aider.

Aparecida, c'est le soleil. Abandonnée par son mari, elle s'est réfugiée dans une demi-baraque de la favela avec ses deux enfants. Elle dispose d'une pièce minuscule qui sert à la fois de chambre à coucher, de cuisine et de salle à manger. Quand elle nous invite pour le repas - un festin - une partie des convives doivent s'asseoir sur le lit. Elle gagne sa vie en récupérant de la ferraille et du papier qu'elle transporte dans une carriole. Elle est toujours souriante, toujours joyeuse, toujours prête à rendre service. Elle n'est pas unique. On trouve, dans cette favela, tant de courage, de générosité, d'amitié! "Ce sont des gens qui savent aimer", me dira, de retour chez elle, une Française de vingt ans qui y a également séjourné cet été.

Oui, j'ai reçu là-bas une grande leçon d'amour. Et j'ai été heureux. Sans pour autant fermer les yeux sur la misère, les souffrances, les disputes, la violence. C'est bien la dure réalité, mais - et voilà le miracle! - on découvre, sans trop de peine, des fleurs de tendresse au milieu de cette réalité-là.

Le jeûne de Frédy Kunz a suscité la création d'une cinquantaine de groupes de cinq personnes, dans la favela et d'autres quartiers populaires. Chacun de ces groupes a reçu le nom d'une famille du *Nordeste* victime de la sécheresse, à trois mille kilomètres de là. Il ne s'agit pas pour eux d'amasser de grosses sommes d'argent, mais de partager "le peu qu'ils ont avec ceux qui ont encore moins". "Jamais l'argent n'a tué la faim, m'a dit Dom Fragoso, l'évêque de Crateus (une ville du *Nordeste*). Ce qui permet de survivre, c'est le partage des pauvres". Ils partagent aussi bien leur affection que leurs maigres ressources, mais peut-être est-ce la même chose.

Michel Bavarel

Burundi:

"Je luttais et je l'espérais pour mes enfants ou mes petits enfants et c'est maintenant que cela se passe. C'est une renaissance pour mon pays". Ainsi s'exprime une femme du Burundi, réfugiée depuis 5 ans en Suisse. Son pays n'a pas fait la une des journaux cet été et pourtant il s'y est produit un événement auquel aspirent de nombreux Africains: des élections libres et honnêtes qui se sont soldées par une victoire de l'opposition dont l'existence venait à peine d'être légalisée. Témoignages sur cette transition pacifique vers la démocratie avec deux réfugiés burundais qui envisagent désormais leur retour au pays.

Un lourd passé d'affrontements inter-ethniques hypothéquait l'histoire du Burundi. La minorité *tutsi* (14% de la population) dirigeait le pays d'une main de fer depuis 1966. Durant ce règne, la majorité *hutu* (85% de la population) avait été victime de plusieurs massacres. Les parcours de vie de nos interlocuteurs en témoignent.

Angelo Barampama (1), né en 1948, aujourd'hui docteur en géographie, a dû quitter son pays suite au véritable génocide qui visait les membres de son ethnie en 1972. Il y eut à cette époque au moins 100'000 morts. Angelo se souvient: *"Il suffisait que l'on sorte un peu du lot pour y passer. Si l'on avait par exemple eu les moyens de se construire une maison en dur, si l'on était un trop bon étudiant, si l'on était soupçonné d'avoir une quelconque influence sur les autres... On était alors liquidé, sans autre forme de procès. On a véritablement voulu éliminer tous ceux qui étaient susceptibles de constituer un élite* **hutu** *capable de revendiquer un changement dans le pays. Chaque jour on se demandait si notre tour était venu".*

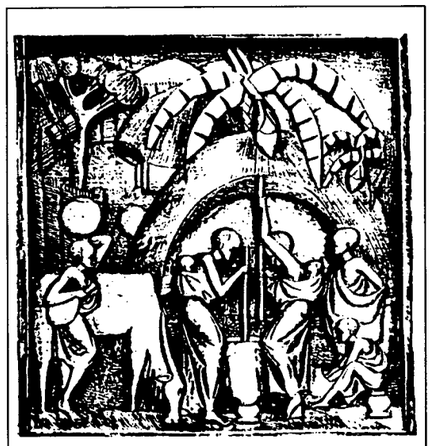
Déo Hakizimana, journaliste, avait fui le pays en 1988, après avoir connu la prison et la torture. Son crime? Il avait simplement participé à la rédaction d'une lettre ouverte au président de la république dénonçant les responsabilités du gouvernement et des militaires dans une nouvelle série de massacres de la population *hutu* provoquée, selon la version officielle, par des attaques provenant de cette même ethnie. *"Nous ne pouvions plus nous taire, il fallait briser ce cercle vicieux du non-dit et du mensonge qui couvrait les responsables de ces crimes sous prétexte d'une raison d'Etat toute puissante"* (2).

Renaissance par la démocratie

Un certain Ndadaye

Le discours officiel, face à ces flambées de violence, prônait la "réconciliation nationale". Les représentants de l'opposition réclamaient des réformes pour que celle-ci ne reste pas qu'une idéologie de façade. Ainsi, suite aux événements de 1988, dans le cadre d'un débat national lancé parmi les intellectuels par le président Buyoya, un certain Melchior Ndadaye revendiquait la nomination d'un premier ministre hutu, une charte de la démocratie et une restructuration de l'armée. Ses déclarations lui valurent deux mois et demi d'emprisonnement. Le 1er juin dernier, Ndadaye n'était plus un inconnu: cet ancien exilé rentré au pays en 1983 était élu président du Burundi avec près de 65% des suffrages.

Nos interlocuteurs s'accordent à dire que le défi de ces élections n'était pas facile à relever. L'ancien pouvoir avait tout misé sur la continuité en tentant de moderniser et d'ouvrir le parti unique. Ainsi le président Buyoya avait-il nommé un gouvernement à majorité *hutu* et tenté de favoriser une représentation de toutes les ethnies au sein de son parti. C'est au dernier moment qu'il avait engagé le pays sur la voie du multipartisme en légalisant certains partis d'opposition en 1992, dont le FRODEBU (Front pour la démocratie au Burundi) fondé en 1986, dans la clandestinité, par Melchior Ndadaye. *"Le FRODEBU n'avait donc qu'une année pour se faire connaître officiellement et pour mener sa campagne,* rappelle Déo qui représentait ce parti en Europe. *Il avait en outre des moyens dérisoires par rapport au parti au pouvoir qui monopolisait pratiquement tous les médias officiels et imposait de sévères restrictions aux autres. Mais le FRODEBU avait un programme cohérent sur le plan économique, il représentait aussi le changement, des hommes nouveaux et un idéal de gestion équitable du pays à quoi la grande majorité aspirait après tant de souffrances et de discriminations".*



Détail de la porte en bois, entièrement travaillée, de la cathédrale de Gitega.

Démocratie gagnante

C'est avant tout la démocratie qui sort gagnante de ces élections. *"L'ancien Président a été jusqu'à vider les caisses de l'Etat pour assurer sa victoire,* déclare Angelo Barampama, *mais il n'est pas intervenu dans le processus électoral et, une fois le résultat connu, il n'a pas écouté ceux qui l'incitaient à manipuler les chiffres où à se maintenir par la force. C'est tout à son honneur. Il a remis dignement le pouvoir entre les mains de son successeur. Cela mérite d'être relevé dans notre continent".*

Mais c'est surtout le comportement de la population qui fut exemplaire: le peuple est allé voter massivement (98% des inscrits pour les présidentielles et environ 91% des inscrits pour les législatives qui ont suivi). La détermination d'une grande partie des électeurs jusque dans les collines les plus reculées a aussi surpris: *"les gens ne se sont pas laissé dérober leur vote,* raconte Angelo qui s'est rendu sur place avant et après les élections. *Certains sont allés jusqu'à escorter les urnes à leur lieu de dépouillement qui, par endroits, s'est fait en public. Les bulletins étaient dévoilés aux observateurs de chaque partie, aux experts internationaux ainsi qu'aux gens présents dans la salle qui vérifiaient si le résultat officiel collait avec leur propre décompte. Chaque fraude était consignée par écrit, copiée en plusieurs exemplaires et distribuée à qui de droit. Tout le monde a participé afin que ces élections soient crédibles". "Les gens ont dû ruser,* ajoute Déo, *comme tout était organisé en fonction de la victoire du parti unique, ils ont joué le jeu et sont allés aux meetings de ce parti, certains jeunes ont même composé des chants à sa gloire, pour la façade, mais dans l'isoloir ils ont voté pour le FRODEBU. Les femmes ont joué un grand rôle: certaines ont préféré réduire leur ration alimentaire pour soutenir la campagne de l'opposition".*

Ce qui a changé

Déo et Angelo ont pu constater sur place les mêmes indices d'un changement qu'ils souhaitent durable. Il y a d'abord un climat de liberté. La liberté d'expression est devenue une réalité. Finie la langue de bois officielle, finies les restrictions, la censure. Des représentants de l'ancien parti unique ont des chaînes radio, des journaux qui peuvent exprimer leurs points de vue, leurs critiques ouvertement. Une foule de nouveaux journaux voient le jour officiellement. La liberté de se réunir est à nouveau garantie, la liberté de circulation aussi: on ne voit plus ces innombrables barrières à l'intérieur du pays, il n'y a plus cette impression pesante d'un quadrillage policier permanent.

Les réfugiés rentrent au pays massivement. Cela ne trompe pas. Autre signe qui en dit long: on s'écrit par la poste, sans craintes de représailles, sans que les lettres soient ouvertes, sans qu'elles risquent de se perdre on ne sait où. C'est entièrement nouveau.

Le nouveau pouvoir semble chercher le dialogue avec la population sans démagogie, mais pour inciter chacun à participer à la vie du pays. Angelo évoque à ce propos certains discours du Président Ndadaye, psychologue de formation et ex-enseignant: *"il invite la population à se mettre au travail et à venir* **chauffer la tête** *des autorités locales, régionales ou nationales pour que celles-ci soient capables de répondre à leurs aspirations. Il ajoute même que c'est à lui qu'il faut venir chauffer la tête si ça ne marche pas aux échelons inférieurs".*

Défis pour l'avenir

Nos interlocuteurs mettent deux défis majeurs en évidence: le maintien de la paix civile et le programme social et économique à mettre en place.

En dépit de plusieurs rébellions vite désamorcées de certains secteurs de l'armée, l'alternance politique s'est faite pacifiquement et l'on ose espérer que le putsch militaire ne pourra plus jamais être accepté comme mode d'action politique. Certains des durs du régime *tutsi* avaient pourtant prédit le pire si le FRODEBU l'emportait, les *Hutus* étant suspectés de vouloir venger dans un bain de sang les massacres dont ils furent victimes. Rien de tout cela ne s'est produit. Avec sagesse, le gouvernement a été composé avec des représentants de toutes les ethnies et le Premier Ministre est une femme, *tutsi* et membre de l'ancien parti unique.

Mais le problème de l'armée reste. *"Tant que le haut commandement sera entre les mains des Tutsis,* déclare Déo, *elle restera une menace. Tout le monde s'accorde à dire qu'elle doit être réformée. La responsabilité par rapport aux violences n'est plus un sujet tabou, on peut en parler, dénoncer les injustices passées. C'est à partir de là que l'on peut pardonner: on désigne ainsi ce que l'on ne veut plus voir dans le pays. Les gens sont maintenant décidés à ne plus se laisser marcher dessus".*

"Malgré les risques, ajoute Angelo, *le gouvernement a supprimé les prisons des services de sécurité et aboli la peine de mort. C'est un des geste les plus significatifs de sa volonté de respecter les droits de l'homme pour tout Burundais, quel que soit son rang social ou son ethnie".*

A moyen terme, c'est bien sûr l'enjeu économique qui sera décisif. Angelo: *"les bases d'une politique sociale et économique solide ont été posées dans la programme du FRODEBU, orienté avant tout vers le développement rural et la satisfaction des besoins des masses paysannes qui constituent 95% de la population. Le pays ne pourra relever ce défi sans apports extérieurs substantiels".*

Déo: *"Se posera aussi le problème d'un nouveau partage des richesses. Jusqu'ici, des privilèges assuraient seulement le bien d'une minorité. Il faudra maintenant travailler au bien de tous et ce n'est pas une mince affaire."*

Propos recueillis par M.Costermans et D.Froidevaux

1. A. Barampama est l'auteur d'une thèse remarquable sur "Le manioc (élément essentiel de l'alimentation de base) en Afrique de l'Est. Il réalise régulièrement des émissions pour le secteur "Présence au Monde" de Radio-Cité (91.8 FM), dont plusieurs sur le retour de la démocratie au Burundi . (Radio-Cité: tél. 022 342 37 00).

2. Voir à ce sujet l'ouvrage de D. Hakizimana: "Burundi:Le non-dit", éd. Remesha, Genève 1991.

à vos agendas!

30 octobre: Haïti voir ci-contre➤

Du 1er au 6 novembre
de 8.15 H à 18.30 h. expo au Centre commercial de Meyrin et débats de 18.30 H. à 23 H. à l'Aula de l'Ecole des Boudines à Meyrin
Semaine d'info Tiers-Monde de Meyrin. Rens.: tél. 782 82 82.

Mercredi 3 novembre
de 10 à 16.30H, Lieu: Centrum 66, Hirshengraben 66, Zürich
Rens.: tél. 01 251.72.72
Journée d'étude et de réflexion sur les **Droits de l'Enfant**
"La Convention relative aux droits de l'enfant en Suisse, pour aujourd'hui ou pour demain?"

Jeudi 4 novembre
20h00 au Centre des loisirs des Pâquis, 50 rue de Berne (GE).
Dans le cadre de sa **campagne mondiale contre les disparitions**, les assassinats politiques et l'impunité, **Amnesty International** reçoit à Genève un groupe de 8 adolescents philippins de 13 à 17 ans. Enfants de disparus, ceux-ci diront leur réalité à travers un spectacle de mimes, chants et musique.
Rens.: tél. 022 735 85 00.

Mercredi 10 novembre, 20h15
au Forum 2, av. Ste-Clotilde 9 (Genève)
"L'argent, quel intérêt?"
débat organisé par "JET d'ENCRE"(hebdomadaire) et la Banque alternative avec des banquiers, sociologues et économistes.
Des débats analogues ont lieu à Lausanne (27 oct.) et Neuchâtel (3 nov.). Rens.: 021 311 72 93.

Samedi 27 novembre, 20h15 à Ferney-Voltaire, Maison paroissiale, 1 rue de Gex
"Eglise universelle et réalités internationales"
Conférence-débat avec le Père **Christian DUQUOC.**

27 et 28 novembre 1993 à l'espace spirituel, Couvent Le Corbusier, L'Arbresle .(Lyon)
"A l'heure des récessions des militances" une rencontre avec Gabriel Marc.
Rens.: tél. 0033.74.01.01.03

Samedi 4 décembre, 10h-18h
Maison de quartier de Balexert (31 av. de Crozet)
"l'esprit de Noël par un cadeau solidaire", vente de Noël avec soupe, fromage, pâtisseries et boissons.
Org.: Mouvement populaire des familles, Service social Palestinien, Centre Camille Martin et Magasins du Monde.

"Trop jeunes pour se taire"
L'aboutissement de la campagne menée par la dynamique ACAT-jeunes (voir C-info N°157) sera marqué par **2 rendez-vous:**
-10 décembre: rencontre avec diverses personnalités des milieux de défense des droits de l'homme.
-11-12 décembre: dans une 20aine de paroisses genevoises, des jeunes de Suisse romande témoignent de leur engagement et invitent au combat pour les droits de l'homme.
Rens.: tél. 022 776 52 37

Haïti

Rendez-vous à Genève le 30 octobre pour une rencontre de solidarité

Selon les accords conclus cet été entre le gouvernement légitime et les forces armées d'Haïti, le président Aristide devrait rentrer dans son pays le 30 octobre 1993. Les événements de ces dernières semaines font planer des doutes sur le respect de la parole donnée et sur la volonté de la communauté internationale de contribuer à la solution de la crise dans le sens des attentes du peuple haïtien. Pour manifester publiquement votre soutien au processus de retour de la démocratie, la Plate-forme Haïti de Suisse (dont la Cotmec est membre) vous invite à venir

1° au stand d'information le samedi 30 octobre, de 14h. à 17h.

2° à la soirée qui suivra dès 17h. à la salle de paroisse située au-dessus de l'église du Sacré-Coeur, place du Cirque ...pour suivre en direct les dernières nouvelles d'Haïti (sur écrans vidéos) avec divers témoignages. Pique-nique: chacun amène de quoi partager, des boissons seront vendues sur place.

La Conférence des Évêques suisses solidaire avec le peuple haïtien

Suite à diverses interpellations, la Conférence des évêques suisses a décidé de publier une déclaration appelant à mettre fin à la violence en Haïti. Enfin, des autorités de l'Eglise catholique osent prononcer un message sans équivoques à ce sujet! Un geste qui était fort attendu en Haïti et que nous saluons chaleureusement!

«Mettre fin à la violence»

Déclaration de la Conférence des Evêques suisses (CES)

«La violence quotidienne que subissent les Haïtiens depuis deux ans vise maintenant directement les autorités civiles du pays. Le 14 octobre, le ministre de la justice Guy Malary et ses gardes du corps étaient abattus dans la rue. Des menaces pèsent sur d'autres membres du gouvernement. Mais les simples citoyens aussi sont victimes de la terreur. Dans la journée du 7 octobre, une quinzaine de personnes auraient été blessées par des armes à feu à Port-au-Prince et trois seraient décédées. Il s'est avéré que les responsables de ces actes sont des *personnes liées à l'armée et à la police haïtienne.*

Le peuple haïtien attend de l'armée et de la police qu'elles appliquent la constitution en vigueur et fassent droit à sa volonté exprimée dans les urnes en décembre 1990. La violence n'est pas un argument politique. Elle ne saurait empêcher le retour à la légitimité démocratique approuvée par les parties en cause dans l'accord dit de "Governor's Island" du 3 juillet 1993. C'est pourquoi nous demandons à ceux qui détiennent les armes dans ce pays et à leur commanditaires de cesser toute atteinte à la vie et à l'intégrité physique de leurs concitoyens et concitoyennes.

Nous demandons également à la communauté internationale de tout entreprendre pour que l'accord mentionné ci-dessus soit complètement appliqué dans les délais fixés. Nous exprimons notre solidarité envers le peuple haïtien et prions pour que la violence dont il souffre actuellement cesse immédiatement».

Fribourg, le 18/10/1993

pour la CES
le président:

+ Mgr Pierre Mamie
Evêque de Lausanne, Genève et Fribourg

JAB
1231 Conches

Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

cotmec

Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique à Genève
16, bd du Pont d'Arve
- 1205 Genève -
Tél.+Fax.: (022) 329.26.81
CCP 12-21551-1
Mensuel
Abonnement: Fr. 12.- / an
Rédacteur responsable:
Dominique Froidevaux
Ont collaboré à ce numéro:
Maryse Durrer, Antoine Droin, M. Costermans, R. Pasquier, J.-C. Roulin, D. Froidevaux
Imprimerie de Châtelaine

Sommaire du n° 158

1 Afrique du Sud: le temps des mesures positives
1 A la santé des morts
2 Casamance indépendante
2 Migros et café solidaire
3 Mini-dossier: Médiateurs de paix en Afrique du Sud
4 Hommage à P. Davies
4 Haïti 30 octobre

COTMEC INFO

commission tiers monde de l'église catholique

N° 158 / Mensuel / Octobre 1993

Haïti: page 4

Mini-dossier, p. 3
Médiateurs de paix en Afrique du Sud

A la santé de tous les saints!

J'avais souvent remarqué que lorsque mes amis Sénégalais buvaient quelque chose, ils en versaient quelques gouttes sur le sol avant de se désaltérer. Un jour que je prenais une bière avec l'un d'eux, je renversai mon verre après l'avoir déjà en partie vidé. Avec humour, mon ami m'expliqua que les ancêtres étaient servis eux-mêmes puisque je les avais oubliés! Cette anecdote singulière illustre bien à quel point la communion avec les morts est pour nos frères d'Afique une réalité quotidienne qui a prise jusque dans les gestes les plus simples de la vie. Ce qui m'a toujours impressionné, c'est que pour eux le départ d'un être cher ne signifie pas rupture de relations, mais au contraire que c'est un appel à une vie nouvelle avec lui.

Les défunts continuent d'une certaine manière à jouer un rôle très important dans le devenir de leurs proches. Ce qui n'est d'ailleurs pas toujours sans problèmes, puisque cette relation aux ancêtres peut parfois être vécue comme contraignante, voire tyrannique. Reste que le culte des ancêtres est pour eux fondamentalement ouvert sur l'avenir, parce que ceux-ci font partie intégrante du monde des vivants. La mort n'est qu'un passage obligé qui n'engendre pas cette mélancolie désespérante dont nous avons parfois tant de peine à émerger chez nous. Je pense ici en particulier à ces brumes funèbres qui envahissent nos cimetières à l'approche du 1er novembre!

La piété populaire a trop souvent déplacé le sens de la Toussaint en habillant cette fête du manteau de tristesse que portent habituellement funérailles et autre "jour des morts". Lorsque la pluie devient complice de nos chrysanthèmes et de nos liturgies éteintes, il devient difficile de ne pas se laisser envahir par cette torpeur morbide sécrétée par nos froides nostalgies d'un temps idyllique où ceux que nous pleurons étaient encore là! Souvenirs figés et "regrets éternels" achèvent d'emprisonner notre regard sur le passé, comme si le temps s'était arrêté. Nous sommes alors plus morts que nos morts! "Laisse les morts enterrer leur morts, mais toi, va annoncer le Règne de Dieu" (Lc 9,60) lance le Christ aux vivants qui veulent le suivre. Au matin de Pâques, il demande aux femmes qui s'affolent dans le cimetière: "Pourquoi cherchez-vous le Vivant parmi les morts? Il n'est pas ici mais il est ressuscité" (Lc 24,5-6).

La Toussaint est la fête des vivants, de ceux qui connaissent déjà en plénitude cette explosion de la vie qu'est la résurrection, comme de ceux, dont nous sommes, qui y goûtent dans les limites de leur humanité encore inachevée. La communion des saints n'est autre que cette participation à la vie du Christ qui unit dans un même présent l'éternité de ceux qui nous ont quitté et notre sainteté en devenir. Alors, lorsque nous fleurirons nos tombes, nous célébrerons non pas nos souvenirs passés, mais bien nos amours présentes et qui sont à venir. ■

Jean-Charles Roulin

Afrique du Sud
Le temps des mesures positives

27 avril 1994. Retenez la date. Si tout va bien, c'est ce jour-là qu'auront lieu les premières élections multiraciales en Afrique du Sud. Un rendez-vous historique qui devrait marquer la fin d'un système politique fondé sur le mépris de l'homme, *"une des plus horribles tragédies des temps modernes"*, disait encore récemment l'archevêque anglican du Cap, Desmond Tutu. Cette évolution est le fruit du processus de démantèlement de l'apartheid qui fut amorcé il y a trois ans. Mais le compte à rebours a véritablement commencé à la fin de l'été avec la création d'un Conseil exécutif de transition auquel participent des représentants des Noirs et qui, pour la première fois, donne à ces derniers une part de pouvoir dans l'Etat. Ce Conseil devrait contrôler le travail du gouvernement dans différents domaines: maintien de l'ordre, finances, affaires étrangères, droits des femmes, gouvernements locaux et régionaux, etc. Sa création a décidé Mendela à demander à tous les Etats de lever les sanctions économiques qui frappaient encore l'Afrique du Sud. Celles-ci se sont avérées décisives, en dépit des controverses qu'elles ont pu susciter dans notre pays, notamment, qui s'est toujours refusé à participer à une telle stratégie. En tournant la page, Nelson Mandela a cependant voulu marquer le coup: le processus est désormais irréversible et le temps est venu d'envisager des mesures positives d'encouragement pour la démocratie.

Crucifixion d'Azariah Mbatha, Afrique du Sud.

L'attribution du prix Nobel de la Paix 1993 à Nelson Mandela et Frederik de Klerk (15 octobre) va dans ce sens. C'est un solide appui à l'option pour une transition pacifique vers un nouvel ordre politique qu'incarnent ces deux figures de proue. Il n'est pas négligeable tant il est vrai que cette option n'est pas partagée par tout le monde: le Panafrican Congress a affiché ses réticences et ne renonce toujours pas à la lutte armée, le parti blanc Conservateur, l'Inkatha de Buthelezi et les dirigeants de certains Bantoustans se sont déclarés prêts à empêcher les élections. Les violences périodiques dans les banlieues, celles qui sont parfois provoquées par les forces de sécurité elles-mêmes font que chaque acquis reste fragile. Et l'habitude du fonctionnent démocratique mettra forcément du temps à s'ancrer dans une société qui y est peu préparée.

Une majorité des Eglises prend une part active dans cette nouvelle étape de démocratisation. Elles ont fait appel à la solidarité des Eglises soeurs dans le monde pour accompagner la préparation des élections et leur déroulement par l'envoi d'observateurs sur le terrain. C'est une occasion unique pour nous de participer à ce formidable enjeu. Comme l'ont déclaré les évêques sud-africains, il s'agit de *"construire, à travers la démocratie, une société vraiment juste et humaine"*. Après les débats, souvent houleux, que les sanctions avaient suscités dans nos Eglises, cette mesure positive devrait pouvoir recueillir un soutien ferme, avec un maximum d'enthousiasme. ■

Dominique Froidevaux

La Cotmec vous invite à participer à l'envoi d'observateurs en Afrique du Sud. Voir à ce sujet notre mini-dossier, page 3.

La Migros et le café Max Havelaar
N'y a-t-il pas d'alternative à la raison du plus fort?

N'y a-t-il pas d'alternative à la raison du plus fort? Le succès du café Max Havelaar en Suisse nous permet de répondre nettement: OUI, il y a une alternative, puisque des gens ont démontré par l'acte, en achetant du café plus cher que les autres, qu'ils croyaient que seul un prix équitable des matières premières permettra un développement durable; sans grand battage ce café de la solidarité a grignoté 8 % des ventes de café dans notre pays. OUI encore car dans le Sud ce sont près de 100.000 habitants dans 15 pays qui ont vu augmenter leurs ressources depuis que leur travail est payé à un juste prix par la fondation Max Havelaar/Suisse.
Cette réussite exemplaire se joue à quatre partenaires: la Fondation Max Havelaar, des petits paysans, des distributeurs suisses et des consommateurs qui refusent d'accepter plus longtemps que le bien-être au Nord soit basé sur l'exploitation du Sud.

Alors la bataille est-elle gagnée? Ce projet pilote va-t-il s'étendre à d'autres productions? C'est bien possible: la fondation Max Havelaar envisage la prochaine commercialisation d'un "miel solidaire" pour lequel la Coop a déjà déclaré son intérêt. D'autres productions payées au juste prix sont à l'étude.

Pourtant la pratique du commerce équitable, malgré son succès, ne séduit pas tous les partenaires en Suisse. Peu avant l'été, lors d'une émission de radio en Suisse alémanique, la Migros laissait entendre qu'elle pourrait ne plus vendre son café bénéficiant du Label Max Havelaar. Motif: ce type de commerce privilégierait seulement un petit nombre de producteurs. Il vaudrait mieux envisager une autre forme de solidarité, le versement d'un pourcentage du chiffre d'affaire pour soutenir des projets, par exemple. Suite à diverses réactions, le "géant orange" a fait savoir en septembre dernier qu'il renouvelait néanmoins l'expérience pour une nouvelle période de deux ans. Après? Qui vivra verra!

Le malaise -passager?- de la Migros révèle la difficulté des grands distributeurs d'entrer dans une nouvelle logique des rapports Nord-Sud. L'alternative proposée par la Migros est déjà pratiquée par le groupe Merkur: il ne s'agit de rien d'autre que d'une aide caritative à certains travailleurs du café, particulièrement démunis. Aussi nécessaires que soient ces aides ponctuelles, elles ne peuvent constituer une alternative au commerce équitable. Elles sont fondées sur l'idée du maintien des structures actuelles de production et de distribution qui ont été responsables de la chute des prix du café et de l'apauvrissement de ceux qui le travaillent.

La politique du juste prix à payer au producteur suppose au contraire l'introduction de nouveaux rapports. Une rémunération supérieure à celle qui est imposée par les prix du marché permet aux petits paysans d'améliorer leurs conditions d'existence et leur autonomie. Ils peuvent non seulement faire face à leurs besoins élémentaires, accroître leur niveau de santé et d'éducation, mais aussi entreprendre par eux-mêmes de nouveaux projets, par exemple en diversifiant leur production agricole en fonction de la demande des marchés locaux. C'est par ce biais, notamment, que l'on peut espérer lutter contre la surproduction du café qui en fait chuter les prix.

En bref, il s'agit de fonder les relations commerciales sur un nouveau partenariat, de lutter contre l'exploitation du Sud en favorisant une plus grande justice dans l'ordre économique international. Nous espérons que la Migros se laissera convaincre de l'enjeu de la promotion d'un commerce équitable, au-delà des deux années à venir et pour d'autres produits encore que le café. Il faut donner à cette approche des rapports Nord/Sud la chance de devenir contagieuse. ■

Maryse Durer et Dominique Froidevaux
Fondation M. Havelaar,
tél.: 061 311 05 00

Luttes indépendantistes en Casamance

Antoine Droin s'est rendu récemment en Casamance dans le cadre du suivi de projets de coopération avec des partenaires locaux. Il évoque pour nous les luttes indépendantistes qui ont récemment agité cette région du Sénégal en mettant en évidence leur spécificité.

Parler de la Casamance sans évoquer le problème des luttes indépendantistes n'est pas réaliste, puisque cela fait partie intégrante de la vie quotidienne des villageois. En quelque sorte, de la période du couvre-feu à aujourd'hui, les Casamançais n'ont guère repris confiance. Même si, en façade, ils s'efforcent de montrer de l'optimisme et une certaine joie de vivre, l'intérieur reste morose.

La situation est encore très tendue après les événements militaires de ces derniers mois. Tendue dans le sens où l'armée est omniprésente à Ziguinchor, mais aussi dans le sens où règne un climat désécurisant à cause du banditisme. La population parle peu des affrontements d'Oussouye où les militaires sénégalais répliquèrent avec de gros moyens logistiques contre une invasion militaro-rebelle venue de Guinée et fortement armée. Parmi les victimes (200 à 300, selon les sources) ont été retrouvés des soldats et gradés guinéens. Cela tendrait à prouver que le mouvement indépendantiste casamançais, mené notamment par un prêtre, l'abbé Diamacoune Senghor, s'est fait doubler par des éléments d'une armée voisine en mal de solde et d'action.

La période électorale mouvementée au niveau national, puis la saison des vacances et des pluies ont paralysé la vie au Sénégal et repoussé d'autant tout accord avec les indépendantistes de Casamance. Un quart, voire un tiers de la population a fui en Guinée et en Gambie, délaissant les villages et les plantations. Avec la perdurance du banditisme et des pillages, la situation risque d'être catastrophique pour les paysans qui n'auront pu préparer et ensemencer leurs champs.

Un accord de cesser le feu a toutefois été signé en juillet dernier, après de longues négociations menées secrètement par M. Sagna, Maire de Ziguinchor et aussi ministre d'Etat, et grâce à l'entremise d'un comité composé de six prêtres (nommés par l'évêque de Ziguinchor). La Guinée-Bissau a apporté une garantie de non-ingérence.
Contrairement à un premier accord signé en 1992, celui-ci comprend le maintien des forces armées en Casamance, mais aussi la libre circulation et la libération des détenus casmançais. De longues négociations restent à faire portant essentiellement sur l'armement des rebelles et la réinsertion des maquisards. Mais l'essentiel résidera dans l'identité future de la Casamance. Au niveau gouvernemental, le mot "régionalisation" est lancé. Loin de faire l'unanimité, cette proposition peut garder toute sa valeur, pour autant que la volonté en soit bien réelle et tienne compte intégralement des minorités, ce qui n'est pas évident.

Ce conflit fait figure d'originalité en Afrique noire. C'est sans doute la première fois qu'une contrée relativement isolée revendique, toute ethnie confondue, sa reconnaissance nationale d'abord et internationale ensuite. C'est un fait nouveau par rapport à d'autres luttes ethniques pour le pouvoir. Ce qui n'est pas nouveau, en revanche, c'est l'ignorance des pouvoirs publics par rapport aux contrées lointaines de leur territoire. La Casamance a cependant des atouts intéressants, contrairement à d'autres groupes minoritaires, puisqu'elle représente une entité économique florissante, étant dotée d'un climat agréable et propice à la culture, donc à l'auto-suffisance alimentaire, ce qui manque cruellement à bien d'autres pays sahéliens. ■

Antoine Droin

L'auteur de cet article travaille à Genève Tiers-Monde, association d'entraide née il y a dix ans, comme réponse au rejet par le peuple d'une initiative prévoyant une intensification de l'aide au développement (initiative 0.7). Cherchant à appuyer des initiatives locales porteuses d'avenir, GTM a des partenaires dans 11 pays du Tiers-Monde, dont le Sénégal. Renseignements: 022 329 67 68.

Médiateurs de paix en Afrique du Sud !

Le train de la démocratisation est lancé de manière irréversible en Afrique du Sud (voir notre édito), mais il risque de dérailler à tout moment en raison des poussées de violence et du climat d'insécurité qui en résulte. Le tissu social forgé par le régime de l'apartheid est par ailleurs encore peu rôdé au fonctionnement démocratique, toute conquête reste donc fragile. Pour répondre à ces urgences, les Eglises sud-africaines ont lancé un programme d'accompagnement du processus électoral. Elles demandent notamment à leurs Eglises partenaires dans le monde d'envoyer sur place des observateurs internationaux pour la paix. Quelques éclairages afin de mieux comprendre le défi à relever, avec trois témoins privilégiés.

Christian Mellon, membre de la Commission française Justice et Paix est allé cet été en Afrique du Sud dans le cadre du programme oecuménique pour la paix. Selon son analyse (1), le regain de la violence est avant tout le fait des opposants au processus démocratique. A savoir, *"1° l'extrême droite blanche, avec ses relais dans la police et l'armée; 2° le chef Buthelezi et son parti, l'Inkatha qui exacerbe délibérément l'antagonisme tribal entre Zoulous et Xhosas. Sachant que son pouvoir prendrait fin dans une Afrique du Sud démocratique, il veut un Etat zoulou dans une structure fédérale, décentralisée.*
3° certains dirigeants de bantoustans, ces Etats créés dans les années 70 pour regrouper une partie de la population noire. Ceux-ci se trouvent dans la même position que Buthelezi et utilisent leurs forces policières, leurs milices secrètes et des partis politiques à leur solde pour enrayer le processus de transition en suscitant la crainte".

Il y a aussi des facteurs aggravants dûs au lourd héritage du système fondé sur la ségrégation des races: *"de là naît une violence qui repose sur l'inégalité entre les hommes, sur l'ignorance de l'autre, sur la méfiance entretenue. L'apartheid est toujours présent dans les têtes. On ne sait pas trop traiter les différends par la négociation, on ne connaît que les rapports de force. L'idée que l'adversaire est à respecter est peu répandue, on reste prêt à utiliser la force si on n'obtient pas satisfaction par les moyens démocratiques. Pour beaucoup de Noirs, la loi reste perçue comme liée à l'oppression. La police n'a guère de légitimité, ni de crédibilité. Elle est identifiée au pouvoir blanc. Le taux de chômage très élevé incite des jeunes à se faire embaucher pour faire le coup de feu..."*

Violence de la misère

Autre cause manifeste de la violence: la misère qui accable la grande majorité de la population noire. Soeur Claire-Marie Jeannottat est bien placée pour en parler. Elle a vécu 34 ans en Afrique du Sud et y est retournée cet été, après 12 années passées en Suisse. Elle tente de retraduire ce qui se vit au plus bas de l'échelle sociale: *"50% de la force de travail est au chômage, sans allocation; plus de 80% des jeunes arrivant sur le marché du travail annuellement n'en trouvent pas. Conséquences: pas d'argent ni de nourriture ni de santé ni d'éducation ni de vie sociale. La nécessité de survie prend des formes multiples: crimes vols, mendicité. Mais les pauvres survivent aussi en partageant leur pitance en prenant l'initiative d'activités à leur portée: ramassage de déchets, toxiques ou non, recyclage de rejets des riches, pollués ou non..."*.

Par rapport à l'enthousiasme des grandes heures de lutte qu'elle a connu dans les années '70, Soeur Claire-Marie constate maintenant un certain vide politique dans les catégories les plus pauvres qui les éloigne des enjeux de la démocratisation: *"le plus important est la survie immédiate. Les gens ont peur de prendre la parole à cause des milices armées. La politique se fait actuellement à un autre niveau, entre politiciens, y compris à la table des négociations où même les représentants des mouvements de libération sont, somme toute, assez éloignés des angoisses immédiates de la foule".*

Le rôle des Eglises

Face à une réalité aussi complexe, les Eglises ont une tâche difficile mais ne peuvent se dérober. Raymonde Martineau, actuellement observatrice de l'ONU en Afrique du Sud (2): *"la majorité des Eglises regroupées aujourd'hui dans le Conseil sud-africain des Eglises sont devenues une référence en raison de leur rôle crucial dans la lutte anti-apartheid. Elles sont parmi les rares structures qui ont donné de l'assistance, un appui, une raison de vivre et de lutter. Elles tentent depuis longtemps de favoriser le dialogue entre les différentes communautés Elles ont une grande influence sur les jeunes. Après les massacres et les assassinats, de grands leaders religieux comme Desmond Tutu sont souvent présents auprès des familles des victimes. Leur participation actuelle à un programme d'accompagnement des élections est vu comme un atout extrêmement positif".*

Christian Mellon souligne l'engagement des Eglises dans l'éducation des futurs votants: *"J'espère que cela se développera à mesure que l'on s'approchera de l'échéance. Il ne s'agit pas que de l'apprentissage du geste du votant, mais de l'éducation à une culture démocratique".* Il évoque aussi l'enjeu de la présence d'observateurs internationaux de l'Eglise: *"D'abord, nous manifestons la solidarité des Eglises du monde entier avec les Chrétiens d'Afrique du Sud, c'est un signe sensible, ce n'est pas vain. Ensuite, plus il y a d'étrangers dans les zones troubles, plus cela dissuadera les dérapages vers la violence. Mais il est difficile de mesurer l'efficacité de cette dissuasion. Notre présence facilite le dialogue, l'organisation de table-rondes, le fonctionnement régulier de la justice, de la police... Notre efficacité est celle d'un catalyseur."*

Eveiller les consciences

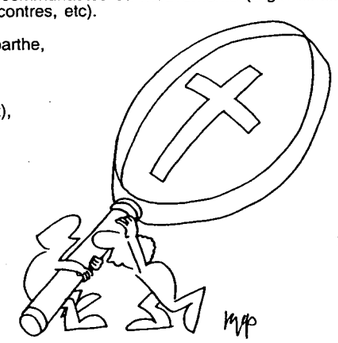
Les évêques catholiques ont produit un document qui propose des repères pour des élections crédibles et une démocratie qui devrait permettre à tous de travailler à *"une société vraiment juste et humaine"* (3). Il est considéré comme une référence par les autres Eglises. Toutes confessions confondues, elles sont en effet concernées par l'éveil des consciences comme en témoigne Soeur Claire-Marie: *"il faut rendre justice aux Eglises, elles sont là où les choses se passent, de jour de nuit, partout où c'est possible, pour éduquer, guérir, négocier, faire pression au plus haut niveau et inspirer, au plus bas, le peuple dans sa quête des droits qu'il n'a jamais connus".* Et leur action, dans le respect de la liberté des mouvements politiques, devra continuer au-delà des élections d'avril '94, avec une nouvelle teneur: *"ces mêmes Eglises,* dit toujours Soeur Claire-Marie, *qui doivent actuellement s'abstenir de toute politique de parti dans l'exécution du programme d'éducation aux élections, devront également faire face au défi d'une fidélité aux plus pauvres après les élections, quel que soit le vainqueur".* ■

Dominique Froidevaux

1. Extraits de son témoignage paru dans "La lettre" de la Commission française Justice et Paix, sept 93.
2. Mme Martineau, membre du Comité d'évaluation / COTMEC, nous a accoré une interview pour Présence au Monde (Titre: "Le jour où tous les Sud-Africains pourront voter", à commander en cassette à Radio-Cité: tél.: 022 342 37 00).
3."En marche vers la démocratie en Afrique du Sud", Lettre Pastorale de la Conf. épiscopale parue dans la Doc. catholique, N°2073, juin 93.

Nom de code: EMPSA
(ECUMENICAL MONITORING PROGRAMME ON SOUTH AFRICA)
Un programme d'observateurs internationaux des Eglises pour la paix.

Coordonné sur le plan international par le pasteur Daniel Ntoni-Nzinga (COE/Genève) et Mme Christine Savat (Justice et Paix/ Belgique), le programme EMPSA est relayé en Suisse par un groupe de travail oecuménique. Une vingtaine d'observateurs suisses devraient y participer, après formation, pour des périodes de six semaines, dès maintenant (prochaine session de formation: les 4 et 5 décembre 93). Mais ce programme est surtout une chance à ne pas manquer pour vivre une solidarité active avec les Eglises d'Afrique du Sud et partager leur espérance. Plusieurs modes de soutien sont à portées des paroisses, mouvements ou communautés:
-trouver des candidat(E)s,
-participer au financement d'une mission d'observation,
-mener une campagne de sensibilisation et d'information,
-faire en sorte que les observateurs que l'on connaît soient portés par de larges secteurs de nos communautés ou mouvements (organisations de liturgies d'envoi, de rencontres, etc).
Pour tout renseignement:
tél. 022 329 47 64 (O. Labarthe, Témoignage et Solidarité / ENPG)
ou 031 381 59 55 (J.-C. Huot, Justice et Paix),
ou à notre secrétariat,
tél. 022 329 26 81.



➤ Suite de la page 3

Chez eux, on est reconnu pour ce qu'on sait faire. On est bon chasseur, bonne sage-femme, quelqu'un qui sait dire les vérités aux autres... Un chef n'est pas quelqu'un qui a un pouvoir sur les autres mais un savoir-faire spécifique. Depuis une dizaine d'années il y a des rencontres inter-Pygmées, il y a des formations spécifiques pour les Pygmées qui participent à ce type de rencontres. On y a étudié ce qui perturbe la vie Pygmée. En particulier l'exploitation économique de la forêt. On enlève ce qui est leur vie, leur habitat, leur nourriture, leur pharmacie, leurs danses, leurs rites. Les safaris viennent pour tuer certains animaux, cela est autorisé par les Etats mais on ne consulte pas les Pygmées.

Quels sont leurs atouts?
Leur grand atout est leur grande capacité d'adaptation à la forêt ce qui peut-être une force, mais aussi une faiblesse. Dans certains cas, il n'y a bientôt plus de forêts à leur disposition. Les projets de la Banque mondiale concernant les forêts pensent à tout sauf à leurs habitants. Les éléphants, les gorilles, les oiseaux ont bénéficié de protections de tous genres. Mais pour l'être humain: aucune préoccupation. Cela se sait dans le peuple Pygmée et on craint de voir arriver des gens qui veulent créer des réserves, qui veulent "protéger" les animaux, les plantes, à leur détriment.
Après cette année des peuples autochtones il faut parvenir à assurer très fermement la reconnaissance de leurs droits à la dignité, à l'existence, à leur spécificité culturelle. Le peuple Pygmée ne fonde pas sa vie sur l'accumulation des biens. Il faut qu'il puisse exprimer sa richesse et sa différence. ■

Propos recueillis par
D. Froidevaux

Au Rwanda, les Pygmées s'organisent

Les Twa, premiers habitants du Rwanda, sont divisés en deux sous-groupes: les potiers et les chasseurs des forêts primaires. En tout: 30'000 âmes. Une poussière face aux deux ethnies dominantes du pays. Ils tentent de s'organiser pour maintenir leur intégrité culturelle et tout simplement survivre.

Marginalisés depuis des siècles, en butte à la ségrégation et aux humiliations des groupes majoritaires, ils servaient à amuser par leurs danses et leurs chants les fêtes des grands, à exécuter certains travaux dégradants (la fonction de bourreau...) et ne pouvaient éviter le viol de leurs filles dont l'accouplement avait, paraît-il, une valeur thérapeutique.

De nos jours, ils doivent subir pire encore: la forêt se dégrade. les braconniers se multiplient et de grands projets financés par la Banque Mondiale transforment les zones forestières en pâturages. Les ***Twa*** n'ont plus qu'à se réfugier à la lisière et à se transformer en éleveurs et cultivateurs. Ou plus modestement en ouvriers agricoles. Ces perturbations risquent de conduire à la disparition de cette ethnie qui accuse un taux de croissance de 0,3 % alors que celui du pays est de 3,7 %. Reste l'assimilation culturelle, retardée du fait des frais scolaires excessifs et de la ségrégation scolaire dont les enfants pygmées font les frais. Retiré de son milieu naturel, incapable de s'intégrer, le Twa est condamné à la clochardisation. Un destin qui n'est pas sans rappeler celui des Indiens d'Amazonie ou du Canada.

En 1989, une organisation est instituée dont le nom seul définit son programme:
Association pour le Développement intégré des Groupes Marginaux. Le groupe comprend exclusivement des représentants des milieux gouvernementaux, économiques, militaires et quelques représentants religieux. Et ses fonds proviennent du budget de l'Etat relayé par des ONG étrangères.

Les Twa se sont vite rendus compte que cette association ne les favorisait pas et ne servait qu'au prestige de quelques dirigeants. Pour ne pas dire plus. Ils décidèrent alors de créer leur propre groupement de défense, en 1991, qu'ils dénomèrent:
Association pour la Promotion des BATWA (APB) et parvinrent à se faire reconnaître sur le plan international. C'est ainsi que l'APB est membre fondateur de l'Alliance Mondiale des Peuples Indigènes des Forêts Tropicales. On se mit rapidement au travail en ouvrant un centre artisanal pour les jeunes et en mettant en valeur quelques hectares de terre sis dans une vallée proche de Kigali, la capitale du pays.

Le succès de l'APB ne fut pas du goût de tout le monde. Chacun n'apprécie pas que les pauvres prennent en main leur sort, préférant se défendre par eux-mêmes plutôt que de s'en remettre à la protection équivoque des riches. A deux reprises le Président de l'Association fut agressé physiquement. La même aventure arriva au Coordinateur de projets. Ces intimidations ne découragèrent pas les militants.

Le succès de la cause des Twa passe par le soutien que l'étranger - et en particulier les medias - apporteront à l'APB. ■

Guy Musy

Ces notes ont été rédigées à partir du témoignage de Tharcisse Gakuba, de passage à Genève, vice-président de l'Association pour la Promotion des Batwa. La Cotmec peut établir des contacts pour des personnes ou groupes intéressés à soutenir l'APB.

Agenda 1994

❑ Vendredi 14 janvier - 20h15
Paroisse St-Paul
(6, av. St-Paul, Genève, tram 12-arrêt "Grange-Canal)
ET SI QUELQUE CHOSE DE NOUVEAU NOUS VENAIT D'AFRIQUE!
Soirée d'information à l'occasion du Synode Africain avec le Père LUNEAU (o.p.), Sociologue des religions.
Interpellateur: Justin Kahamaile (Cotmec)
Org,: Pax Christi et Cotmec.

Le Père Luneau sera à Martigny le 15, 9h45-13h00, au collège Ste-Marie pour une journée d'étude de Pax Christi.

❑ **FESTIVAL DES FILMS DU SUD: Accent mis sur le cinéma asiatique.**
- 30.1.- 6.2. à Fribourg (Rex)
- 7-17.2.à Lausanne(Bellevaux)
- 10-20.2 à Genève (Grütli)
Renseignements,
Tél.: 022 344 38 54

❑ 9 février au Grütli (GE)
Première mondiale du film de Volkmar Ziegler
LES YANOMAMIS AU TEMPS DES CONQUÊTES
Film cofinancé par la Fédération Genevoise de Coopération, la Coopération suisse et diverses ONG. Un film à voir absolument. Il traite d'un thème d'actualité: les violations des droits des Indiens par les chercheurs d'or et les militaires au Brésil (voir dossier "démarcation" ci-joint).

❑ 19 février, Berne, dès 11h00, FÊTE D'OUVERTURE DE LA CAMPAGNE DE CARÊME 94, Thème: **«LES FEMMES ANIMENT LE MONDE», Avec Ruth Dreifuss et Rigoberta Menchù.**

❑ Dans ce même cadre aura lieu une grande conférence avec débat à Genève: le 21 mars, dès 18h00, avec 2 femmes du Sud. Retenez déjà la date, plus de renseignements en janvier.

❑ La Brochure **"Afrique du Sud, le tournant décisif"** publiée dans le cadre du programme EMPSA par le Groupe Eglise du MAAS et les Cotmep et Cotmec vient de sortir au prix de francs 5.-
Commandes:T. 022 329 26 81

JAB
1231 Conches

Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

cotmec

Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique à Genève
16, bd du Pont d'Arve
- 1205 Genève -
Tél.+Fax.: (022) 329.26.81
CCP 12-21551-1
Mensuel
Abonnement: Fr. 12.- / an
Rédacteur responsable:
Dominique Froidevaux
Ont collaboré à ce numéro:
Maryse Durrer, Guy Musy
M. Costermans, J.-C. Roulin,
D. Froidevaux.
Imprimerie de Châtelaine

Sommaire n° 159-160

1 Burundi:reconstruire l'espoir
1 Un foulard qui dérange
2 Affaire Mgr RUIZ (Mexique)
2 Accords de paix Israël-Palestine
3 Mini-dossier: Le peuple Pygmée
4 Les *Twa* du Rwanda
4 Agenda 1994
4 Livre: «Afrique du Sud, le tournant décisif»

COTMEC INFO

commission tiers monde de l'église catholique

N° 159-160 / Mensuel / Novembre-Décembre 1993

Mini-dossier, p. 3
Peuples autochtones: Les Pygmées

Un foulard qui dérange!

Lundi 15 novembre: deux élèves musulmanes sont exclues définitivement de leur collège à Nantua, parce qu'elles refusent d'enlever pendant les cours le foulard prescrit par la loi islamique. En octobre, les enseignant de ce même collège avait tenu une grève d'un jour pour manifester leur *"inquiétude devant l'apparition de signes religieux ostentatoires mettant en danger la neutralité de l'enseignement"*. Quelle dérision! Depuis la révolution de 1789, la France patauge régulièrement dans les marais de la sacro-sainte laïcité. Erigée en idéologie, celle-ci n'échappe pas aux dérapages tyranniques dans l'application de principes quasi-dogmatiques. Il se trouve toujours quelques inquisiteurs pour protéger de toutes influences néfastes la prétendue neutralité d'un enseignement qui se veut areligieux. Ces nouveaux chasseurs de sorcières ne s'aperçoivent pas que l'intégrisme laïc reproduit exactement les travers des fondamentalismes qu'ils dénoncent.

Nous sommes actuellement poussés à porter un regard sur l'Islam qui se fige sur ses excès. Traumatisés par la débâcle algérienne et par les exactions de quelques groupes fanatiques sur leur territoire, les Français voient en la forte présence musulmane parmi eux une menace de leur identité. Un amalgame malsain s'établit dans l'esprit de beaucoup entre terroristes, musulmans et immigrés. Plutôt que de dédramatiser certains faits qui ne menacent que l'unité de l'Islam lui-même, on donne à ses intégristes des "martyrs" par les sanctions qui sont prises. C'est là le meilleur moyen de renforcer une identité musulmane en crise qui se manifeste déjà trop souvent par son opposition à la culture occidentale. Un fossé d'incompréhension et d'intolérance se creuse entre des populations qui sont appelées à être solidaires pour affronter les multiples défis de notre société qui les concernent indistinctement. Il est évident que l'Europe ne se fera pas sans l'Islam, comme l'Islam ne pourra gérer sa crise face à la modernité sans l'Europe!

En cette fin de siècle, le retour en force de la composante religieuse dans l'évolution de l'Occident provoque de fortes réactions. A témoin, les nombreuses polémiques autour d'un catholicisme qui tend à s'affirmer vigoureusement par la voix de son autorité.

Oserons-nous sortir de nos sacristies, de nos mosquées et de nos bureaux ministériels pour empoigner ensemble les vrais débats de fond concernant notre avenir, plutôt que de nous réfugier dans les étroits couloirs de la peur de l'autre différent? Considérant la détermination à laquelle se sont heurtés les deux jeunes filles musulmanes, il serait par exemple permis d'espérer que l'on poursuive avec le même acharnement les trafiquants d'armes, qui ne confessent de loin pas tous en France qu'Allah est grand! ■

Jean-Charles Roulin

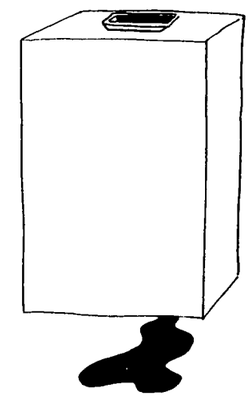
Burundi
Reconstruire l'espoir

La nuit du 20 au 21 octobre derniers, le Burundi a basculé dans l'horreur: un putsch sanglant a décapité les plus hautes autorités du pays et engagé une spirale de vengeances et de répression terriblement meurtrières. Une voie pacifique vers la démocratie et la réconciliation a été assassinée (voir Cotmec-info N°157, septembre 1993).

Le pays se retrouve décimé, ravagé, vidé de près du huitième de ses habitants qui ont fui dans les régions voisines (environ 700'000 réfugiés) et se trouvent confrontés à de graves problèmes pour se nourrir, pour lutter contre les épidémies. A l'intérieur du pays, beaucoup de personnes sont également déplacées et vivent toujours dans l'insécurité.

Nous manquons de place, dans le présent bulletin, pour analyser les tenants et les aboutissants d'une crise extrêmement complexe[1]. Pour les commissions Tiers Monde, qui se sont trouvées sollicitées par des exilés burundais de différentes tendances, le temps est d'abord à l'écoute patiente et attentive. Ce sont les Burundais eux-mêmes qui reconstruiront leur pays. A travers une amorce de démocratisation exemplaire, dans laquelle se reconnais-

➤➤➤ Suite en page 2 ➤➤➤



Merci de renouveler votre ABONNEMENT

Numéro spécial

Vous trouverez en supplément de ce numéro:
- Un feuillet blanc regroupant diverses prises de parole autour du 25e anniversaire de la Cotmec et du prix "Courrier" des Droits de l'Homme.
- Un feuillet gris présentant le bilan d'activité de la campagne "Démarcation", à laquelle la Cotmec a contribué au cours de cette années des peuples autochtones.
- Un feuille de pétition en faveur des Tziganes de Suisse à remplir et retourner rapidement si vous décidez de la soutenir

... et un bulletin vert pour renouveler votre abonnement au CCP 12- 21551-1! Prix: 12.- francs par an.

La feuille jaune reste le mensuel le moins cher de Suisse. Profitez aussi de l'occasion pour promouvoir Cotmec-info autour de vous, en offrant par exemple un abonnement pour certains de vos amis. Cotmec-info est auto-financé par ses lecteurs, ce qui constitue un atout appréciable pour sa liberté de ton. Nous envoyons Cotmec-info gratuitement dans les pays du Sud, grâce aux abonnements de solidarité que certains d'entre vous souscrivent régulièrement.
Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou celles qui auraient des difficultés financières peuvent considérer ce bulletin vert comme non avenu.

Nous profitons de l'occasion pour dire nos meilleurs voeux à nos lectrices et lecteurs pour tout ce que cette nouvelle année contient de promesses.

➤ Suite de la première page

saient des membres de toutes les ethnies, ils avaient conquis une nouvelle dignité. Elle ne saurait leur être enlevée.

Au coeur même de la tempête, relevons quelques signes d'espoir, même ténus: des missionnaires ont témoigné de l'entraide entre paysans *hutu* et *tutsi* fuyant les zones d'affrontement; de la solidarité des populations locales des pays voisins qui, en l'absence d'aide extérieure, ont sacrifié de leur nécessaire pour les réfugiés; d'appels au calme, à la clémence, même de la part de personnes qui ont perdu des leurs; du courage de personnes qui ont mis leurs vies en danger pour sauver la vie de membres d'autres ethnies que la leur...

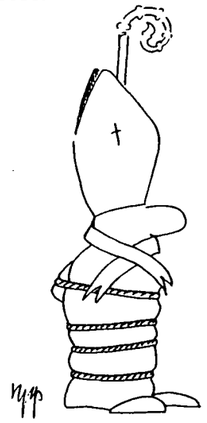
Un homme de dialogue, le frère dominicain Emmanuel Ntakarutimana nous invitait récemment à ne pas démissionner dans notre foi en l'humain, au cours d'une interview qu'il nous a accordée(2).. *«On ne peut bâtir l'avenir sur des rapports de force. Il nous faut nous rassembler sur des valeurs éthiques, notamment la priorité à l'être humain. Tout ce qui nie l'humain doit pouvoir être combattu par un camp comme par l'autre. Il y a eu, dans l'histoire récente du Burundi, beaucoup de paroles sur la réconciliation et l'unité. Cela ne naît pas par décret. La base doit d'abord être la justice. On ne fait pas cadeau de la démocratie et de la justice, ce sont des droits inaliénables autour desquels nous devons construire un nouveau consensus. Nous avons besoin de personnalités de dialogue qui travaillent à une nouvelle société, une société dans laquelle nous pourrons vivre tous ensemble».* Emmanuel ajoutait encore à notre intention *«Là où l'humain est menacé, c'est tout homme qui devrait se sentir interpellé».* Cet appel ne devrait pas rester lettre morte(3).■

Dominique Froidevaux

(1). La Cotmec met à la disposition des personnes intéressées une documentation plus détaillée sur la crise burundaise.
(2). *"Burundi, l'espoir à reconstruire"*, interview du frère Emmanuel Ntakarutimana, supérieur des Dominicains pour l'Afrique, par D.Froidevaux. Diffusion sur Radio-Cité, mercr. 5 janvier 1994.
(3). Une piste pour des actions solidaires: la création du ***Comité pour la paix et la démocratie en Afrique des Grands lacs.*** Adresse pour renseignements: p.a. Claude Bossy, 3, ch. Fief-de-Chapitre, 1213 Petit-Lancy.

Vaticanly correct ou non

C'est la question qu'a dû se poser Mgr Ruiz, évêque de San Cristobal de las Casas (Nord du Mexique) en répondant à la convocation du nonce apostolique à Mexico. Il était invité à réviser ses positions théologiques et ses pratiques pastorales dans le diocèse.



Et pourtant son action est dans le droit fil de l'option préférentielle pour les pauvres telle qu'elle a été affirmée et confirmée à de multiples reprises que ce soit à Medellin, Puebla ou St Domingue. Pour s'en convaincre il suffit de lire la lettre pastorale datée du 6 août 1993, lettre dans laquelle Mgr Ruiz, «l'évêque des Indiens» fait le bilan de la démarche pastorale du diocèse au cours des trente dernières années. On peut y lire: *«Au début, nos programmes pastoraux visaient en priorité les plus nécessiteux. Mais à force de vivre avec "les pauvres de Yawhé", nous avons découvert leur grande souffrance. Nous avons donc été conduits par les circonstances à dénoncer les spoliations et, à la lumière de la réflexion évangélique, à faire plus clairement le choix des pauvres»* ou plus loin: *«Parce que nous connaissons la douloureuse réalité de nos frères les plus pauvres parmi les pauvres, nous avons choisi de les accompagner comme le bon samaritain dans leur recherche vraie d'une nouvelle société basée sur la justice et la fraternité».*

Il est évident que cette attitude déplaît fortement aux autorités civiles et politiques mexicaines... mais on osait espérer qu'elle aurait l'approbation totale des autorités religieuses. Si la mise à l'écart de Mgr Ruiz se confirme on ne peut s'empêcher de penser qu'elle est le prix à payer pour de bons rapports Eglise-Etat. Alors vaut-il mieux être "vaticanly correct" ou fidèle à l'Evangile? Qu'en pensent les Indiens et les Indiennes du Chiapas? ■

Maryse Durrer

Dernières nouvelles!

Débordé par les réactions de solidarité le nonce abandonne

Les graves accusations contre Mgr Ruiz ont provoqué une avalanche de protestations, à tel point que le nonce apostolique a vu son fax complètement paralysé par les messages qu'il recevait du monde entier. Il a dû changer de numéro de fax et revenir sur sa décision de déplacer Mgr Ruiz.

20'000 Indiens du Chiapas ont adressé une lettre au Pape en soutien à Mgr Ruiz. Parmi les autres prises de position très fermes dont nous avons eu connaissance on peut citer celle de Rigoberta Menchu, celle des Jésuites du Mexique, et de nombreux évêques mexicains.

Il semble que le nonce a voulu faire son opération de la manière la plus discrète possible, invoquant une condamnation de Mgr Ruiz venant de Rome qui n'est peut-être même pas officielle... Cela a heureusement échoué. Grâce à une solidarité massive.

Merci au réseau d'information Kairos et à l'agence de Diffusion de l'information sur l'Amérique latine DIAL pour leurs communiqués rapides et complets sur cette affaire (à disposition à notre secrétariat) La transparence est le meilleur atout contre les abus de pouvoir! ■

D.F.

Accords de paix israélo-palestiniens

une brèche dans une situation sans issue.

Le 13 septembre 1993, le monde assistait médusé à ces accords, appuyés d'une timide poignée de mains entre Arafat et Rabin. Il est peut-être bon de souligner les nombreuses poignées de mains, beaucoup plus cachées des Israéliens et des Palestiniens qui, sur le terrain, essayaient de dénouer la situation, de l'améliorer, de trouver pour chacun des deux peuples une place au soleil. C'est à ces artisans de l'ombre que nous devons rendre hommage.

Le 13 septembre, pour la 1ère fois, des enfants, des adolescents ont fêté ensemble un nouvel espoir d'avenir.

Que représentent ces accords?

Les textes disent à la fois tout et rien. Si on prévoit une auto-administration palestinienne de Gaza et de Jéricho, si l'on ouvre une brèche à un dialogue, si, surtout, on reconnaît pour la première fois le peuple palestinien comme peuple et comme interlocuteur, on ne dit en revanche rien sur le statut de Jérusalem-Est ni sur les réfugiés de 1948 ni sur les colonies sionistes implantées (100.000 personnes) dans les Territoires occupés. Ces accords interviennent à un moment où, des deux côtés, on est à bout de souffle et où l'on se dit qu'on ne peut continuer ainsi. Ces accords ouvrent des portes, ils permettent de rêver, d'envisager un autre avenir, d'aboutir à un développement durable. Mais les défis à relever sont nombreux. Le plus difficile sera de construire une nouvelle société.

Pour les Israéliens un mythe s'est écroulé. Ceux qui, jusqu'ici étaient des "terroristes", avec qui il était interdit d'avoir des contacts sont devenus des "interlocuteurs".

Pour les Palestiniens, il y a désormais la possibilité d'avoir enfin un espace de liberté propre pour construire quelque chose. Tout est désormais *possibilité*, jusqu'ici, rien n'est *certitude*.

La situation actuelle dans les territoires occupés n'a pas changé, on y déplace toujours les populations, on confisque toujours des lettres, on doit toujours avoir des laisser-passer, une bureaucratie énorme rend toujours la vie aussi impossible. L'optimisme ne s'est encore concrétisé en rien.

Tout se jouera donc sur ce que l'on fera de ces accords. Pourra-t-on agir de manière créative sans présence militaire ou administrative constante?
Ce n'est pas le moment de se reposer sur ses lauriers: les diplomates devront continuer à négocier, les Palestiniens devront continuer à maintenir leurs exigences, il faudra toujours revendiquer ses droits, exiger l'arrêt des exactions, demander la libération des prisonniers.

Il faudra que ce ne soit pas une paix de «bon débarras» mais une volonté de construire la paix au sein des communautés.

Il faudra promouvoir une paix d'égalité, de convivialité. L'espoir est permis mais tout reste à construire. ■

Monique Costermans

La plainte de la forêt

Quel espoir pour le Peuple pygmée?

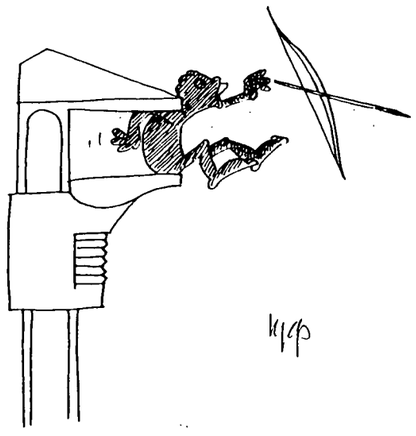
Fina Bijnens, belge et spécialiste en développement, a vécu une vingtaine d'années en Afrique, notamment parmi les Baka, peuple pygmée du Cameroun. Après les mini-dossiers de Cotmec-info concernant les peuples autochtones d'Océanie, d'Amazonie et d'Australie, le témoignage de Fina tente encore une fois de faire entendre la parole de populations menacées dans leur survie. Guy Musy évoque en outre la lutte des pygmées Batwa du Rwanda pour faire valoir leurs droits aujourd'hui.

Comment vivent les Pygmées de nos jours?
- Ils ont des liens très forts avec la forêt. Ils vivent en groupe où la relation sociale se veut harmonieuse. Vivre en paix avec les autres, avec les forces de la nature et avec les esprits est un idéal pygmée. D'ailleurs, lorsqu'une activité se prépare, rien ne peut les troubler. La recherche de l'harmonie est primordiale. On a besoin de cette ambiance pour vivre. Toute la vie est basée sur la conciliation de "la chance". On porte beaucoup d'attention à l'aujourd'hui. Ils vivent dans l'aujourd'hui de Dieu.

Est-ce un peuple très religieux?
- Oui. Tout est religieux. Tout se passe avec Komba, Dieu. Le souci de vivre en harmonie avec Komba et les forces de la nature est omniprésent: les conditions de vie dans la forêt sont dures, très austères. On doit faire avec les insectes, les maladies de la forêt, les difficiles conditions de chasse et de cueillette. On doit rechercher l'harmonie dans la préparation de toutes les activités quotidiennes, en particulier pour la chasse qui est revêtue d'une haute charge symbolique. Les Baka gardent toujours l'esprit vif, l'oeil, le nez beaucoup plus sensibles que les nôtres. Toujours en recherche. Ils sont indifférents aux choses inutiles. Leur culture est ouverte au monde de l'imaginaire que l'on retrouve dans les contes, les légendes, les chants, les danses. On danse à toute occasion. De là, toute une culture primitive dans ses techniques matérielles, mais fort unifiée dans tout le territoire d'un groupe. Leur culture ne comprend pas seulement une mythologie auxquels prennent part les animaux de la forêt, mais également une métaphysique compliquée révélant une pensée élaborée qui n'a rien à envier aux autres cultures africaines.

Quels sont les principaux axes autour desquels s'organise leur vie de chaque jour?
Ils ont leurs lois, les initiations, les interdits, la morale du groupe et, jusqu'ici, on est arrivé à le conserver dans certains groupes. L'obligation de la cohésion, de l'entraide entre familles fait qu'il n'y a pas de place pour l'isolé. Isoler quelqu'un c'est le condamner à mort. Le sens du partage repousse l'individualisme, l'égoïsme, le chacun pour soi. Avec l'arrivée de l'argent ces valeurs-là sont en train d'être remises en question. Les Pygmées ont un sens inné d'une musique très élaborée. Ils ont des instruments fabriqués avec des choses de la forêt. Très simples et très agréables à écouter.

J'ai aimé vivre avec cette population. Leur simplicité de vie est une invitation. Tout ce qui est artificiel tombe. Dans le coeur de la forêt on est obligé d'aller à l'essentiel de la vie.
Un jour j'ai été invitée à participer à l'initiation du *Yeli*, rite des femmes qui sont initiées à la vie de la forêt. Toute une nuit j'ai pu participer à la danse, à l'*appel de la chance*. C'était aussi la préparation du départ des hommes à la grande chasse. Voir chanter un peuple toute une nuit avec foi, avec la conviction que la chance va venir de leur force spirituelle dans la forêt, je me suis dit: "qui de nous aurait la force de chanter et de danser toute une nuit pour son Dieu?". Là j'ai découvert une de leurs forces et de leurs valeurs fondamentales.
J'ai aussi eu la chance d'assister à des cérémonies de pardon, de guérison avant d'offrir les offrandes à Dieu. Il y toujours la même préoccupation dans ces rites: l'unité, dans le groupe, avec les forces de la nature.
Une autre chose m'a frappé: leur sens du *vivre aujourd'hui*. Un de leurs proverbes dit: *«de tout ce que tu récoltes prends uniquement ce que tu as besoin aujourd'hui. Tout ce que tu vas accumuler, Dieu pourra te le prendre»*. Ce jour-là j'ai senti le dilemme de notre option de développement qui consiste à tout prévoir. Si on est pour un développement purement économique on est tout à fait en porte à faux avec des peuples tels que les Pygmées.
Il semble que, pour survivre, ce peuple a beaucoup dû apprendre à ruser. Souvent on oppose le cultivateur comme dominateur et les Pygmées comme opprimés. Il faut faire attention. L'un opprime peut-être pour obtenir ce qu'il veut mais le Pygmée obtient par la ruse. Il va se faire petit, mais il arrive par la ruse à obtenir ce qu'il veut. Lorsque les chantiers forestiers se sont installés dans la région, ils ont réuni les Pygmées et les populations paysannes Bantu. Ils ont demandé aux paysans:



«Qu'attendez-vous de nous?».
Ceux-ci ont répondu: *«Du travail, de l'argent, des maisons, des habits». «Et vous les Pygmées que cherchez-vous?».* - *«Nous,* ont dit les Pygmées, *on va se mettre sur le bord, on va trouver ce que l'on veut avoir».* En fait ils ne voulaient pas rentrer dans ce système économique. Mais, par ruse, ils savaient comment en tirer profit.

N'est-ce pas une chance pour sauvegarder leur culture?
- Oui. Ceci est une constante. Face aux forestiers, aux "safaris", aux missionnaires, aux chercheurs, ils ont su leurs comportements: ils restent des chasseurs et des cueilleurs. Ils vont cueillir ce qui les intéresse chez celui qui se présente sur leur route.
Même chose avec les autorités politiques. Le Cameroun dit, *"ce sont des Camerounais à part entière"* et voudrait les amener vers une sédentarisation pour les avoir en main. Ce sont les meilleurs pisteurs en cas de troubles. On voudrait les recenser, leur donner des cartes d'identité, établir un contrôle, leur faire payer l'impôt. Mais les Pygmées se dispersent dans la forêt dès que pointent les percepteurs ou les représentants de l'ordre. L'impôt obligerait ce peuple à rentrer dans une économie monétaire ou marchande. Le Pygmée n'est pas prêt à le faire. L'Etat veut en faire des Camerounais productifs et le Pygmée a une autre vision de la productivité. Si au moins on leur laissait ce qui leur revient, la connaissance de la forêt. Ils pourraient travailler à la préserver. Mais il faut vouloir leur donner LEUR place, selon leur choix de vie. On n'en est pas encore là.

Un peuple nomade
La civilisation de l'arc et de la flèche date de 8.000 à 9.000 ans. Selon certaines hypothèses, ils seraient originaires de l'ancienne Mélanésie, comme les Bushmen d'Afrique du Sud. Ils vivent dans les forêts d'Afrique de chaque côté de l'Equateur, du Cameroun au Burundi-Rwanda. Chaque ethnie a son nom, sa langue et son propre mode de vie. Rien qu'au Cameroun, le Peuple de la forêt est composé de trois groupes qui représentent environ 50'000 personnes. C'est un peuple nomade, chasseur, cueilleur.

Autre mécanisme d'intégration: l'école, mais les Pygmées y semblent réticents...
Le peuple Pygmée est un peuple très fier. Une fois qu'ils entrent dans le système ils ne veulent pas perdre la face. L'école n'est pas adaptée à leur rythme, leur vie est rythmée par le soleil et la pluie, par les jours en forêts, et les jours au village. Certains Pygmées craignent qu'avec l'école les jeunes ne veuillent plus retourner en forêt. Ils ont un mode de connaissance propre de la forêt qu'ils ne veulent pas perdre. Certaines démarches ont été faites auprès du gouvernement pour adapter l'enseignement à leur réalité plutôt que de les adapter à l'école telle qu'elle est, mais cela n'a pas abouti. Certains missionnaires essaient d'aller dans ce sens.

Comment s'organisent-ils pour défendre leurs intérêts?
Le peuple Pygmée peu organisé a peu de moyens de faire entendre sa voix. Au Cameroun, il y a peu d'intellectuels capables de parler dans les grandes sphères pour eux. Ils n'ont pas de chefs, c'est une société très communautaire.

➤➤➤ Suite à la page 4 ➤➤➤

n'a pas été retrouvé, mais d'autres oui, et la démocratie a pu s'installer en Argentine.

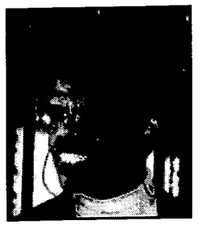
Je pense aussi aux Erythréens qui ont retrouvé leur indépendance, ou aux Sud-Africains noirs qui accèderont bientôt à leurs droits civiques. On nous a critiqués souvent, on nous accusait de gauchistes, complètement politisés et unilatéraux. Et pourtant le fait d'être unilatéral, c'est-à-dire du côté de ceux qui souffrent, qui sont méprisés et exploités, a porté des fruits. Et même si nous nous rendons compte que l'exploitation et la souffrance des peuples du Sud continuent aujourd'hui, l'histoire de la COTMEC montre que l'espérance est un contre-témoignage très puissant à l'injustice.

Nous n'aurions pas tenu le coup si nous n'avions pas pu vivre des moment privilégiés d'échanges oecuméniques. Nous avions organisé des célébrations eucharistiques communes et nos actions politiques au nom de l'Evangile se reflétaient également dans un engagement spirituel. Ainsi les années étaient rythmées par des dates de célébrations: le 24 mars en souvenir de Mgr Romero, le 16 juin pour penser à l'insurrection de Soweto, le 10 décembre pour fêter la Déclaration universelle des Droits de l'Homme. Je garde un souvenir fabuleux de ces moments très forts vécus entre protestants et catholiques.
Et puis lentement, il y a eu un refroidissement. D'abord les évènements extérieurs: l'essoufflement des Sandinistes au Nicaragua, l'enlisement tragique de tant de pays africains, la xénophobie chez nous. Mais aussi des situations nouvelles à l'intérieur de nos Eglises: un pape qui a commencé à mettre des priorités du côté catholique. Et du côté protestant, une sorte de nécessité désespérante de se pencher de plus en plus sur sa propre identité.

Malgré cette évolution, la COTMEC et la COTMEP ont pu créer quelque chose qu'elles n'arrivaient pas à faire elles-mêmes: une structure largement oecuménique, en mettant sur pied AGORA, ce lieu d'Eglise impressionnant qui donne de l'espérance aux requérants d'asile qui arrivent à Genève.
La COTMEC continue avec son travail. Etre prophétique est presque devenu une tradition pour elle. Dénoncer et annoncer, appeler et rappeler, critiquer et construire. Il n'est pas facile d'être prophète, je le sais. Mais je vous confesse que j'ai toujours préféré, en lisant l'Ancien Testament les prophètes aux rois.
Ce soir, au moment de fêter cet anniversaire de la COTMEC, l'injustice continue à être présente dans ce monde, le fossé entre les pays du Nord et ceux du Sud se creusera encore. Mais tant qu'il y a une souffrance humaine dans le tiers-monde, la COTMEC sera nécessaire, et avec la sensibilisation des chrétiens à ces problèmes. Au fond, je vous l'avoue, je souhaiterais vivement que l'on puisse fêter la dissolution de la COTMEC, parce que cela signifierait la fin des souffrances et tragédies humaines. Mais je crains que cela ne soit le cas qu'au moment où le Royaume de Dieu s'installera sur terre. Et en attendant ce jour-là. le travail de la COTMEC devra continuer! ■

Un travail de motivation à la solidarité

Par Charles Ridoré, responsable romand de l'Action de Carême



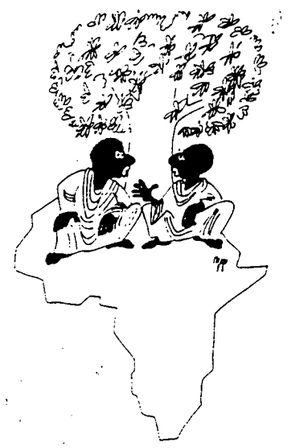
Au moment où la COTMEC, cette petites dernière née de la génération 68, fête ses vingt-cinq printemps, j'ai envie, m'exprimant au nom de l'Action de Carême, de la saluer comme une petite soeur, avec la complicité et la tendresse d'une soeur aînée.
L'Action de Carême, née 7 ans plus tôt, en 1961, s'est plus d'une fois au cours de ces vingt-cinq années retrouvée côte à côte avec la COTMEC, chaque fois qu'il y avait un bon combat à mener, dans le domaine de l'éveil des consciences ici en Suisse en faveur des pays du Sud, ou dans le domaine du combat pour la justice et les droits de l'homme. Si les critères d'appréciation sont la lucidité de l'analyse, le courage de l'engagement, la fidélité au niveau de l'enracinement chrétien, alors, difficile de dire, entre la COTMEC et l'Action de Carême, qui est la grande soeur et qui est la petite. Chaque fois que l'Action de Carême a eu à proposer une réflexion intéressante autour d'un thème ou d'une action, par exemple autour du thème du désendettement ou lors de la campagne du 500ème, elle était sûre de pouvoir compter sur l'engagement compétent et efficace de la COTMEC. Mais bien souvent, c'est la cadette qui, comme une grande prenait des initiatives, donnait des impulsions et invitait d'autres comme l'Action de Carême, à la rejoindre sur des chantiers qui lui semblaient importants: la campagne pour la démarcation des terres indiennes, l'action en faveur des travailleurs de la canne à sucre en République dominicaine et d'autres encore.

> ***«Faire contrepoids à la désinformation, à l'indifférence, à la tentation de repli sur soi ou d'évasion piétiste»***

L'exemple des travailleurs de la canne m'amène à dire qu'en tant qu'Haïtien, je me réjouis également de l'occasion qui m'est offerte de remercier la COTMEC pour l'amitié et l'écoute attentive qu'elle manifeste depuis longtemps au peuple haïtien et à son combat pour la justice, la paix, la démocratie et la dignité. Le Centre Haïtien de Recherche et de Documentation à Genève, dont je suis membre, a pu bénéficier d'une longue et fructueuse collaboration avec la COTMEC. Cette collaboration a débouché entre autres, pas plus tard que ce matin, sur la sortie d'un livre *«Haïti, votre cri ne sera pas étouffé»* qui constitue un vigoureux plaidoyer en faveur d'un engagement prophétique de l'Eglise en Haïti auprès du peuple souffrant. Je laisse à Dominique le privilège de vous en parler plus longuement. Je voudrais quant à moi souligner toute l'importance de ce travail d'information alternative, de motivation à la solidarité et à l'engagement de type prophétique, de prédication par l'exemple, pour faire contrepoids à la désinformation, à l'indifférence, à la tentation de repli sur soi ou d'évasion piétiste face aux graves déficits des droits humains qui affectent une part de plus en plus grande de l'humanité aujourd'hui.
Je me plais à me figurer la COTMEC comme une forme particulière de paroisse, une paroisse qui n'a pas d'église en pierres, mais qui transcende et relie entre elles les paroisses administratives de la ville et du canton de Genève. Ce qui constitue cette paroisse, c'est le lien entre des gens engagés au nom de leur foi dans le combat pour la vérité, la justice et la paix.
Pour terminer, je voudrais exprimer deux souhaits. Le premier souhait comporte pour la COTMEC le risque de ne pas pouvoir fêter ses cinquante ans. Je souhaite en effet que l'idée COTMEC, le souci qui l'habite, soit si bien partagée par l'ensemble de la population, que la COTMEC en tant que Commission ne sera plus nécessaire. Le second souhait, c'est que chaque canton romand se dote d'une COTMEC aussi dynamique et courageuse que celle de Genève. Merci encore pour votre engagement. ■

1993

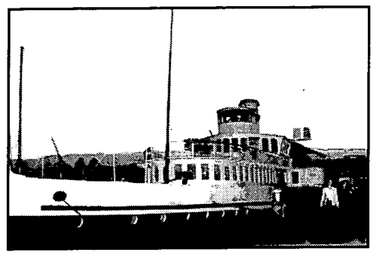
La palabre africaine
à l'honneur, en lien
avec la Campagne de Carême



Supplément du mensuel Cotmec-info, décembre 1993 / Publié par la Commission Tiers-Monde de l'Eglise catholique, (COTMEC) 16, Bd. du Pont-d'Arve, CH-1205 Genève / Tél. (41 22) 329 26 81 / Réd. responsable: D. Froidevaux / Imprimerie de Châtelaine

25 Ans

La Cotmec fêtait son quart de siècle d'existence en juin 1993. Vous avez été nombreux à nous demander les textes des allocutions prononcées à cette occasion.
Les voici rassemblés, en compagnie d'autres documents: le discours de Mgr Amédée Grab, évêque auxiliaire à Genève, à l'occasion de la remise du prix "Courrier" des droits de l'homme à notre commission, et des textes de Fréddy Klopfenstein et Olivier Labarthe soulignant l'importance d'une collaboration oecuménique dans notre champ de préoccupations ainsi que les racines communes qui nous unissent à la Déclaration de Berne.
Pour l'actuelle équipe de la Cotmec, toujours poussée en avant par ses engagements et ses activités, il s'agit également de rendre hommage à celles et ceux qui l'ont précédée. C'est la mémoire d'un élan fondateur que vous trouverez donc dans ces quelques pages.



Lieu de la fête:
Le «Bateau Genève», transformé aujourd'hui en lieu d'accueil pour les «exclus»

Le groupe «Ayni» de Bolivie

La chorale de l'Aumônerie Genevoise Oecuménique auprès des Requérants d'Asile (Agora).

Se nourrir pour continuer la route

Commentaire du texte des Actes (3, 1-10).
Par André Fol, prêtre, ancien responsable de la Cotmec

Vous me permettrez d'aborder ce texte de la façon la moins distancée. J'ai envie de le prendre comme on prend un pain pour s'en couper une tranche. Parce qu'il faut se nourrir pour continuer la route.

Ce que je veux retenir du texte, c'est d'abord la demande de ce mendiant. La demande d'une aumône. Lorsque quelqu'un formule une demande, c'est parmi les choses qu'il croit possible: comment aurait-il pu demander la guérison, la libération? Il demande l'aumône.
Telle demande est respectable, cela ne veut pas encore dire qu'il faille y répondre...
Je retiens aussi le jeu des regards *«Il vit»*, Pierre le *«fixa»*, il les *«observait»*...
Pierre va décevoir sa demande mais en ajoutant ce *«regarde-nous»* qui me paraît décisif: *«Regarde-moi, je suis fauché... D'or et d'argent, je n'en ai pas»*...
«Mais ce que j'ai...» il lui prend la main. Essayez de remettre quelqu'un debout avec une main... Le geste de la main ne peut fonctionner que comme le déclic qui invite l'autre à mobiliser ses propres énergies.
Et puis il y a, à la fin, ces gens qui n'y comprennent rien...

Qu'est ce que cela peut vouloir dire dans le contexte de ce soir. Devant les demandes matérielles. Devant pas de demande du tout, ce qui est encore beaucoup plus grave. Parce qu'on ne ressent plus l'écrasement, qu'on ne ressent plus le scandale de l'injustice, qu'on se trouve dans le camp des exclus ou des nantis...
La COTMEC doit pouvoir dire: *«Regarde-nous; viens dans nos locaux; regarde: on n'a pas encore de papier à en-tête après 25 ans d'existence. D'or et d'argent on n'en a pas...»*
En disant cela, il n'y a aucun mépris de ma part pour l'aide matérielle. Tâche nécessaire et difficile entre toutes. Et dans les Actes on en parle, à tel point qu'on va mettre sur pieds les diacres au chapitre 7. Mais parlant de la COTMEC, je dis simplement: ce n'est pas son affaire. Et, comme Pierre et Jean ce jour-là, elle va peut-être pouvoir faire des choses que seuls les pauvres peuvent faire...

D'or et d'argent, la COTMEC n'en a pas. Elle n'a aucune certitude dans la validité des thèses qu'elle avance. Que de changements dans les dogmes en matière de développement depuis 25 ans! Soit dit en passant, ce manque de certitude dans ses analyses, ce n'est pas l'apanage de la COTMEC, c'est le fait de tous ceux qui s'approchent de la réalité, de l'histoire. Relisez Populorum Progressio: jamais on ne pourrait la réécrire ainsi aujourd'hui. Comme le dit Emmanuel Mounier *«Nous ne nous engageons jamais que dans des combats discutables, sur des causes imparfaites. Refuser pour autant l'engagement, c'est refuser la condition humaine»*.
Elle n'a pas le tranquille optimisme des lendemains qui chantent ou du progrès continu. Dans l'Evangile auquel elle se réfère, elle lit au contraire que le bon

grain et l'ivraie croissent ensemble...
Elle n'a pas la belle flamme de celui qui peut mettre sa foi dans la Révolution. Je repense à ce Salvadorien qui voulait me convaincre que ce n'était plus qu'une question de mois pour que le pouvoir bascule au Salvador. C'était il y a une quinzaine d'années...

Même en matière de foi, la COTMEC est démunie. Elle n'a pas la rassurante lecture providentielle pour qui, c'est sûr, Dieu va tout arranger... elle est plutôt comme Job (ch. 24) qui dresse une terrible liste des exactions qu'il constate de son temps et qui termine en disant aux hommes et à son Dieu: *«S'il n'en est pas ainsi qui me démentira?»*

«Regarde-nous», oui vraiment la COTMEC est pauvre. Mais, elle aussi, peut ajouter: «Ce que j'ai, je le donne». Ce qu'elle a, c'est tout d'abord une foi dans la Résurrection, cette force capable d'ouvrir un tombeau, d'entrouvrir tous les tombeaux. Une fois ancrée suffisamment profond pour qu'aucune statistique contraire ne puisse l'ébranler.

Ce qu'elle a aussi, c'est un regard sans concession. *«Pierre fixa le mendiant»*. Il faut qu'elle aussi tente de fixer la réalité, repérer ceux qui sont à terre et ceux qui les y maintiennent. Sans jamais s'y habituer. C'est par là que commence la tâche prophétique. Vois! On trouvera que j'emploie un mot trop grand en parlant d'une tâche prophétique pour la COTMEC. Je ne crois pas. Lorsque Paul parle à la communauté de Corinthe de l'équipement nécessaire à son fonctionnement, il compte huit fonctions et celle qu'il met en second, c'est la tâche prophétique. Ce n'est donc pas un luxe pour une Eglise. Je rêve d'un prophète -homme, femme ou groupe- dans chaque Eglise locale, dans chaque paroisse, dans chaque CDB... Des personnes qui flairent ce qui est en train de se jouer et de l'interpréter sous le regard de Dieu. Et cela sans se soucier de l'audimat aussi bien auprès de la hiérarchie que de la base.

Ce regard, cette tâche prophétique est très coûteuse. Tellement difficile d'articuler lucidité et sérénité. D'où l'indignation à l'égard de l'Eglise elle-même. Sainte colère diront certains, coup de gueule insupportable diront les autres. Dans la mesure où la COTMEC nous semble perdre sa sérénité disons-le lui fraternellement - on n'a jamais raison d'en manquer. Mais avant il nous faut bien vérifier au fond de nous si ce qu'elle dénonce blesse vraiment. Sinon risque de s'adresser à nous la parole d'Amos: *«Ils chantent comme David... mais ils ne ressentent aucun tourment pour la ruine de Joseph»* (6,5-6).

Une foi, un regard, mais aussi une parole à communiquer. *«Une bonne nouvelle destinée aux pauvres»*. Cela n'a l'air de rien cette phrase de l'Evangile, mais c'est du feu. Une bonne nouvelle à porter à ces pauvres qui, par définition, en reçoivent toujours des mauvaises. Perte du travail, coupure de l'électricité...) ou au niveau national: baisse des prix des matières premières, endettement, ajustements structurels... Un exemple de cette bonne nouvelle adressée aux pauvres, c'est la phrase de Jean-Paul II, en 1983, en Haïti: *«Il faut que les choses changent ici»*. Pour savoir si les instances d'Eglise ont su, par la suite, être à la hauteur du pape ce jour-là, je vous renvoie au livre que vient de publier la COTMEC. N'empêche cette petite phrase, c'était du feu.

«Une bonne nouvelle destinée aux pauvres... Cela n'a l'air de rien cette phrase de l'Evangile, mais c'est du feu!»

Une foi, un regard, une parole mais aussi une appartenance à une Eglise appelée "catholique" (universelle) (n'y voyez pas de l'apologétique confessionnelle: pour moi, et c'est une de mes découvertes à la COTMEC, il y a une catholicité réformée). Une Eglise "catholique": merveilleux réseau d'hommes et de femmes à travers le monde (à portée de fax...). Des hommes et des femmes qui ont tous les défauts tant parmi les responsables que parmi les membres que nous sommes. Mais une Eglise qui ne cesse de recevoir sur elle le souffle de l'Esprit qui la décoiffe et qui la pousse où elle n'osait pas aller.

Et c'est avec cette richesse-là que la COTMEC est invitée à saisir une main. Directement, par communiqué interposé... Et parfois il arrive que quelqu'un, que quelque chose bouge...

Et puis il y a cette dernière phrase. *«Et les gens se trouvèrent complètement stupéfaits et désorientés par ce qu'il lui était arrivé»*. Le mot grec signifie: être hors de soi, dans le trouble, l'égarement...

Avant que le rideau tombe, voilà ceux qui viennent tout gâcher. Et ce serait tellement tentant de repousser ces gens avec hauteur; de les traiter de réac', de planqués, qui ne supportent pas la libération du pauvre. (Je dois vous l'avouer, il m'est arrivé de la lire comme ça cette phrase).
Je préfère maintenant y voir des hommes et des femmes en chemin, qui souffrent de ne pas comprendre. Pas comprendre encore. Que leur jette la première pierre celui qui a toujours tout compris au quart de tour.

Que fait donc Pierre? Il laisse l'ex-mendiant: désormais guéri et il n'a plus besoin de lui. Et il se met à parler à ceux qui ne comprennent pas: *«Israélites, pourquoi vous étonner de ce qui arrive»*. Il parlera longuement, jusqu'à ce que les gardes du temple vienne l'arrêter pour le mettre en prison.

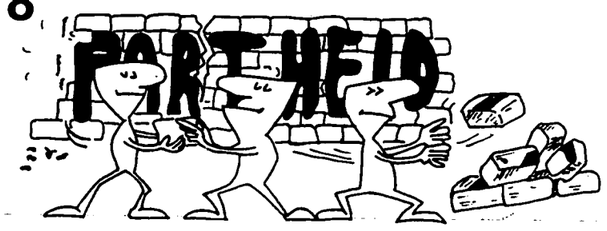
Pour revenir à la COTMEC, s'il lui arrive de s'associer à un geste de libération d'une certaine efficacité, qu'elle s'en réjouisse, qu'elle célèbre cela, qu'elle débouche une bouteille et puis qu'elle passe à autre chose. L'attendent tous ceux qui ne comprennent pas et que, dans la mesure du possible, il faut essayer d'aider à cheminer.

Certains y verront un manque de solidarité avec les pauvres, une ambiguïté idéologique. Comme si cela suffisait de choisir un camp et de s'y cantonner. L'Evangile est autrement exigeant. Je trouve cela exprimé par Maurice Bellet mieux que je ne saurais le dire: *«Nous voilà établis hors des clivages établis, libres, tout libres (...). La critique n'y épargne rien, même la critique. Elle ne consiste pas à tout mettre en doute, mais à tout écouter (...). Ainsi opère l'Evangile: porte étroite - ouverte à tous»*.

Bonne route à la COTMEC, 25 ans c'est l'âge merveilleux où on a règlé quelques uns de ses problèmes d'identité liés à l'adolescence et où on peut se consacrer sereinement à l'essentiel. «Sereinement» ne veut pas dire «facilement».

Avec vous, dans un instant, on va faire eucharistie-action de grâce. Il y a de qui, honnêtement. Avec vous on va faire mémoire de ce repas du jeudi soir qui pose le signe de l'avenir, alors que le futur est au plus sombre. Avec vous on va communier à la présence vivante du Christ au milieu de nous: Pain qui donne la force et vin qui entretient au plus profond de nous un goût de fête, un goût d'espérance. ■

1978



Le démantèlement de l'apartheid.
Déjà à l'ordre du jour dans les premiers Cotmec-info (N°3).

Puebla, octobre 1978
Les Eglises latino-américaines contre les dictatures

Une collaboration oecuménique

Les Commissions Tiers-Monde catholique et protestante travaillent en collaboration étroite, bien qu'elles aient une histoire et une organisation quelque peu différentes. La dimension oecuménique est essentielle pour le service qu'elle souhaitent rendre aux communautés chrétiennes. Le pasteur Olivier Labarthe, nous présente ici l'histoire du département "Témoignage et Solidarité" dont dépend notre consoeur protestante, la Cotmec étant rattachée de son côté au Département de l'Eglise Universelle (catholique).

Il y a une dizaine d'années, l'Eglise protestante de Genève s'efforça de coordonner ses divers et nombreux ministères cantonaux, en créant des départements spécifiques. Ces ministères avaient souvent vu le jour pour répondre à certains besoins précis de la population. Ainsi a-t-on créé le Centre social protestant pour offrir à la population un lieu où, avec compétence, les questions sociales et juridiques pourraient être traitées, de même l'Office de consultation conjugale et familiale, après la Mission intérieure, devait aider les couples en difficulté. L'Aumônerie de la prison et à sa suite l'Association Carrefour se présentait comme à l'écoute de ceux qui sont détenus ou marginaux et l'Agora accompagnait les requérants d'asile et les réfugiés statutaires. Ces ministères avaient chacun leur histoire. Une histoire qui bien souvent trouvait son origine dans la passion d'un pasteur qui avait discerné plus intensivement que d'autres les besoins spécifiques d'une partie de la population.

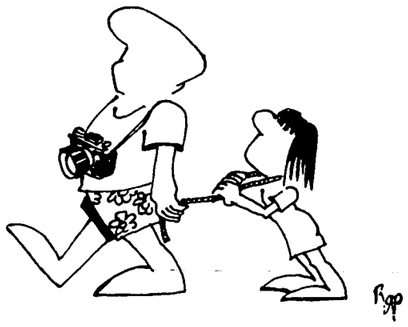
Pour se donner les moyens de réguler ces divers ministères dans leur commune mission d'entraide et d'accompagnement, l'Eglise protestante les rassembla en un département. Or la mission de l'Eglise ne se cantonne pas entre Jura et Salève. Par des oeuvres d'entraide, de développement et d'évangélisation l'Eglise protestante assurait de sa solidarité nombre d'Eglises partenaires dans le monde. C'est pourquoi il n'était guère possible de séparer ce qui était proche de ce qui était lointain, ce d'autant plus qu'entre ce que se passe au loin et ce qui se vit ici, il y a souvent des connivences surprenantes, de réciproques interpellations. Cette exigence théologique de la mission globale de l'Eglise a conduit à rassembler sous un même toit tout ce qui concernait la diaconie locale et la diaconie internationale.

Le Département Témoignage et Solidarité devenait ainsi le lieu privilégié de la coordination de l'action de l'Eglise auprès des plus démunis, ici et au loin et de l'écoute mutuelle des bruits du monde. La Commission Terre nouvelle (CTN), qui représentait les oeuvres de mission, d'entraide et de développement et la Commission Tiers monde (COTMEP) qui tenait en alerte les responsables de l'Eglise et étudiait nombre de questions relatives au Tiers monde, souvent en étroite relation avec la COTMEC, sont en voie de constituer une nouvelle Commission Terre Nouvelle avec un certain nombre de groupes de travail. Cette concentration devrait permettre une meilleure coordination des différentes informations qui proviennent soit des oeuvres suisses soit des actions menées par nos membres, de ce fait elle améliorera le travail d'information et d'animation à l'intention des paroisses notamment.

Par son travail d'unité, le Département invite chaque lieu à faire mémoire de leur appartenance à l'Eglise et rappelle aux paroisses que ces services compétents et spécialisés participent du même ministère de l'Eglise. Par son ministère d'information et de sentinelle, le Département ne cesse de rappeler, avec d'autres instances, que l'Eglise ne saurait vivre pour elle-même et les besoins de ses membres, mais qu'au nom de l'amour du Dieu de Jésus-Christ, sa mission trouve son accomplissement dans le service des plus démunis de la société et des petits de ce monde. ■
10 novembre 1993

1992

Trafic sexuel: une violence contre les enfants



Il y avait du pain sur la planche

Témoignage du pasteur Rudy Renfer

Permettez-moi de vous parler de mes souvenirs de la collaboration avec la COTMEC, à l'époque où j'étais président de la COTMEP, au début des années '80. Pour le dire en quelques phrases: C'était une folle épopée, parce que c'était l'époque FOL. On nous donnait du fil à retordre, une sorte de fil d'ARIANE que nous avons toujours retrouvé dans les moments difficiles. C'était également une époque d'enthousiasme et d'activisme et, de temps en temps, il fallait dire à un membre de la COTMEC: "Eh, freine un peu!"

C'était l'époque des solidarités latino-américaines, et on attendait beaucoup de nous, dans le style: *«Nous sommes un groupe de 15 Chiliens, nous voulons faire une grève de la faim demain, trouvez-nous des locaux, organisez-nous une conférence de presse, déclarez-vous solidaires de notre cause...»* Vous voyez, il y avait du pain sur la planche.
Il n'y avait pas seulement des Latinos, mais aussi des Erythréens, des Kurdes, des Sud-Africains, des Sahraouis, des Palestiniens. Il fallait être branché sur le monde entier. Ce qui nous a aidé, c'étaient nos longues séances de réflexion, les publications, les déclarations à la presse, les rencontres du Groupe Chrétiens-Tiers-Monde, les interpellations des requérants d'asile: beaucoup de temps passé en commun pour discuter et analyser, afin d'être de nouveau prêt pour les actions....

Ce n'était - heureusement! - pas seulement le temps de la violation des Droits de l'Homme, du mal-développement et des horreurs de la violence, mais aussi le temps de l'espérance. Je dis bien ***espérance***. Aujourd'hui le monde n'est pas meilleur que celui des années '80, mais il a eu quelques lumières. Par exemple quand un petit monsieur argentin, apparemment insignifiant, était de passage à la COTMEC, avant d'être arrêté, maltraité et torturé dans son pays, pour recevoir plus tard le prix Nobel de la Paix: Adolfo Perez Esquivel.
Ou quand de ce même pays, les grands-mères de la Place de Mai nous lançaient des appels émouvants pour nous associer à la recherche des enfants disparus. Certes un grand nombre d'enfants

André Biéler
La Puissance des racines

André Biéler, fut l'un des artisans de la Déclaration de Berne (DB), tout comme des Commissions Tiers-Monde protestante et catholique.
Fréddy Klopfenstein, chargé d'information à l'Eglise nationale protestante de Genève, nous rappelle les combats de cet homme assoiffé de justice.
Nous saisissons l'occasion pour donner un coup de chapeau solidaire et chaleureux à nos amis de la DB qui fêtent aussi leurs 25 ans d'existence cette année.

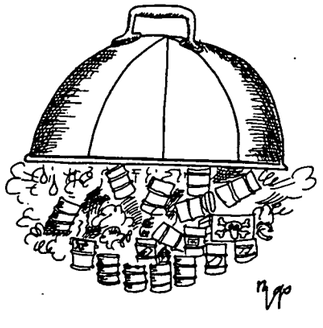
« Il faut étudier ce livre, chapitre après chapitre, en étant attentif à chaque pensée ».
L'auteur de cette phrase était archevêque d'Olinda et de Recife, au Brésil: Dom Helder Camara,
et l'ouvrage: ***Une politique de l'espérance***, d'André Bieler.
Cet homme, dont il faut regarder «chaque pensée» a puisé sa force dans ses racines.
Il a très attentivement scruté le XXème siècle: l'industrialisation, les migrations qu'elle a engendrées (entassement de populations dans des agglomérations mal adaptées), les «nouveaux pauvres» comme on les appellera plus tard, l'expansion coloniale. Il a vu dans ce même siècle l'énorme difficulté qu'ont ressentie les chrétiens à faire face à de nouveaux défis.
Biéler a regardé la Réforme. ce Calvin qu'il appelle le "prophète de l'ère industrielle". Il a montré la pensée économique et sociale du réformateur et il nous a conviés, comme lui, à faire en sorte que les lois et les institutions soient transformées pour que l'éthique chrétienne puisse être vécue comme un minimum de fidélité dans des circonstances toujours changeantes.
Enfin, Biéler a regardé la Bible, ce livre écrit dans une société préindustrielle, rurale et artisanale, et il a vu que les paroles des prophètes de l'Ancien Testament et celles de Jésus s'adressaient aux sociétés comme aux individus.
C'est grâce à la puissance de ses racines que cet homme a fécondé tant de pensées parmi nous, tant de mouvements (comme la Déclaration de Berne ou les Commissions Tiers-Monde protestante et catholique). Il partait toujours regarder Calvin ou alors Wesley, Thomas Chalmers parmi les indigents de Glasgow, le Baron de Staël (fils de Germaine, née Necker), Frédéric Ozanam et la Société de Saint Vincent de Paul, Clément Cuvier (la fille de Georges, le zoologiste), William et Catherine Booth; il revenait en disant: si nous voulons faire comme eux, il nous faut réaliser ceci ou cela. ■

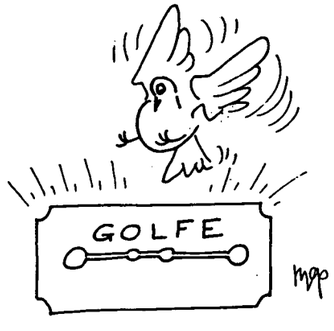
Freddy Klopfenstein
(texte paru dans "Solidaires", N° 118, juillet 1993)

André Bieler est né en 1914.
Il est licencié en théologie et Dr en Sciences économiques. Pasteur en paroisse, puis au Centre protestant d'études de Genève, il a ensuite enseigné l'éthique sociale aux Universités de Lausanne et de Genève.
Il a prononcé le 15 juin 1964, une conférence devant l'Assemblée des délégués de la Fédération des Eglises protestantes de la Suisse sur la responsabilité de notre pays à l'égard des régions en voie de développement. A Genève, avec Pierre Bungener, il fut à l'origine du premier noyau de réflexion qui donna naissance à la Commission Tiers Monde Protestante (COTMEP), au milieu des années '60, puis travailla en étroite collaboration avec sa consoeur catholique (COTMEC), dès sa création, en 1968.
Il se trouva en 1968 parmi les fondateurs de la "Déclaration de Berne".

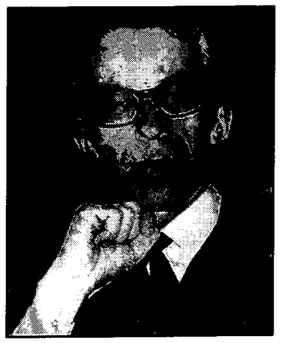
Quelques ouvrages:
"La pensée économique et sociale de Calvin", "Calvin, prophète de l'ère industrielle", "Une politique de l'espérance", "Le développement fou", "Chrétiens et socialistes avant Marx", "Les Eglises et l'économie".

1989
Trafics de déchets toxiques vers le Sud





1991
Guerre du Golfe. Collaboration avec Pax Christi pour un dossier intitulé "Plus fort que la haine"



Un texte fondateur

Dans "l'Eglise et les pauvres" (Favre & CETIM, 1982), André Biéler analyse la prise de conscience progressive - en Occident et dans les Eglises - des problèmes socio-économiques nés de la révolution industrielle. Le texte ci-dessous reproduit les conclusions de cette réflexion. Un texte fondamental, où l'on retrouve l'exigence de base que ce précurseur a tenté de mettre en oeuvre dans son travail avec les Commissions Tiers-Monde protestante et catholique (voir en particulier le dernier paragraphe, en caractère gras).

«1. On constate la tentation de la majorité des chrétiens et de leurs théologiens de confondre les idéologies et les intérêts de la classe dominante avec les implications sociales de la foi chrétienne. Exemple, les Eglises et leur défense de l'Ancien Régime.
2. Une tentation analogue surgit après d'importants changements politiques et sociaux. Les chrétiens sont enclins à répéter la même erreur de confondre leur foi avec les idéologies et les intérêts de la nouvelle classe dominante.(...)
3. On découvre la permanence d'une minorité, à l'intérieur des Eglises et des sectes chrétiennes, qui s'efforce d'être fidèle à l'Evangile en réinterprétant celui-ci de manière toujours renouvelée, en fonction des nouveaux besoins des nouveaux pauvres de la société, à l'exemple du Christ.
4. On doit donc constater que cette minorité, en quête des intérêts des plus pauvres, se trouve aussi, à l'image du Christ, douloureusement marginalisée par la majorité des chrétiens conformistes attachés aux idéologies et aux intérêts des classes dominantes. Et la tension qui s'ensuit ne cesse de susciter des conflits à l'intérieur des Eglises et des sectes.
5. Il importe donc, pour la santé spirituelle de l'ensemble des chrétiens, que ces conflits soient lucidement assumés et que la tension qui en découle, au lieu de conduire à des anathème ou à des simulacres de neutralité, produise une continuelle confrontation à l'intérieur des communautés, dans la recherche d'une plus grande fidélité commune à l'Evangile.»

Née d'un événement

Par Charles Devaud, prêtre, membre fondateur et membre du comité d'évaluation de la Cotmec.

Charles Devaud avec Giovanni Chicherio et Christine Waeber

1979
Dialogue Nord-Sud (Cotmec-info N°16)

1981
Encyclique sur le travail: «Laborem exercens»

1968, un prêtre met en question le paiement de la taxe militaire à laquelle est soumis tout citoyen n'effectuant pas son service militaire. (Depuis lors les prêtres en sont dispensés).
Prévoyant les remous qu'allait provoquer une telle décision, il rassemble un certain nombre de confrères pour poser le problème avec eux.
L'échange fait apparaître deux questions qui méritent qu'une réflexion et un effort de conscientisation soient entrepris. La question d'un statut pour les objecteurs de conscience et celle des rapports Nord-Sud et de la vente des armes.
Nous décidons de mettre sur pied deux équipes pour poursuivre la prise de conscience. C'est dans le prolongement de cette seconde piste qu'est née la Cotmec qui recevra, par la suite, un mandat du vicaire épiscopal de l'époque.

En 1985 s'est tenu à Genève un Colloque du Centre Lebret et les responsables nous ont demandé une modeste contribution à André Fol et à moi-même. Sous le titres *«Quelle Eglise, pour quel homme, dans quelle société?»* et comme sous-titre *«Genève: comment une Eglise particulière essaye de se donner les moyens d'accomplir sa mission?»*.
Le Centre Lebret a publié ces deux contributions dans son Bulletin Foi et Développement N°139 de mai 1986.
En présentant la COTMEC, André Fol fait cette constatation qui me semble fondamentale. il écrit: *«Le fait que la Commission ne soit issue ni d'une savante étude, ni d'un mandat de la hiérarchie mais d'un acte de dissidence n'est pas sans importance. La COTMEC conserve dans ses gènes un souci jaloux de sa liberté: liberté qui ne s'oppose pas pour elle, à la solidarité ecclésiale. L'étiquette de "marginale de l'intérieur" lui convient au fond assez bien».*

Je suis émerveillé de voir tout le chemin parcouru au cours de ces 25 ans marqué en permanence par ce souci jaloux de liberté dans la solidarité.
Je crois que la COTMEC réalise ce que Jean Sulivan nous invite à être lorsqu'il écrit: *«La liberté spirituelle ne s'exige ni ne s'octroie: elle se prend aux risques et périls. Question d'expérience créatrice»*

Merci à la COTMEC pour cette expérience créatrice vécue tout au cours de ces 25 ans. ■

Une base d'espérance

Par Monique Ribordy, membre fondatrice

Monique Ribordy (à droite) avec Violaine et André Petite (debout)

25 ans! Quel bel anniversaire pour une jeunesse. Mais pour une femme de ... un certain âge, quel parcours, quels souvenirs, quelle base d'espérance!
Je ne veux pas faire d'historique, je voudrais simplement raconter, entre amis, comment j'ai ressenti quelques faits marquants. En y réfléchissant, je me suis aperçue - avec crainte et tremblement - que mes relations avec la COTMEC pouvaient paraître assez ambigües: elle a d'abord été ma soeur - ou plutôt mes frères - puis ma mère, et finalement ma fille.

Pourquoi «mes frères»? Vous savez que la COTMEC a été fondée exclusivement par des prêtres: gloire et louange à leur audace! Très rapidement ils ont constaté que leur ministère surchargé ne leur permettait pas d'avancer sérieusement vers leurs objectifs. Alors, ô miracle, ils ont songé à s'adjoindre des laïcs, qui, comme on le sait, sont bénévoles, obéissants et disponibles! C'est donc l'abbé Saillet, notre aumônier d'Action catholique, qui m'a contactée, en me disant entre autres: *«on a pensé que ce serait bien qu'il y ait une femme dans cette commission»*. Refrain que j'avais déjà entendu quelquefois, puis souvent et encore il y a quelques jours quand Dominique Froidevaux m'a dit tout à fait gentiment *«on a pensé que ce serait bien qu'une femme se manifeste parmi les pionniers»*.

Le Seigneur a toujours veillé jalousement sur mon humilité: en général quand on m'a demandé un nouvel engagement, ce n'était pas parce que j'étais compétente, mais parce que j'étais une femme!
Prenons les choses comme elles viennent, et les gens comme ils sont, je suis entrée avec d'autres, dans le cercle de mes FRERES prêtres; d'ailleurs les femmes ne sont-elles pas destinées aux naissances! Et quand je vois aujourd'hui le nombre de femmes compétentes, responsables dans les structures ecclésiales et temporelles, je me réjouis d'avoir tracé un petit bout de piste.

Puis, petit à petit la COTMEC est devenue ma mère: c'est d'elle que j'ai appris pourquoi et comment on pouvait lutter pour la justice au nom de l'Evangile. En 1968 ce mot de lutte faisait peur; il avait un relent de gauchisme, voire de communisme. Je me souviens que dans un P.V. du Conseil exécutif on m'avait demandé de le remplacer par le mot "travail". Grâce à la COTMEC j'ai bien senti la différence entre "travailler" dans un bureau, sur du papier, entre gens bien éle-

ves, à la justice, la paix... et lutter avec tous les hommes de bonne volonté pour éliminer les forces du mal et rassembler les forces du bien.
Le premier président laïc, M. Vittori, surchargé par ses différents engagements en faveur du Tiers-Monde dut bientôt quitter cette responsabilité. Dès lors, Pierre Dufresne et moi, avons assumé tant bien que mal, sans titre et sans mandat, la navigation de la COTMEC, dans des eaux pas toujours claires. Il fallut faire admettre aux autorités ecclésiales et économiques que la solidarité internationale et la conscientisation du peuple chrétien avaient obligatoirement un aspect politique.

Lorsque nous fut accordé le privilège d'un mandat puis d'un aumônier -André Fol- certains affrontements sont devenus plus concrets, parfois plus officiels.

«Il fallut faire admettre aux autorités ecclésiales et économiques que la solidarité internationale et la conscientisation du peuple chrétien avaient obligatoirement un aspect politique»

Quand nous avons écrit à Mgr Mamie pour lui demander de ne pas participer au Comptoir de Lausanne dont l'invité d'honneur était le Portugal, alors en guerre coloniale, quand la COTMEC a quitté les "Parvis de Notre Dame" parce que son stand était à côté de celui du Salvador, en guerre dictatoriale, quand nous avons accusé la grande multinationale Nestlé de supprimer l'allaitement maternel dans le Tiers-Monde, on nous a reproché de créer une scission dans le peuple de Dieu, qui normalement n'était pas unanime à penser comme nous. Comme si Jésus avait craint la scission de son peuple en proclamant les Béatitudes!

L'intéressant c'est que ces affrontements extérieurs nous ont obligé à accepter et à gérer les affrontements à l'intérieur de la COTMEC. Nous avons dû apprendre à écouter patiemment, à reconnaître les richesses des différences, à distinguer l'essentiel du secondaire, à analyser sérieusement les causes et les conséquences de nos actions et de nos prises de position, à admettre qu'au nom d'un même Evangile, les chrétiens peuvent choisir des moyens différents. Et nous avons surtout appris l'importance de l'information, d'où la création de notre petit mensuel.

Je suis très reconnaissante à la COTMEC d'avoir élargi mes convictions, ma conscience, mon audace, ma liberté et mes solidarités. Elle a donc vraiment été une mère pour moi. Mais quand je l'ai quittée après 23 ans de responsabilité, j'ai eu un peu l'impression de quitter une fille, quelqu'un que j'avais porté, mis au monde, fait grandir. Pourtant je l'ai fait sans souffrance parce qu'elle est une fille adulte, qui n'a plus besoin de papa/maman, qui réactualise, à ma grande joie, ses objectifs et ses chemins et qui est entourée d'une cour d'amoureux, anciens et nouveaux, qui lui permettent d'être toujours mieux au service des pauvres, des sans-voix, donc en communion intime avec Jésus-Christ.

Tout cela me conduit à rendre grâce pour le passé et à fortifier mon espérance pour l'avenir. L'espérance est pour moi comme une base de lancement pour explorer et construire des espaces de liberté et d'évolutions possibles, qui jusqu'alors étaient considérés comme utopiques.
La COTMEC lance de belles fusées et quelques satellites qui me font croire en la promotion possible de l'humanité. En particulier 3 fusées me donnent une grande confiance dans leur efficacité:
❑ 1. La solidarité avec tous les malmenés de l'existence et avec tous les acteurs de changement pour un monde plus fraternel.
❑ 2. son maintien constant, clair et net de son éthique chrétienne
❑ 3. son souci d'interpeller l'Eglise, peuple et hiérarchie, dans un respect critique.

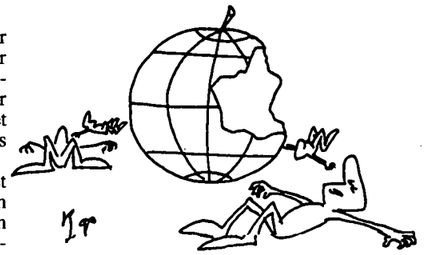
Quelques exemples parmi beaucoup d'autres qui illustrent ces trois étages:
❑ Nnotre protestation contre l'expulsion de 20.000 familles des bidonvilles à St Domingue, pour accueillir dignement, Jean-Paul II, protestation qui a été entendue jusqu'au Vatican.
❑ A propos d'Haïti, nos rencontres avec Mgr Romelus, nos contacts avec le Centre Haïtien de Recherche et de Documentation, qui ont abouti à la rédaction, à l'édition et à la diffusion d'un ouvrage collectif: *«Haïti votre cri ne sera pas étouffé»*.
❑ Et notre effort d'information et de conscientisation pour interpeller la communauté genevoise avant les votations de ce week-end sur le droit de vote et d'éligibilité des étrangers.

Tout cela se complétant par des contacts informels soit au Boulevard du Pont d'Arve, soit chez l'un ou l'autre des membres de la Commission dans un esprit fraternel de disponibilité, d'écoute, d'accueil et de respect.

Pour terminer je voudrais rappeler une définition de la COTMEC que nous avons recueillie dans ses premières années: A cette époque beaucoup de réfugiés sud-américains passaient dans le petit appartement d'André, rue de Carouge, adresse officielle de la COTMEC. La plupart d'entre eux étaient catholiques de baptême, mais souvent loin de la foi et hostiles à la hiérarchie de leurs pays. Leurs doléances, leurs angoisses et leurs espoirs étaient accueillis par un prêtre et une secrétaire, Ariane Farina, qui n'oubliait ni la tasse de café, ni l'assiette de biscuits. Etonnés de cette écoute et de ce respect, un des plus agressifs s'est exclamé: *«Si c'est ça l'Eglise...»* André, avec sa répartie habituelle répliqua: *«l'Eglise, ce n'est pas que cela, mais c'est aussi ça»*.
Mon voeu d'anniversaire, c'est que la COTMEC puisse témoigner, toujours mieux et «jusqu'aux extrémités de la terre» que l'Eglise c'est aussi ça.■

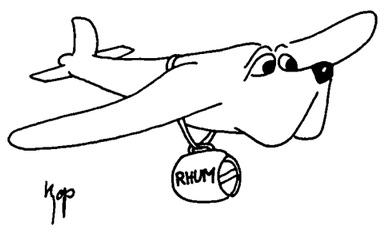
1982

L'usage des insecticides dans les pays du Sud. Un des signes révélateurs du mal-développement (Cotmec-info N°41)



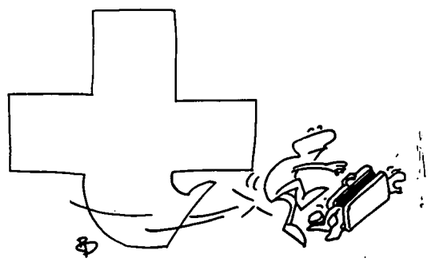
1985

Notre Conseil fédéral prétendait encore que tous les Pilatus étaeint inoffensifs



1986

La Cotmec encourage les paroisses à offrir un hébergement pour les requérants d'asile menacés d'expulsion



Remise du prix «COURRIER» des Droits de l'Homme à la COTMEC (10 décembre 1992)

Allocution de Mgr Amédée Grab, évêque auxiliaire à Genève, chargé des questions de Justice & Paix au sein de la Conférence des évêques suisses.

Mgr Amédée Grab, avec Jean-Claude Genecand éditeur du journal "Le Courrier", à Genève.

Mesdames et Messieurs,
A l'occasion de la remise du «Prix Courrier des Droits de l'Homme» à la COTMEC, je tiens à m'associer à l'hommage qui est rendu à la Commission Tiers-Monde de l'Eglise catholique à Genève, puisque telle est la réalité désignée habituellement par ses initiales.

Le 21 novembre 1968, Mr Jacques Vittori confirmait par écrit les renseignements qu'il avait donné à Mgr Marcel Bonifazi, Vicaire général, sur disait-il, notre *«Commission Tiers-Monde qui, depuis quelques mois, se réunit régulièrement à la cure de la Compesière»*. Il peut être bon, vingt-quatre-ans après, de rappeler qui furent les membres fondateurs de ce groupe de travail qui avait été mobilisé par l'encyclique Populorum Progressio signée le 26 mars 1967 par Paul VI: à côté de quatre prêtres, les Abbés Mauris, Saillet, Devaud et Béran c'étaient Mme Brawand, MM Louis Devaud, Pierre Dufresne et Jacques Vittori lui-même. Catholique, ce groupe avait désiré d'emblée une ouverture oecuménique qui avait poussé à inviter à sa réunion du 14 novembre 1968 M. le Pasteur Bieler. *«Ce dernier, est-il écrit au Vicaire général, a précisé que le Consistoire de Genève avait créé officiellement une Commission Tiers-Monde, dont il faisait partie»*. Deux mois plus tard, Mgr Bonifazi répondait, après avoir consulté le Conseil des Archiprêtres et le Conseil d'évangélisation du canton de Genève, ces organes ayant préavisé favorablement, il donnait mandat à la Commission *«me réjouissant, ajoutait-il, de pouvoir porter à plusieurs cette préoccupation du Tiers-Monde de manière à sensibiliser progressivement l'opinion publique»*.

10 décembre 1992
Une partie de la Cotmec. De gauche à droite et de bas en haut: Marie Pasquier, Elisabeth Reusse, Monique Costermans, Roland Pasquier, Dominique Froidevaux, Michel Bavarel, Pierre Dufresne, Dominique Biedermann.

En 1970, la Commission définissait dans un document ses ***raisons d'être et objectifs***. Trois ans avant que les évêques suisses créent leur Commission Justice et Paix, la COTMEC se penchait avec un souci d'information précise et d'objectivité autant que de mobilisation efficace de l'opinion publique, sur des questions du mal-développement, ses causes et ses remèdes possibles. Elle n'en faisait pas un objet d'étude pratiquée de loin, ou de considération faite de haut, mais elle proclamait en gros caractères: «**NOUS SOMMES RESPONSABLES**».

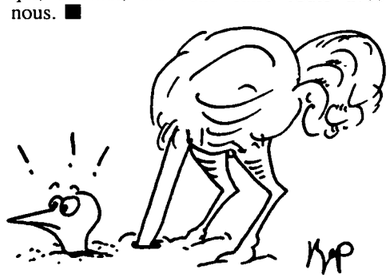
Il ne s'agissait pas uniquement de la responsabilité politique et économique des pays nantis envers les pays en voie de développement. La Commission met le doigt sur la responsabilité particulière des chrétiens et déclare : *«Nous sommes personnellement responsables du gaspillage des ressources que Dieu a données au monde et aussi des institutions politiques et économiques qui font naître la pauvreté, l'injustice et la violence»*. Elle renvoyait ainsi à une «Conférence de Beyrouth» que les profanes, en vingt ans, ont eu le temps d'oublier.

Parmi ses autres références, la plupart sont aujourd'hui obsolètes, mais la COTMEC n'a cessé de se tenir à jour, publiant dans son bulletin d'information des renseignements précis et précieux et offrant, en quelques pages, des clefs de lecture qu'un chrétien engagé de chez nous a de la peine à se procurer ailleurs.
On s'étonne moins qu'un grand magazine parisien ait, cet automne, dans un article qui a provoqué la légitime indignation de la Commission, attaché au petit bulletin genevois une importance extraordinaire.
Il est bien connu que seuls ceux qui ne s'engagent jamais ne commettent aucune autre erreur que celle fondamentale de ne pas s'engager.

Au fil des années, telle analyse de la COTMEC, tel jugement porté sur les institutions ou des mécanismes ont provoqué des réactions et suscité des débats. L'écho en est arrivé jusqu'à Rome. Invité à renseigner les organes du Saint Siège, responsables de l'engagement des catholiques en faveur de la justice, de la paix et du développement, j'ai eu l'occasion de transmettre une documentation qui a vivement intéressé.

La Commission ne peut imposer, elle n'y songe d'ailleurs pas, ses vues et ses jugements à tous les membres de l'Eglise. Dans le respect des règles de tout dialogue, auxquelles s'ajoute, pour le disciple du Christ, un devoir tout particulier de charité - et ce qui est charitable est selon l'étymologie, gracieux - ceux qui ont à corriger une analyse ou une prise de position ne peuvent que rendre service à la Commission en lui apportant leur concours. Mais il importe que, installé depuis longtemps dans un confort enviable quoique inégalement partagé, basculant ensuite dans le mal-confort du chômage et dans une préoccupation légitime concernant l'avenir des acquis sociaux qui pourraient nous refermer sur nous-mêmes, nous estimions importante dans notre Eglise la fonction d'une Commission qui réactualise avec compétence la tâche de nous sensibiliser aux enjeux d'une solidarité dépassant les frontières de Genève, de la Suisse et de cette Europe qui a tant de mal à se faire, et qui d'ailleurs ne saurait se faire au plan seulement économique sans trahir son histoire et sa vocation.

Ceci dit, la tâche de la COTMEC n'est pas d'accomplir à notre place ou même en notre nom un effort d'information et de jugement dont nous serions dispensés. De même que ceux et celles qui s'en vont au loin partager au nom de l'Evangile la vie de jeunes Eglises se développant dans d'autres continents ne nous dispense pas d'être tous missionnaires, l'activité de la COTMEC n'est satisfaisante que si elle met tous et toutes en route. C'est parce qu'elle le fait qu'elle mérite le prix "Courrier" des droits de l'homme. Avec ses nombreux amis, je lui souhaite bon vent. Dieu l'accompagne, qui, à Noël, est venu faire route avec nous. ■



1984 Oser ouvrir les yeux!

Chaleureux remerciements aux donateurs

L'appui apporté en Europe à la revendication des Indiens du Brésil a été rendu possible grâce au soutien financier fourni par la Fédération Genevoise de Coopération, la Ville de Genève, le Conseil exécutif de l'Eglise catholique à Genève, la Commune de Plan-les-Ouates, Terre des Hommes-Genève, le Syndicat Interprofessionnel des travailleuses et Travailleurs, le Mouvement pour la Coopération Internationale, Frères Sans Frontières, Accueil Tiers-Monde, le Comité de Solidarité avec le Peuple Brésilien, le Centre Europe Tiers-Monde, le Centre de Coopération Technique et de Recherche pour l'Education des Travailleurs dans les pays en Voie de Développement, Enfants du Monde, les paroisses d'Onex (St-Martin), de Meyrin, de Troinex, de Ste-Clotilde (Ge), de Carouge, de Confignon, les Chanoines de Troistorrent et des particuliers.

Des associations ont également accepté de diffuser la pétition par le canal de leur bulletin, ce qui représente une aide précieuse. Le concours technique apporté par le secrétariat de la Fédération Genevoise de Coopération, la Fondation Environnement et Développement (ENDA), Terre des Hommes-Genève, le Mouvement pour la Coopération Internationale (MCI) et la Commission Tiers-Monde de l'Eglise catholique (COTMEC) a facilité la tâche des animateurs de la campagne.

Le comité exprime sa gratitude pour toutes ces précieuses contributions.

Et maintenant?

Le comité constitué à Genève va maintenant poursouivre son action sous une forme différente de celle conduite ces douze derniers mois.

❒ La permanence ouverte au début décembre 1992 est fermée. Cependant, le courrier peut toujours être adressé au secrétariat de la campagne. Le fax reste en service.

❒ Le comité continue de se réunir régulièrement afin de suivre l'évolution de la situation au Brésil. En cas de besoin il alertera les associations qui soutiennent la campagne.

❒ En ce qui concerne la démarcation des terres, le comité reste au service des organisations indigènes du Brésil. Plusieurs ONGs ayant un statut consultatif auprès du Conseil économique et social de l'ONU, ont offert leurs services pour leur faciliter l'accès aux institutions internationales, celles de défense des droits de l'homme, en particulier.

❒ Par ailleurs, les associations qui, à Genève, apportent leur appui aux organisations indigènes du Brésil, ont déjà resserré leurs liens. En collaboration avec celles-ci, elles vont établir des relations plus étroites avec les ONGs d'Europe qui travaillent dans le même sens.

CONTACT:

Campagne «Démarcation»
rue Richemont, 10
CH-1202 Genève
Fax (41 22) 738 59 59

Organisations partenaires de la Campagne "Démarcations"

Association Africaine d'Education pour le développement (18 pays) (Afrique), Alliance pour le Climat (D+Aut.), CCFD (F), Terre des Hommes (F), CIMADE (F), France-Libertés (F), Réseau Solidarité (F), Comité de Solidarité France-Brésil (F), Centre rennais d'information pour le Développement (F), Terre Humaine (F), Tribal Act (F), Commission Justice et Paix (NL), Pro Regenwald (D), Artist United for Nature (D), Vereinigung Pro Indios von Roraima (D), Serpaj Brasil (D), Kobra (D), AK Brasilien (D), Marabu (D), Verbo Filmes (D), Pfarrgemeinde rat St Christophorus (D), AK Internationaler Umweltdchutz (D), Evangelische Landvolkshochschule (D), Working group for Indigenous People-WIP (B), KWIA (groupe d'appui aux Peuples Indigènes) (B), Anti-slavery (B), OXFAM (B + UK), Brasil Network (UK), Grupo do PT (UK), Earthaction (700 entités dans 101 pays), Greenpeace (Int) Pax Christi (Int), Société pour les peuples menacés (Int), Survival (Int), IWGIA (Int), LIDLIP (Int), Indigenous Commission for Aboriginal People (Int).

Caritas-Suisse (CH), Comité de solidarité avec le peuple brésilien (Ge), Conseil Exécutif de l'Eglise Catholique (Ge), DOCIP (Ge), Frères sans Frontières (CH), Greenpeace (Ge), Le Pavé (Ge), Nouvelle Planète (CH), HELVETAS (CH), Incomindios (CH), Femmes pour la Paix (Ge), Ligue Suisse des femmes Catholiques (CH), HEKS (CH), Brücke der Bruderhilfe (CH), Association Brésil. Amazonie-Genève (Ge), Action de Carème (CH).

Accueil Tiers-Monde (Ge), ASACH (Ge), Association Sol. Nica & El Salvador (Ge), Carabaya-Pérou (Ge), Caritas-Genève (Ge), CETIM, Cecotret (Ge), Commissions Tiers Monde des Eglises catholique et protestante COTMEC-COTMEP (Ge), Déclaration de Berne (Ge-CHR), Education et Libération (Ge), Enfants du Monde (Ge), FGC (Ge), Genève Tiers-Monde (Ge), Jardins de Cocagne (Ge), Magasins du Monde (Ge), Mouvement pour la Coopération Internationale MCI (Ge), Mouvement Populaire des Familles (Ge-CHR), Société pour la Protection de l'Environnement SPE (Ge), Syndicat Iinterprofessionnel des Travailleurs (Ge), Terre des Hommes (Ge).

Automne 1993: Le point sur la campagne européenne

TERRE DÉMARQUÉE... VIE PRÉSERVÉE

DOSSIER D'INFORMATION N° 0 DISPONIBLE AU SECRETARIAT DE LA CAMPAGNE

Dossier d'information N°1

L'action du secrétariat européen p. 1
Intervenir à l'ONU une nécessité politique p. 2
S.O.S. Violences meurtrières p. 2
Les revendications indigènes aujourd'hui p. 3
Chaleureux remerciements p. 4
Les ONG qui ont soutenu la campagne européenne p. 4
Secrétariat de la campagne p. 4

Brasilia, septembre 1993. «Mobilisation» des Peuples d'Amazonie brésilienne.

En décembre 1992, au début de l'Année Internationale des peuples autochtones, une campagne de soutien à la revendication des Indiens du Brésil était lancée. Une année après, le moment est venu de faire le point. Au cours de ces douze mois, le comité créé à Genève a travaillé dans plusieurs directions.

Le soutien des ONGs

Tout d'abord, il a cherché à augmenter le nombre des organisations non-gouvernementales qui appuient cette campagne. Son appel a été entendu puisque plus de soixante-dix organisations ont fait connaître leur soutien.

L'information

L'information a été relayée au sein de ces associations . De nombreux bulletins associatifs ont publié des articles présentant la campagne. La "grande" presse a, elle aussi, repris les informations diffusées par le comité et permis à des témoins du Brésil de faire entendre leurs revendicaions (TV, radio, journaux). Par deux fois, des représentants des organisations indiennes du Brésil ont tenu conférence de presse lors de leur passage à Genève.

Les signatures

La pétition a été signée par plus de 32'000 personnes. Le secrétariat a pointé des signatures venant d'une dizaine de pays européens, mais aussi des USA, du Canada, d'Argentine, de Sierra Leone, du Niger, du Japon... Mme Danielle Mitterrand a envoyé une lettre personnelle au président brésilien. Le Secrétaire général de la Conférence des Eglises de toute l'Afrique, Monsieur José Chipenda, a également signé la pétition.

L'appui de trois Prix Nobel de la Paix.

Ainsi, Maired Maguire (Irlande 1976) et Adolfo Perez Esquivel (Argentine 1980) ont signé la pétition. Pour sa part, Rigoberta Menchù (Guatemala 1992) a écrit une lettre personnelle à M. Itamar Franco, Président *ad interim* du Brésil.

La défense des Droits de l'Homme

A trois reprises, la situation des Indiens du Brésil et leurs revendications ont été évoquées par à la Commission des Droits de l'Homme lors des sessions d'été 1992 et d'hiver 1993, par des ONGs travaillant avec notre comité. Le 16 septembre 1993, le parlement Européen a adopté une résolution relative à la violation des Droits de l'Homme au Brésil. Ce texte demande formellement au Gouvernement brésilien de protéger les Indiens et leurs terres. Le ministre suisse des affaires étrangères, le Conseiller fédéral Flavio Cotti, a également été alerté sur cette question.

Les contacts avec les autorités brésiliennes

Par sept fois, le comité a adressé de la correspondance aux autorités de Brasilia pour leur demander - signatures ou lettres à l'appui - d'appliquer les textes constitutionnels à l'endroit des Indiens. La Fondation Nationale de l'Indien (FUNAI), le Ministre de la Justice et le Président du Sénat brésilien ont répondu à notre courrier. Au mois d'août dernier, après le massacre des Yanomami par des chercheurs d'or, le comité de la campagne a été reçu en audience par Monsieur Gilberto Saboia, ambassadeur du Brésil auprès des Nations Unies à Genève, à qui il a exprimé son indignation. Il lui a remis une lettre de protestation destinée au Président du Brésil. Cette entrevue a fait l'objet d'un article dans "O Globo", l'un des grands titres de la presse brésilienne.

La reconnaissance des organisations indigènes

Venus à la Conférence de Vienne sur les Droits de l'Homme, les représentants de la Coordination de Organisations Indigènes de l'Amazonie Brésilienne (COIAB) ont saisi cette occasion pour contacter de nombreuses associations dans les principales capitales européennes. Par les liens tissés au cours de ce voyage, les Indiens du Brésil ont fait reconnaître leurs organisations. Ceci est capital pour leur avenir. La création d'un tel réseau de relations est un résultat très positif de la campagne. ■

Pour la coordination de la Campagne:
Denis Huc,
Bernard Comoli, Dominique Froidevaux.

Contact:
Campagne "Démarcation"
Rue Richemont, 10
CH-1202 GENEVE
FAX (41 22) 738 59 59

Rédacteurs responsables: Denis Huc, Bernard Comoli, Dominique Froidevaux / Impression: Imprimerie de Châtelaine - Genève

Intervenir à l'ONU: une nécessité politique

La défense des populations autochtones de l'Amazonie brésilienne passe par un long travail d'organisation et d'articulation des peuples indiens sur le terrain. En complémentarité, le travail de lobbying politique est nécessaire pour arriver au respect des droits fondamentaux de ces populations. Le mouvement indien, fort conscient de l'importance de cette stratégie de lutte, a commencé par interpeller les autorités régionales et nationales, au Brésil. Petit à petit, ses représentants ont tenté de faire valoir leurs droits au niveau international.

Timide au début, la présence de représentants indiens est devenue de plus en plus fréquente et importante dans les arènes internationales. Cette année une délégation de trois représentants de la COIAB a participé activement aux travaux de la Conférence de Vienne. Leurs interventions proposaient de nouveaux repères pour la protection des populations autochtones [1]. Cette année également, la Fédération Internationale Terre des Hommes (FITDH) et le Centre Europe Tiers-Monde (CETIM) - deux organisations engagéescette campagne pour la démarcation des terres en Amazonie brésilienne - ont présenté à la Sous-commission des droits de l'homme deux interventions. Elles portaient essentiellement sur les violences exercées à l'encontre des peuples autochtones en Amazonie brésilienne et, plus spécifiquement, sur les innombrables invasions des territoires indiens [1].

Le comité européen de la campagne "démarcation" a préparé ces interventions.

Ci-après: quelques extraits de l'intervention de la FIDTH présentée le 23 février 1993 à la 49ème session de la Sous-commission des droits de l'homme. Il est à noter que ce texte a été entièrement rédigé par la COIAB. Il a été traduit et présenté par la FITDH, au nom du mouvement indien. ■

Florence Passy

1. Ces différents textes peuvent être obtenus au secrétariat de la campagne.

Invasions des terres

« Le processus qui a mis en contact les peuples indigènes d'Amazonie avec la société brésilienne a provoqué une série d'interférences dans les cultures traditionnelles et a engendré des situations extrêmes quant à la survie physique et ethnique de nombreux peuples. Ce processus a engendré la mort, les maladies, l'exploitation, la division entre les peuples, la désunion au sein de certaines communautés et l'irrespect des droits fondamentaux des indiens en tant que peuples et individus. La violence envers ces peuples se perpétue et se caractérise par des invasions constantes de terres indigènes par des bûcherons, des orpailleurs, des pêcheurs, ainsi que des grands propriétaires terriens et des compagnies minières. Les projets gouvernementaux ne sont pas absents de cette invasion des territoires indigènes et ce concrétisent par la construction de routes, de barrages, d'exploitations minières et par des installations militaires. Les données parlent d'elles mêmes. » [...]

Grands barrages: conséquences désastreuses

« Outre les épidémies engendrées par le contact avec l'extérieur et l'invasion des territoires, la construction des barrages porte également des conséquences désastreuses pour les régions et leurs habitants. Le peuple Parakana, bordant la rivière Tocantins, a vu son territoire entièrement inondé par l'immense lac du barrage Tucurui. Cette construction a provoqué une abondante prolifération de moustiques "Caboverde" pouvant occasionner 800 piqûres par personne et par heure. La présence de ces moustiques empêche le travail des paysans, indiens et non-indiens, qui jusqu'à ce jour campent devant les installations "Electronorte". Ce campement dure depuis seize mois et les conditions de vie sont inhumaines; non seulement les cas de malaria ont augmenté de 50%, mais la population souffre également de diarrhée engendrées par de nombreux essais avec des insecticides inadéquats. » [...]

Impunité

« Si les violences en Amazonie brésilienne sont constantes à l'encontre des peuples indigènes, les crimes restent pourtant impunis. En 1988, 15 indiens Ticuna de la communauté Capacete, région du Haut Solimoes (Etat de l'Amazonas), ont été massacrés et 34 autres ont été grièvement blessés par des pêcheurs et bûcherons commandités par le propriétaire terrien Oscar Castelo Branco. Malgré d'innombrables promesses du Ministre de la justice, à ce jour aucun jugement ni condamnation n'ont vu le jour; les responsables courent toujours. » [...] « Le massacre de 1989 dans la région de la rivière Itaquai (vallée de Javari) connaît le même sort. Quatre Indiens Korubo isolés ont été fusillés par un groupe de pêcheurs de la région. Ce cas, jugé par la justice fédérale de Manaus, est à ce jour aussi bloqué. »

Droits bafoués

« Nous constatons une fois encore que les droits des peuples indigènes se trouvent bafoués. Ces droits, codifiés par la Constitution de 1988, n'ont jamais été appliqués; il ne sont jamais sortis de la sphère administrative de l'Etat. En effet, le ton respectueux de la Constitution en relation avec la question indigène semble clairement servir uniquement à améliorer l'image du Brésil dans ses négociations internationales. La COIAB et les organisations indigènes régionales de l'Amazonie dénoncent vigoureusement cette politique gouvernementale conduisant au génocide et violant systématiquement les droits des peuples indigènes. Elle transgresse en outre divers accords internationaux que le Brésil a ratifiés: nous pensons principalement à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. »

« La Fédération internationale Terre des Hommes souhaite donc que la Commission des droits de l'homme, au vu de la responsabilité qui incombe à toute la communauté internationale dans la réussite concrète de l'Année internationale des peuples indigènes considèrent et appuie les justes revendications des peuples de l'Amazonie brésilienne, et qu'elle intervienne auprès du Gouvernement brésilien en lui recommandant vivement un réel respect et une mise en application urgente des droits fondamentaux et constitutionnels de ces peuples. »

Brasilia.16 septembre 1993. Dénonciation du massacre des Yanomamis. Le dernier épisode de cette tragédie est survenu en août: 93: des dizaines de victimes tuées par des chercheurs d'or. (Photo: COIAB)

Au 5 octobre 1993, le gouvernement brésilien n'avait pas satisfait ses obligations constitutionnelles

Les revendications des peuples indiens aujourd'hui

Les 14, 15 et 16 septembre 1993, près de trois cents Indiens, délégués des peuples et organisations indigènes de tout le Brésil se sont réunis à Luziânia (Etat de Goias). Au terme de cette ***"mobilisation"***, ils ont rencontré le Ministre de la Justice, M. Mauricio Corrêa. Ils lui ont fait part de leurs revendications et remis une pétition signée, au Brésil et à l'étranger, par plus de cent-dix-huit mille personnes. Ils ont aussi publié un document relatif à la révision constitutionnelle et à la "démarcation" des terres.

Contre la révision constitutionnelle

La Constitution de 1988 reconnaît la spécificité de la culture indienne et les droits des Indiens sur leurs terres. Ceux-ci craignent que ces droits, indispensables à leur survie, ne soient réduits à l'occasion de la procédure de révision constitutionnelle en cours devant le Congrès. Ils disent "NON" à cette révision.

Pour la protection des personnes et des terres

La *mobilisation* constate qu'au terme du délai de cinq ans fixé par les Constituants pour protéger toutes les terres des Indiens, il reste 236 territoires (45,47%) à démarquer. Le gouvernement brésilien n'a pas respecté ses obligations constitutionnelles. Le document se termine ainsi:

"Nous exigeons du Gouvernement fédéral la démarcation d'urgence des terres non encore démarquées; ceci avec la participation active de nos communautés et organisations (y compris par voie d'auto-démarcation).
Dans la mesure où le Gouvernement fédéral ne garantit pas la possession de nos terres et ne les démarque pas, nous affirmons notre droit, comme le prévoit la Constitution de garantir la possession de nos terres et d'en marquer nous-mêmes les limites sur le terrain. La non démarcation signifie une grande menace pour l'intégrité de nos peuples. Nous attribuons à l'Union la responsabilité des dommages causés à nos droits.
Nos peuples et organisations se maintiendront organisés, unis et mobilisés pour maintenir une présence active au Congrès national, pour obtenir du gouvernement fédéral la démarcation de nos territoires.
Nous demandons encore à tous les secteurs civils organisés du pays et aux organisations internationales de nous soutenir et faire connaître nos luttes pour garantir nos droits déjà conquis et de nous appuyer pour la récupération des terres perdues lors d'opérations de démarcation quand les espaces qui nous ont été laissés sont insuffisants pour la survie des peuples".

L'intervention du Procureur Général de la République

Au début du mois d'octobre 1993, la principale association indigène du Brésil, la Coordination des Organisations Indigènes de l'Amazonie Brésilienne (COIAB) se félicite de vois la Justice brésilienne intervenir pour ce non-respect de la Constitution: ***"L'ensemble du mouvement indigène de l'Amazonie manifeste sans restriction son appui à l'initiative du Procureur Général de la République, Aristide Junqueira qui a intenté une action contre l'Union au Tribunal suprême fédéral. Le Procureur a également demandé à des représentants régionaux qu'ils engagent des actions semblables contre les Gouvernements des Etats."***

La COIAB demande des mesures urgentes

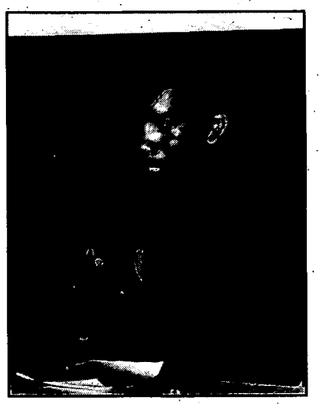
"C'est seulement par des mesures urgentes que les droits des peuples indigènes pourront être préservés, leur rendant un peu de la dignité qui a été constamment bafouée durant tout le processus de colonisation qui perdure jusqu'à aujourd'hui".

Nouvelle orientation de l'action

Pour réduire les effets négatifs que peut avoir cette absence de protection pour les peuples concernés, la COIAB a arrêté trois axes de travail pour les mois à venir: renforcer les organisations indigènes locales et régionales, accentuer la pression politique auprès des pouvoirs législatifs, exécutif et judiciaire des Etats Amazoniens et à Brasilia notamment et, enfin, d'intensifier l'effort d'information au niveau national et international. ■

B. Conioli

Sources:
Document final de la mobilisation des peuples et organisations indigènes - Luziâna (GO) 15/9/93
Communiqués de la COIAB (Manaus) des 8 et 14 octobre 1993



Amarildo Francisco Caldos Machado. Indien Tucano. Délégué à l'information de la COIAB.
Conférence de presse de la campagne "terre démarquée vie préservée, Genève, mai 1993.
(Photo: D. Froidevaux)

José Adalberto da Silva indien Macuxi.
Chargé de la campagne "démarcation" pour la COIAB.
Conférence de presse de la campagne "terre démarquée vie préservée, Genève, mai 1993.
(Photo: D. Froidevaux)

Brasilia, 16 septembre 1993: Lecture du « Document final de la Mobilisation » à la Chambre des Députés.
(Photo: COIAB)